



DOCUMENT DE PROJET

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet: <i>Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani</i> <i>Construisons ensemble pour la Paix !</i>	Organisation lead : International Alert
Personne de Contact: International Alert Nom: Alessia Polidoro Téléphone: +243975333778 E-mail: apolidoro@international-alert.org PNUD Nom : Priya GAJRAJ Représentante Email: priya.gajraj@undp.org	Membres du consortium : SOFAD ; Groupe Milima ; IFDP ; APDIK ; UGEAFI ; ADEPAE ; RIO ; SVH ; CARITAS UVIRA
	Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONG) : Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
	Localité (s) (Province): Chefferie de la Plaine de la Ruzizi (Kakunambo, Kakamba, Luberizi) ; Chefferie de Bavira (Bijombo, Uvira Centre) ; Chefferie de Bafulliru (Kigoma, Lemera) ; Secteur d'Itombwe (Basimukinji, Basimuniaka) ; Cité de Kamanyola.
Durée totale du projet (mois): Date de démarrage: 01/06/2017 Date de clôture: 31/05/2019	Coût total du Projet: 7,625,051\$ Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: 7,560,000\$ Contributions propres: 65.051,00\$ Autres Contributions:
Description du Projet : <i>Décrivez brièvement l'objectif global, les résultats clés et la stratégie du projet</i> Dans ce projet, International Alert travaillera avec 9 partenaires locaux, qui ont chacun une longue et forte présence dans la zone prioritaire (couvrant tous les 9 groupements cibles), et qui y mènent des interventions sous les 5 piliers de la 14S. Les 5 objectifs du projet seront poursuivis à travers une stratégie d'intervention holistique et intégrée, où des groupes de bénéficiaires participeront à plusieurs activités afin de renforcer l'impact. Le dialogue démocratique constitue le sous-bassement des autres 4 objectifs, car va toucher aussi bien la gouvernance foncière que la sécurité, la réinsertion et les relations de genre. Les activités seront basées sur les résultats de ce dialogue, qui permettra de prévenir et gérer des tensions pouvant survenir à cause des activités du projet. Quelques exemples concrets : 1. La réussite des activités de dialogue sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités de gouvernance sécuritaire sous le 3ème pilier ; 2. L'outil AGRIPAX, développé par IFDP sous le 2ème pilier, sera la base pour rapprocher les jeunes et les grands concessionnaires privés (ainsi contribuant au 4ème objectif). 3. Le renforcement des capacités des agents de la sécurité contribuera à la reconstitution de la confiance avec la population et aux changements des normes sociales négatives. Alert et ses partenaires ont choisi de cibler 9 groupements, et la cité de Kamanyola parce qu'ils représentent les parties de la ZP où le besoin de stabilisation est le plus grand, mais aussi où des opportunités de consolidation de la paix se présentent, en construisant sur les avancés des projets en cours et les interventions antérieures et présentes des partenaires et d'Alert.	



Le but du projet est de renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société, pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit. *L'objectif général* du projet se résume ainsi : Les hommes et femmes dans la zone prioritaire et l'État congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes de conflit, consolider la paix et créer les conditions de stabilité des institutions et de relèvement économique de la zone.

Objectif spécifique 1. Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre

☑ **Résultat 1.1 Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles**

☑ **Résultat 1.2 Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis**

☑ **Résultat 1.3 Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation**

☑ **Objectif spécifique 2. Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)**

☑ **Résultat 2.1 Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre**

☑ **Résultat 2.2 La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes**

☑ **Résultat 2.3 La médiation des conflits fonciers est efficace**

☑ **Résultat 2.4 Un cadre réglementaire du foncier est développé**

Objectif spécifique 3 Gouvernance sécuritaire renforcée

☑ **Résultat 3.1 Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité**

☑ **Résultat 3.2 Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre**

☑ **Résultat 3.3 Les groupes armés sont sensibilisés.**

Objectif spécifique 4 Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée

☑ **Résultat 4.1 Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assurée.**

☑ **Résultat 4.2 Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés**

Objectif spécifique 5 Niveau VSBG réduit dans la zone prioritaire

☑ **Résultat 5.1 Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétuer les VSBG réduite**

☑ **Résultat 5.2 Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG**

Note sur l'égalité des sexes (Gender Marker)^{1, 2}: 2

Justification de la Note :

Décrivez brièvement la méthodologie d'intégration du genre dans les différentes composantes du projet

La stratégie de mise en œuvre de ce projet se base sur la longue expérience d'Alert et des 9 organisations partenaires dans la ZP, couvrant les domaines de consolidation de la paix, bonne gouvernance, résilience et transformation des normes et comportements négatives qui contribuent à la violence sexuelle. Le projet se servira des stratégies et approches suivantes :

Approche relationnelle de genre et promotion de la participation des femmes dans la prise de décision :

¹ Le score de genre est un outil d'évaluation sur une échelle de 0 à 3, qui indique si un programme est conçu pour assurer que les femmes, les filles, les garçons et les hommes en bénéficieront également ou si le programme a le potentiel de contribuer à l'égalité entre des sexes. Score 3 : projets ayant l'égalité de genre comme principal objectif (actions clairement ciblées); Score 2 : projets ayant l'égalité de genre comme objectif significatif (intégration du genre); Score 1 : projets intégrant partiellement le genre dans les activités; Score 0 : projets qui n'intègrent pas l'égalité de genre

² A compléter après le score final du Secrétariat Technique.




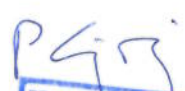



L'approche genre est axé sur comment les hommes et les femmes coproduisent des rôles et des identités de genre et comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité. Cette compréhension est à la base de toutes les interventions d'Alert³. Les causes sous-jacentes la violence sexuelle en RDC, étant multiples et inter-liés, la réponse doit être holistique et multisectorielle. Nos actions visent à promouvoir l'égalité des genres en combattant les normes socio culturelles qui favorise la masculinité dominatrice et placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle exclusif sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et à promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux. Ainsi par exemple, les groupes cibles sous chaque pilier seront composés d'au moins de 40% de femmes, 60% d'hommes. L'organisation des rencontres analysera et adressera les blocages à la participation effective des femmes pour créer des conditions propices (ex. heures/lieux de rencontre, favoriser la prise de parole des femmes) et certains groupes seront composés uniquement des femmes comme tremplins de renforcement de leurs capacités et de confiance en elles-mêmes. Les sujets de discussion par les groupes cibles et les thèmes des formations vont inclure des questions liées au genre, telles que : les rapports de pouvoir, la masculinité et féminité ou les obstacles sexo-spécifiques à la participation. L'étude de base (CAP), la RAP sur les causes et origines des violences basées sur le genre dans la ZP et l'évaluation et toutes les recherches qui seront menées vont inclure les dimensions genre pour permettre de mieux comprendre le lien entre les relations et dynamiques de genre et la résilience communautaire, les dynamiques de conflit, et l'amélioration de la gouvernance. Cela servira à la planification et l'adaptation de la mise en œuvre du projet, pour accroître l'impact des activités sur l'égalité de genre et la transformation des pratiques et attitudes négatives contribuant à la violence sexuelle. Les capacités des nouveaux partenaires d'Alert seront renforcées sur la sensibilité au genre pour l'intégrer à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Les membres des associations de base seront aussi appelés à rejoindre le mouvement national Rien sans les Femmes pour un effort collectif de promotion des droits des femmes⁴.

³Cela comprend par exemple le projet « Tushiriki Wote » et l'appui au mouvement « Rien sans les Femmes » (RSLF) : A noter que certains partenaires de Tushiriki et membres de RSLF sont aussi partenaires à ce projet.

⁴ Rien sans les Femmes a comme objectif d'augmenter la participation des femmes à la prise de décision, du ménage jusqu'au niveau national. La campagne à 5 points focaux (à Goma, Bukavu, Beni, Kinshasa et Uvira), voir plus d'infos : www.facebook.com/RiensanslesFemmes



PAGE DE SIGNATURE⁵

<p>Nom de l'Organisation lead</p> <p>Nom du/de la Représentant (e): Christine Buesser</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: International Alert</p> <p>Date & Cachet 5.6.2017</p>	<p>Agent de Gestion (si applicable)</p> <p>Nom du/de la Représentant (e): Pryia Gajraj</p> <p>Signature: </p> <p></p> <p>Nom de l'Organisation: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p> <p>Date & Cachet 5/6/2017</p>
<p>Co-Président du Conseil d'Administration Provincial (Gouvernement)</p> <p>Nom: M. Marcellin Cishambo Ruhoya Fonction: Gouverneur de Province du Sud Kivu</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: Date & Cachet</p>	<p>Co-Président du Conseil d'Administration Provincial (Nations Unies)</p> <p>Nom: Karna Soro Fonction: Chef du Bureau MONUSCO Sud Kivu 90</p> <p>Signature: </p> <p>Nom de l'Organisation: MONUSCO Sud Kivu Date & Cachet 5/6/2017</p>

⁵ A compléter après la sélection par le CAP.



TABLE DE MATIERE

I. Résumé du projet	p6
II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification	p10
a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit	
b) Justification de l'intervention proposée	
III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre	p17
a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation	
b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation	
c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités	
IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales	p60
V. Gestion et Coordination	p74
a) Gestion et coordination du projet	
b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation	
c) Suivi et évaluation	
d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC	
e) Budget	
VI. Annexes	p138
Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation	
Annexe 2 : Plan de travail	
Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation	
Annexe 4 : Cadre logique (<i>voir fichier Excel</i>)	
Annexe 5 : Cadre logique ISSSS (<i>voir fichier Excel</i>)	
Annexe 6 : Guide au processus d'harmonisation	
Annexe 7 : Budget (<i>voir fichier Excel</i>)	
Annexe 8 : Lignes directrices budgétaires	
Annexe 9 : Lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre	



I. Résumé du projet

RÉSUMÉ DE PROJET Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Numéro du projet¹ :		
Intitulé du projet :	<i>Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani Construisons ensemble pour la Paix !</i>	
Organisation lead :	International Alert	
Membres du consortium :	SOFAD ; Groupe Milima ; IFDP ; APDIK ; UGEAFI ; ADEPAE ; RIO ; SVH; CARITAS UVIRA	
Des organisations bénéficiaires² :		
Zone prioritaire et groupements ciblés	Chefferie de la Plaine de la Ruzizi (Kabunambo, Kakamba, Luberizi) ; Chefferie de Bavira (Bijombo, Uvira Centre) ; Chefferie de Bafuliiru (Kigoma, Lemera) ; Secteur d'Itombwe (Basimukinji, Basimuniaka) ; Cité de Kamanyola.	
Cout total du Projet: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: Contributions propres: Autres Contributions:	7.065.051,00\$ 7.000.000,00\$ 65.051,00\$	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : 01/06/2017	Date d'achèvement prévue : 31/05/2019
Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectives spécifiques de l'AMI)	Le focus thématique de l'intervention est lié avec les 5 piliers de l'I4S. Les 5 objectifs du projet seront poursuivis à travers une stratégie d'intervention holistique, intégrée et ciblée, où des groupes de bénéficiaires participeront à plusieurs activités afin de renforcer l'impact. L'instauration d'une <i>culture de la gouvernance démocratique</i> se réalisera à travers <i>un processus de dialogue démocratique permanent</i> qui constitue le sous-bassement des autres 4 objectifs qui sont focalisés sur la <i>réduction des conflits fonciers à travers l'amélioration de la gouvernance foncière</i> , la <i>réduction des dilemmes sécuritaires par l'amélioration de la gouvernance sécuritaire</i> , le <i>renforcement de la cohésion sociale à travers la réinsertion socioéconomique des jeunes vulnérables</i> en particulier les démobilisés – déplacés – résidents – réfugiés et <i>l'amélioration des relations de genre au sein des ménages et des communautés à travers la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le Genre.</i>	

¹ A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

² Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



<p>Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :</p>	<p>Note : 2</p> <p>La stratégie de mise en œuvre de ce projet se base sur la longue expérience d'Alert et des 9 organisations partenaires dans la ZP, couvrant les domaines de consolidation de la paix, bonne gouvernance, résilience et transformation des normes et comportements négatives qui contribuent à la violence sexuelle. Le projet se servira des stratégies et approches suivantes :</p> <p>Approche relationnelle de genre et promotion de la participation des femmes dans la prise de décision : L'approche genre est axé sur comment les hommes et les femmes coproduisent des rôles et des identités de genre et comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité. Cette compréhension est à la base de toutes les interventions d'Alert. Les causes sous-jacentes la violence sexuelle en RDC, étant multiples et interliés, la réponse doit être holistique et multisectorielle. Nos actions visent à promouvoir l'égalité des genres en combattant les normes socio culturelles qui favorise la masculinité dominatrice et placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle exclusif sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et à promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux. Ainsi par exemple, les groupes cibles sous chaque pilier seront composés d'au moins de 40% de femmes, 60% d'hommes. L'organisation des rencontres analysera et adressera les blocages à la participation effective des femmes pour créer des conditions propices (ex. heures/lieux de rencontre, favoriser la prise de parole des femmes) et certains groupes seront composés uniquement des femmes comme tremplins de renforcement de leurs capacités et de confiance en elles-mêmes. Les sujets de discussion par les groupes cibles et les thèmes des formations vont inclure des questions liées au genre, telles que : les rapports de pouvoir, la masculinité et féminité ou les obstacles sexospécifiques à la participation. L'étude de base (CAP), la RAP sur les causes et origines des violences basées sur le genre dans la ZP et l'évaluation et toutes les recherches qui seront menées vont inclure les dimensions genre pour permettre de mieux comprendre le lien entre les relations et dynamiques de genre et la résilience communautaire, les dynamiques de conflit, et l'amélioration de la gouvernance. Cela servira à la planification et l'adaptation de la mise en œuvre du projet, pour accroître l'impact des activités sur l'égalité de genre et la transformation des pratiques et attitudes négatives contribuant à la violence sexuelle. Les capacités des nouveaux partenaires d'Alert seront renforcées sur la sensibilité au genre pour l'intégrer à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet. Les membres des associations de base seront aussi appelés à rejoindre le mouvement national Rien sans les Femmes pour un effort collectif de promotion des droits des femmes.</p>
<p>Objectifs spécifiques et leurs résultats</p>	<p>Objectif spécifique 1. Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Résultat 1.1 Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles<input type="checkbox"/> Résultat 1.2 Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis<input type="checkbox"/> Résultat 1.3 Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation <p>Objectif spécifique 2. Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Résultat 2.1 Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en



	<p><i>œuvre</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 2.2 La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 2.3 La médiation des conflits fonciers est efficace</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 2.4 Un cadre réglementaire du foncier est développé</i></p> <p>Objectif spécifique 3 Gouvernance sécuritaire renforcée</p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 3.1 Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 3.2 Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 3.3 Les groupes armés sont sensibilisés.</i></p> <p>Objectif spécifique 4 Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée</p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 4.1 Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assurée.</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 4.2 Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés</i></p> <p>Objectif spécifique 5 Niveau VSBG réduit dans la zone prioritaire</p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 5.1 Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>Résultat 5.2 Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG</i></p>
<p>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge) :</p>	<p>Obj. 1/2/3/5 : Femmes/Hommes/Filles/Garçons : le projet travaillera dans environs 2 localités par groupement (9 groupements), plus la cite de Kamanyola. Toutes les communautés de ces localités seront bénéficiaires directes des actions menées sous ces 4 objectifs. Environ 6000 personnes par localité. TOTAL BENEFL. 114000 : femmes et jeunes filles (âgées de 18 à 25 ans) (40%), hommes et jeunes garçons (âgés de 18 à 25 ans) (60%)</p> <p>Obj. 4 : Jeunes (âgés de 18 à 30 ans) : 680 jeunes ; Femmes : 40% ; Hommes : 60%</p> <p>Associations d'épargne et crédit (AVEC) : 9 AVEC (60% femmes, 40% hommes) pour 240 jeunes ; 1 AVEC/Localité ciblée * 9 Localités ciblées - 26 membres / AVEC</p>



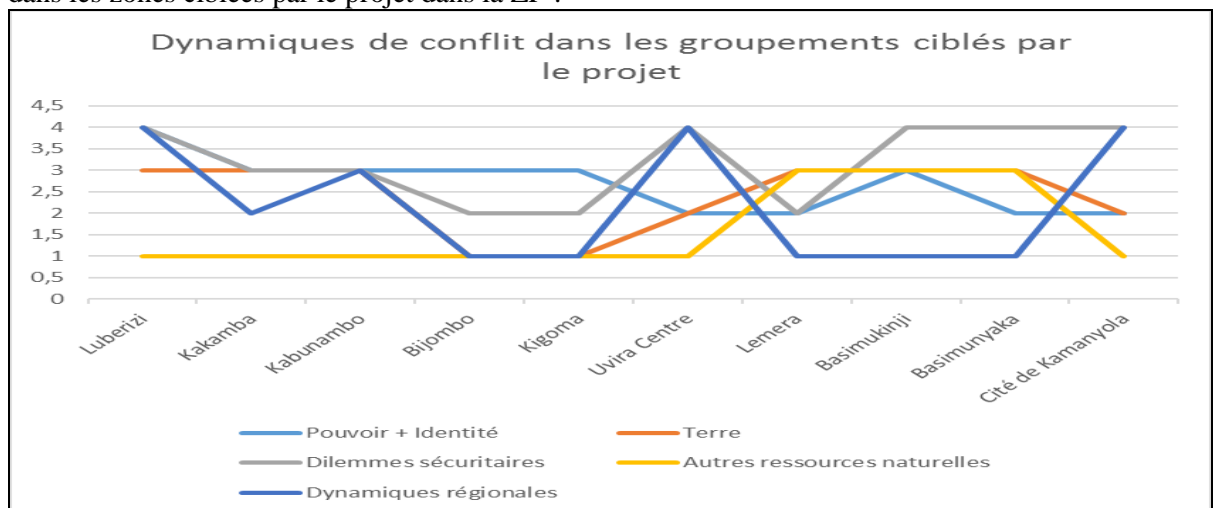
II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit (maximum 3 pages).

Il est attendu des organisations soumissionnaires qu'elles présentent une analyse systémique du conflit et de ses dynamiques dans la zone prioritaire, des enjeux de la stabilisation, en ce y compris les principales inégalités dans les relations genre qui ont un impact sur les dynamiques de conflits, ainsi que les besoins spécifiques de genre à adresser par l'intervention (la production d'une représentation graphique du ou des systèmes de conflit, complétée par une analyse narrative est encouragée). Il est attendu que les analyses tiennent compte et précisent la diversité et les spécificités des enjeux au sein même de la zone prioritaire (avec un focus sur les chefferies et/ou sur certains de leurs groupements).

La zone ciblée par le projet a été marquée par des conflits et crises cycliques et prolongées datant de plusieurs décennies. Elle est caractérisée par la présence de 4 dynamiques de conflit (mobilisation autour de la terre, du pouvoir et de l'identité, dilemmes sécuritaires, exploitation des ressources naturelles et présence de dynamiques régionales) qui, s'entremêlant, ont à ce jour créé d'importants problèmes sécuritaires et de protection (avec un impact négatif sur les activités économiques), ainsi que la cristallisation des tensions intra et intercommunautaires.

Le graphique ci – dessous montre la situation sur la prédominance et l'ampleur de ces dynamiques dans les zones ciblées par le projet dans la ZP³.



Le graphique montre que le conflit lié à l'accès et contrôle du pouvoir doublé avec la mobilisation autour de l'identité est particulièrement aigu dans les groupements de Luberizi, Kakamba, Bijombo, Basimukindji et Kigoma.

La lutte de pouvoir entre Barundi et Bafuliïro pour le contrôle de la Chefferie de la Plaine recouvre de multiples enjeux fonciers et économiques qui tirent leurs origines de l'époque coloniale en ce que la chefferie a été attribuée à la communauté Barundi. La revendication des Bafuliïro reste la transformation de la chefferie en secteur⁴. En effet, les secteurs sont des entités locales gouvernées par des chefs élus, alors que les chefferies sont dirigées par des chefs nommés par les autorités nationales. Les relations entre les Bafuliïro et Barundi sont devenues tellement tendues qu'il existe presque une ségrégation spatiale ethnique : les deux groupes habitent des quartiers différents à Mutarule et Bwegera ; les enfants sont assis séparément dans quelques écoles à Mutarule, Sange et Luberizi, et les femmes des deux communautés ne vont pas aux mêmes marchés.

³ Légende : les critères se sont basés sur la prédominance et l'ampleur des conflits dans chaque groupement. La classification est la suivante : 1 = plus bas, 2 = bas, 3 = moins élevé, 4 = élevé, 5 = plus élevé

⁴ Les Bafuliïro et les Barundi représentent, selon les estimations, respectivement environ 80% et 20% de la population de la Plaine. Dans la chefferie des Bafuliïro tous les postes administratifs sont détenus par les Bafuliïro, tandis que dans la chefferie de la Plaine de Ruzizi, les Barundi ne détiennent que 2 postes administratifs, respectivement dans les groupements Luberizi et Kakamba.



Cette lutte pour le contrôle des administrations coutumières révèle l'importance de ces dernières dans la gouvernance congolaise et démontre que les conflits « ethniques » sont avant tout des compétitions pour le contrôle des ressources⁵ et s'inscrivent dans la longue histoire de la région.

La capacité de l'Etat reste faible et caractérisée par un système de gouvernance clientéliste qui amplifie le sentiment d'appartenance ethnique et contribue à la détérioration du tissu social. Un bicéphalisme dans l'administration locale est observé dans certaines localités. Des cas de nominations double à la tête d'une entité sont observés dans cette zone⁶.

Le conflit dans le groupement de Basimukindji est un autre exemple de comment l'accès au pouvoir soit une des causes profondes du conflit et de comment la mobilisation autour de l'identité vient à exacerber des relations intercommunautaires déjà tendues. En fait, dans le Secteur d'Itombwe les Babembe représentent le groupe majoritaire et détiennent tous les postes administratifs depuis le secteur jusqu'aux 6 groupements composant le secteur. Ce n'est que récemment que les Banyamulenge ont obtenu ces représentations aux niveaux local, provincial et national. Cependant, leur représentation reste faible et contribue à alimenter un sentiment d'exclusion et discrimination.

Les dilemmes sécuritaires sont présents dans toute la ZP avec une ampleur remarquable dans Luberizi, Uvira Centre et Cité de Kamanyola. Les forces armées sont absentes dans beaucoup d'endroits, surtout dans les plus isolés comme le massif d'Itombwe. Ce vide sécuritaire, couplé avec leur faible capacité, rend l'Etat incapable de protéger l'ensemble de la population et ses moyens de subsistance. Les communautés ont donc tendance à recourir aux groupes armés (GA) pour se protéger et se défendre. Les GA exploitent ce vide pour développer leur ascendant et propager leur influence, en prétendant représenter les intérêts d'une ou de l'autre communauté. Le manque d'opportunités économiques fait que les jeunes désœuvrés soient recrutés par les GA et instrumentalisés par les leaders locaux pour leurs fins politiques et économiques. Les forces de sécurité recourent souvent à des jeunes démobilisés pour des patrouilles mixtes, civils-militaires. Ces jeunes, qualifiés de « Locale défense » deviennent le bras armé de l'une ou de l'autre communauté lors des revendications de terre ou de pouvoir, notamment dans le conflit qui oppose les Barundi et Bafuliïro. La réputation négative des forces de sécurité est renforcée par un système de justice clientéliste et défaillant qui alimente le sentiment d'impunité et méfiance de la population vis-à-vis des FARDC et PNC. Certains éléments des FARDC ont de plus appartenu à des GA, et la population ne fait plus la différence entre forces armées congolaises et groupes armés informels. Les FARDC sont, par ailleurs, contestés par les Bafuliïro, qui les considèrent comme étant « complices » avec la communauté Banyamulenge depuis l'intégration des certains ex combattants dans l'armée et la police.

Dans ces mêmes trois groupements les dilemmes sécuritaires sont exacerbés par la présence de dynamiques régionales. La Plaine de la Ruzizi reste un espace transfrontalier à haute valeur économique, caractérisée par une circulation importante de biens et personnes. L'emploi et le commerce informel transfrontalier, générant des milliers de revenus, deviennent hélas une source de tensions.

La vague récente de réfugiés burundais, suite à la crise politique au Burundi depuis Avril 2015, revêt des risques à la fois sécuritaires et fonciers. D'une part, il est à craindre que les réfugiés burundais ne soient victimes d'attaques par des groupes armés opérant dans la région⁷. D'autre part, l'on peut également craindre que certains réfugiés soient manipulés par différents acteurs régionaux/locaux pour des actes subversifs dirigés tant vers les pays d'accueil (RD Congo) que vers le pays d'origine. Ces dilemmes sécuritaires sont exacerbés par la présence des GA d'origine ou en provenance des pays limitrophes souvent signalés dans la ZP. Les éléments des FDLR du Rwanda et les ex – FNL du

⁵ Par biais du contrôle du pouvoir coutumier ou administratif.

⁶ Le cas le plus récent est celui du Groupement de Bijombo. Dans la chefferie de Bafuliïro, on note l'existence d'un conflit interne de succession du pouvoir entre le fils héritier du mwami, décédé en décembre 2012, et son oncle paternel, qui avait assumé l'intérim en attendant le retour de l'héritier, étudiant à l'étranger. Cette situation crée une tension conflictuelle supplémentaire au sein de la communauté des Bafuliïro entre ceux qui soutiennent le jeune mwami, héritier de droit, et ceux qui soutiennent l'oncle paternel.

⁷ Les attaques passées contre les réfugiés hutus rwandais et congolais fondent une telle inquiétude. Le facteur identitaire et ethnique serait à la base de ces attaques et massacres.



Burundi sont présent dans la zone du projet. La poursuite des éléments de ces GA occasionne des dégâts lors de leurs repris dans les moyens et hauts plateaux. Les conséquences sont particulièrement néfastes pour les femmes et les filles qui sont systématiquement dérobées, brutalisées et violées lors du passage des armées et des GA.

L'association de l'identité avec les terres ancestrales et les conditions de l'accès à la terre par le biais des instances traditionnelles alimente les tensions entre les différents groupes ethniques et d'autres catégories de la population (résident, réfugiés, rapatriés, déplacés) qui se voient limités dans ce droit. Les grandes étendues de terres sont détenues par une catégorie de grands concessionnaires⁸ qui en font louer aux petits exploitants et notamment, dans les zones riches en minerais, aux creuseurs artisanaux⁹. Le manque de pâturages et une réglementation en la matière génèrent des tensions entre les agriculteurs et éleveurs et plus particulièrement lors de la transhumance¹⁰. Les conflits agropastoraux, revêtent une dimension ethnique : la majorité des éleveurs sont Banyamulenge et Barundi et la plupart des agriculteurs sont Bafuliuro, Babembe ou proviennent d'autres communautés bantoues de la zone. Lors des altercations entre éleveurs et agriculteurs, les belligérants associent la dispute aux origines identitaires¹¹.

Cette récurrence de conflits fonciers s'explique en grande partie par l'inadéquation des dispositions légales et réglementaires à répondre aux défis de l'accès et de l'exploitation individuelle et collective de la terre. Les détenteurs du pouvoir politique et coutumier exploitent la dualité de la loi foncière entre le droit écrit et le droit coutumier afin de profiter des ventes des terres au détriment des paysans. Cette dualité de sources entraîne une concurrence des autorités traditionnelles, gardiens et détenteurs des droits coutumiers, et des conservateurs des titres immobiliers, administrateurs des circonscriptions foncières, investis dans le cadre de la loi foncière.

Quant aux femmes, bien qu'assurant le 70-75% de la production vivrière et jouant un rôle central dans l'économie de subsistance, les coutumes et pratiques traditionnelles discriminatoires à leur égard sont encore d'actualité en ce qui concerne leur accès à la terre. Les inégalités foncières de genre ont des sérieuses répercussions socio-économiques, juridiques et sécuritaires. La plupart des femmes demeurent fortement sous-représentées dans tous les secteurs économiques et sont peu présentes dans les instances décisionnelles. Cette inégalité structurelle tire ses origines dans les traditions et coutumes qui prêchent l'hégémonie de l'homme dans tous les secteurs de la vie, y compris dans la gestion de la terre.

⁸ Composé par les opérateurs économiques, confessions religieuses, politiciens originaires de la zone, chefs coutumiers

⁹ L'exploitation d'autres ressources naturelles entre autres les minerais et la réserve naturelle d'Itombwe est à l'origine des conflits dans la zone. Des tensions naissent entre les creuseurs artisanaux – les coopératives et l'administration minière. A l'origine de ce conflit, la surfacturation sur les revenus par les coopératives et l'administration minière. Ces minerais sont aussi une convoitise dans la région et un élément moteur pour financer le conflit. Les GA exploitent illégalement les minerais par le biais des jeunes creuseurs et l'argent issu de leur vente est utilisé pour financer la guerre. Le contrôle de ces ressources est à la base des conflits entre différents groupes d'intérêt. La plaine reste un important point de passage pour l'exportation illégale artisanale de minerais. Cette contrebande est contrôlée par des chefs locaux civils, militaires ou policiers, par une élite Bafuliuro et par des GA.

¹⁰ Justine Brabant et Jean Louis Nzweve, *La houe la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*, Life and Peace Institute, 2013. La transhumance est sujette à une taxe appelée « itulo » versée aux chefs coutumiers et qui n'est pas rétrocédée aux agriculteurs en guise de dédommagement des dégâts subis à leurs champs pendant le passage des bétails. Des dialogues intercommunautaires ont pourtant eu lieu pour trancher et réglementer cette question, mais ce qui semble encore faire défaut c'est le cadre légal et les mesures d'accompagnement.

Du fait de l'absence de bureaux et archives, l'administration locale ne dispose pas de cartographie précise du territoire. Les voies de passage des troupeaux dans la Plaine, ainsi que les voies de transhumance empruntées annuellement dans toute la Province sont connues dans leurs grandes lignes mais n'existent pas sous forme écrite. Cela complique la tâche de l'administration lorsqu'il s'agit de départager un éleveur et un agriculteur se disputant l'usage d'une parcelle.

¹¹ Les disputes liées à l'accès à la terre ont une ampleur inquiétante dans les groupements de Luberizi, Kakamba, Lemera, Basimukinji et Basimuniaka.



b) Justification de l'intervention proposée (maximum 3,5 pages)

Les organisations présenteront la justification de leur stratégie d'intervention au regard

1. de l'analyse du contexte, du ou des conflits et des principaux enjeux ciblés (1,5 page)
2. des leçons apprises des interventions passées des organisations soumissionnaires : succès, échecs et explications (1 page)
3. de la manière dont l'intervention capitalisera sur les acquis des interventions passées/récentes menées dans la zone (voir l'annexe 1 pour le canevas de la cartographie des interventions), dans les domaines d'intervention ciblés par l'AMI/AAP (maximum 1 page).

International Alert, forts de 15 ans de travail pour la consolidation de la paix en RDC et dans d'autres pays, reconnaît que la transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Cela constitue aussi le principe de base pour la deuxième phase du STAREC/ISSSS qui appuie des initiatives locales et provinciales de 'dialogue démocratique' visant à articuler une vision claire, collective et à long-terme pour la paix. Partant de ce principe, se basant sur les résultats de l'analyse systémique des conflits ainsi que les enjeux principaux identifiés dans la ZP, le Consortium vise à adresser les causes profondes du conflit qui sévissent la ZP, afin d'atteindre les 5 objectifs du projet et contribuer à la stabilisation durable de la ZP. L'intervention '*Tujenge Pamoja*' apporte une réponse efficace et durable à travers son approche et stratégie intégrée, holistique et ciblée. Elle apporte des solutions aux défis multi et plurisectoriels qui caractérisent la zone en impliquant et favorisant la participation effective à plusieurs activités (sous plusieurs objectifs) et à tous les niveaux des acteurs clés et des groupes de bénéficiaires afin de renforcer l'impact de l'action.

Une approche participative et communautaire est au cœur de l'intervention. Elle permettra de créer un mécanisme inclusif et transparent dans l'analyse et recherche de toute solution aux conflits actuels dans la zone.

Les stratégies de mise en œuvre sont basées sur la longue expérience du Consortium et sur les résultats positifs déjà produits dans le cadre de projets précédents et comprennent les suivantes :

- **Une stratégie communautaire** basée sur la conviction que les initiatives communautaires (appuyées par les pouvoirs publics locaux) représentent les solutions les plus prometteuses aux problèmes qui sévissent dans l'est de la RDC. A travers le dialogue démocratique, les populations directement ou indirectement affectées par les conflits ainsi que les acteurs clés dans les conflits auront une opportunité et un espace d'expression afin d'échanger pour trouver ensemble des solutions aux problèmes. Toutes les activités sous le premier objectif seront caractérisées par une approche programmatique participative qui se focalise sur la recherche-action participative¹², le dialogue¹³, la

¹² La recherche-action participative (RAP) part du principe que ce sont les communautés locales affectées par le conflit violent qui doivent collecter et analyser les informations d'une manière participative, proposer des solutions concertées et mettre en pratique les engagements, orientations et décisions afin que ceux-ci soient véritablement efficaces et durables. Cette approche vise à travailler à la consolidation de la paix par le biais du renforcement des capacités de chaque communauté afin qu'elle puisse dépasser ses divisions internes profondes et arriver à gérer ses conflits sans recourir à la violence. Le processus de RAP contribue à instaurer une culture du dialogue par le biais de rencontres constructives, structurées et répétées, d'analyse conjointe des causes profondes des conflits et des acteurs, de la vérité pour la réconciliation en réunissant les groupes antagonistes. Les multiples étapes de la RAP ainsi que les étapes du dialogue communautaire qui suit la RAP sont élucidées dans le rapport *La recherche-action participative : Une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés* (International Alert 2015).

¹³ Le dialogue rassemble et permet la communication entre personnes, acteurs et groupes qui soit ne se rencontrent pas normalement ou qui ne peuvent pas communiquer de manière efficace sur des sujets/conflits qui les divisent. Le dialogue implique l'établissement d'un espace sécurisé où des discussions sur des sujets sensibles peuvent avoir lieu entre parties en conflit, afin de réduire les tensions et construire une confiance permettant l'élaboration d'une vision commune de changement. C'est à l'issue de ces dialogues que des contrats sociaux sont signés par toutes les parties présentes. Enfin, des tables rondes sont organisées au niveau



communication et la mobilisation sociale¹⁴, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. L'intervention appuiera également les activités de réinsertion et relance économique des jeunes afin de renforcer la cohésion sociale. Des approches communautaires comme la constitution d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), ainsi que la redynamisation des organisations et structures paysannes ; ou l'utilisation de l'HIMO (Haute Intensité de Mains d'Œuvre) seront utilisées dans le cadre du 4ème objectif dans le but de créer un centre d'intérêt commun pour les jeunes et leur donner les opportunités nécessaires pour gagner leurs vies.

- **Une stratégie axée sur le genre**, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles et la promotion d'une participation active des femmes à la vie publique et à la consolidation de la paix ainsi que le renforcement économique des femmes : s'adresser aux barrières à l'égalité de genre permet l'amélioration de la gouvernance et le pluralisme dans une société post conflit. L'approche genre est relationnelle, axés sur comment les hommes et les femmes coproduisent des rôles et des identités de genre et comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité.

- **Une stratégie axée sur la sensibilité aux conflits¹⁵ et le principe DO NO HARM** qui permet de réduire les effets négatifs (non-intentionnés) des interventions sur les dynamiques de conflit, et d'accroître les effets positifs pour la consolidation de la paix. International Alert renforcera les capacités des nouveaux partenaires dans l'utilisation de cette approche et engagera les différents acteurs dans une analyse régulière du contexte pour comprendre son évolution et repérer les dynamiques positives ou négatives sur le conflit en vue de maximiser l'impact positif du projet.

- **Une stratégie axée sur la gouvernance**, dont l'objectif est de renforcer les pouvoirs conférés par la législation en veillant à l'existence de liens efficaces (communication, transparence et redevabilité) entre ces pouvoirs et les structures et initiatives de la communauté et de la société civile. L'intervention abordera les questions liées à la gouvernance foncière et sécuritaire pour s'attaquer aux conflits fonciers et agro-pastoraux mais aussi aux dilemmes sécuritaires à l'aide d'une combinaison d'approches et outils porteurs de solutions innovatrices. **L'outil AGRIPAIX** (agriculture pour la paix) permettra de rapprocher les acteurs clés impliqués dans le conflit foncier entre autres les grands concessionnaires et les jeunes. Sur base d'un Diagnostic Participatif, un modèle de gestion foncière décentralisée sera développé et utilisé. Le renforcement des capacités de l'administration foncière permettra d'améliorer l'accès et la qualité des services. Le plaidoyer visant la réforme du secteur foncier et l'application effective du cadre légal y relatif sera aussi une action prioritaire pour atteindre les résultats liés au deuxième objectif. **L'outil de Sociothérapie** aide à reconnecter des personnes ou des groupes de personnes affectées par les conséquences des conflits (violents) et permet de les réconcilier. La sociothérapie sera basée au niveau communautaire et mise en œuvre par les communautés elles même. Les changements recherchés sont que toute forme de conflits sera mitigée de manière durable par les acteurs de conflit eux-mêmes. Ici la sociothérapie ne touchera pas les acteurs invisibles vivant en dehors de la zone du projet, mais travaillera directement avec les communautés affectées par le conflit. Les préoccupations et griefs de ces derniers (« diviseurs » ou « connecteurs ») seront adressés par d'autres stratégies définies dans le projet¹⁶.

du groupement et de la province pour critiquer et peaufiner le contenu des contrats sociaux. Toutes ces étapes reposent sur la participation active des autorités politiques et administratives à différents niveaux.

¹⁴ La radio Tungane FM, gérée par Apdik est la seule radio qui couvre presque tous les hauts plateaux d'Uvira et Mwenga. Elle joue actuellement un rôle important dans la diffusion des informations sécuritaires, politiques et sociales vue son implantation dans les milieux ruraux et très enclavés comme le Secteur d'Itombwe. Des émissions hebdomadaires sont conçues pour en assurer une large diffusion. Dans le cadre du projet, elle servira à informer et mobiliser la population sur la stabilisation et la consolidation de la paix, et elle sera également utilisée comme un outil de plaidoyer. SOFAD/ADEPAE/RIO organisent aussi des activités culturelles comme outil de mobilisation, comme par exemple le ballet interculturel constitué par un groupe de danseurs de tous les groupes ethniques de la province qui, à travers la danse, crée un espace d'échange interculturel et renforce le dialogue et la tolérance entre communautés.

¹⁵ Alert maintient un site web avec des ressources, leçons et outils pour l'application de la sensibilité au conflit, accessible sur ; <http://www.conflictsensitivity.org/>

¹⁶ Pour des plus amples explications veuillez-vous référer à la section stratégie d'engagement politique et de



La gouvernance sécuritaire sera abordée à travers les approches suivantes : **l'outil carte de score communautaire** permettra aux acteurs (populations, administration, force de défense et sécurité : PNC et FARDC) d'évaluer ensemble les obligations et missions régaliennes de l'état précisément la disponibilité¹⁷ et la qualité des services. Un autre outil qui sera utilisé est la cartographie participative . Il s'agit d'un outil qui permettra aux communautés, autorités locales et services de sécurité de travailler ensemble pour créer une carte interactive de leurs localités et quartiers. Cet outil permettra d'effectuer un certain nombre d'exercices de cartographie destinés à identifier les problèmes actuels et à suggérer des solutions pour améliorer la vie des communautés dans les quartiers cibles¹⁸.

Les zones à cartographier seront choisies lors des processus de dialogue durant lesquels toutes les communautés seront représentées et pourront exprimer leurs besoins. Cette méthode a déjà été expérimentée par International Alert en Tunisie et au Kenya depuis 2009, et a produits des excellents résultats.

L'intervention 'Tujenge Pamoja' s'inspire des leçons apprises et bonnes pratiques des autres initiatives réalisées dans la zone du projet et mise en œuvre par les partenaires du consortium et d'autres acteurs.

Le projet capitalise sur les dialogues effectués par les différents acteurs par le passé (partenaires dans ce projet : RIO, ADEPAE, SOFAD, SVH) en incluant une revue des résultats de ces processus et en exploitant la recherche déjà existante, pour partir sur la base des avancés déjà acquises. Une mobilisation continue des leaders féminins et des jeunes afin d'assurer leur participation et inclusion dans le processus de dialogue sera un atout, étant donné que les partenaires ont remarqué la faible participation de ces catégories dans les expériences précédentes, ce qui a pu constituer une des faiblesses de leurs projets. Sur base des leçons apprises les partenaires relèvent le manque d'une stratégie à long terme et de pérennisation des acquis dans leurs interventions précédentes, à cause d'un côté du manque de moyens et de l'autre du manque d'une vision programmatique à long terme. Par ex. les structures communautaires appuyées dans le passé, comme le Cadre de Concertation Intercommunautaire pour la transformation des conflits, ou les groupes de dialogue et comités de paix initiés par SOFAD ont difficilement continué à fonctionner après la fin des projets à cause du manque de moyens à disposition. Une stratégie qui sera adoptée dans le cadre de cette intervention sera celle de rendre autonomes et indépendantes ces structures dès le début à travers la promotion des AVEC et de AGR et surtout en liant ces structures aux autorités locales coutumières et administratives. Dans le cadre de la gouvernance sécuritaire ces partenaires ont effectivement relevé le défi d'engager les acteurs de sécurité aux plus hauts niveaux et donc le manque d'application des solutions identifiés et agréés au niveau local. Grâce à l'expérience et expertise de International Alert dans le domaine de la gouvernance sécuritaire et aux approches déjà testées dans des autres pays (Mali, Kenya, Tunisie, Liberia) ce défi sera relevé et un engagement actif de tous les acteurs et communautés concernées atteint. Les comités locaux de sécurité seront appuyés et renforcés à travers la participation des représentants des communautés cibles. Les analyses de contexte et cartographie participatives permettront de réduire l'espace vertical entre gouvernés et gouvernants et rendre la sécurité une affaire de tous. Cela permettra aussi d'assurer que l'aspect genre et les besoins spécifiques des femmes en matière de sécurité soient pris en considération lors des réunions des comités locaux de paix. Une coordination et synergie permanente avec les Affaires Civiles de la Monusco sera assurée tout au long de la mise en œuvre afin de renforcer les impacts des actions réciproques.

mobilisation.

¹⁷ Grace à l'évidence produite par cet outil, il sera possible de mener des campagnes de plaidoyer auprès du Commandement de la PNC et les autorités provinciales/nationales pour augmenter les effectifs des forces de sécurité dans la ZP.

¹⁸ Par exemple : Cartographier les zones qui ne sont pas reprises dans les cartes officielles (pâturages, voies de transhumance, terrains agricoles, etc..) ; Cartographier les besoins sociaux ; Cartographier les zones à risques et sujettes à des incidents sécuritaires et à la violence ; Cartographier les installations qui devraient être construites dans les localités ciblées : centre culturels, sportifs, espaces pour le loisir, points de collecte des ordures ; puits et canal d'irrigation etc.. Pour les zones où il y aura un accès difficile à Internet (moyens et hauts plateaux) la cartographie se fera de manière traditionnelle et hors ligne.



Les outils AGRIPAIX et Sociothérapie ont été déjà testés depuis plusieurs années par IFDP avec des résultats remarquables dans le territoire de Kalehe et Kabare et c'est pour ces raisons qu'ils seront répliqués dans la ZP.

APDIK, UGEAFI, CARITAS et GROUPE MILIMA ont une longue expérience de mise en œuvre de projet de relance économique, développement rural et ils ont une forte présence dans la zone prioritaire. Tous les 4 partenaires ont exprimé le besoin de concentrer les activités sur la réhabilitation des routes de dessertes agricoles par la méthode HIMO et comme première étape du processus de réinsertion socio-économique des jeunes à risque; la mise en place de points de transformation et de commercialisation surtout pour les zones enclavées comme les moyens et hauts plateaux ; la diversification des filières porteuse qui seront identifiées par un étude de marché qui sera confié à l'institut de recherche agronomique IITA. Ces stratégies ont été développées à partir des expériences passées et des leçons apprises. Les partenaires ont tous identifié le désenclavement par les dessertes agricoles comme un atout pour augmenter l'impact de toute action de relance économique et développement agricole mais aussi comme moyen pour engager les jeunes à risque dans un processus de réinsertion socio-économique à long terme. Parallèlement à l'activité de construction de routes de dessertes agricoles qui bénéficieront d'un côté les jeunes garçons et filles et de l'autre toutes les communautés vivant sur l'axe à réhabiliter, les jeunes bénéficieront aussi d'un appui psycho-social afin de mieux les préparer à une réintégration plus durable et à s'investir dans des formations qualifiantes ou par apprentissage qui seront identifiées sur base des résultats de l'étude de marché mené par IITA...

L'intervention *Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani* est complémentaire aux autres interventions menées dans la ZP par International Alert ainsi que par d'autres acteurs. Alert mène actuellement un projet de consolidation de la paix à travers la promotion de la participation de la femme aux postes de prise de décision et son renforcement économique. Ce projet Tushiriki Wote, est un projet régional, mené en collaboration avec, entre autres, SOFAD. IA et SOFAD travaillent déjà dans la Plaine avec des groupes de dialogues aux niveaux communautaires et dans les universités. *Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani* construira sur les acquis de Tushiriki Wote et utilisera les mêmes groupes de dialogue dans le cadre de l'objectif 5. International Alert, lancera en février 2017, dans les hauts plateaux de Fizi et Mwenga un projet de promotion du leadership et de la participation des jeunes pour un changement socio-politique. Ce projet financé par l'UE permettra de doubler l'impact de l'action menée dans le cadre du 4eme objectif dans le Secteur d'Itombwe ainsi que renforcer les analyses communautaires sur la situation sécuritaire dans les hauts plateaux grâce à l'étude sur les facteurs d'incitation et attraction pour les jeunes à rejoindre les groupes armés.

Tujenge Pamoja se coordonnera aussi avec les autres intervenants dans la ZP. Il s'agit d'UN-Habitat qui œuvre sur la résolution des conflits fonciers, SFCG qui travaille dans le cadre de la gouvernance sécuritaire et qui a installé un centre d'agrégation culturel à Sange, AVSI et ZOA qui ont des programmes de relance économique, le Fonds Social de la RDC qui mène avec RIO des projets de transformation des conflits et consolidation de la paix. Kvinna till Kvinna qui, avec SOFAD, mène un projet de consolidation de la paix et renforcement de la participation de la femme dans le processus de transformation des conflits, et Oxfam qui travaille dans le domaine du développement économique de la ZP.

D'autres initiatives prévues en 2017 méritent d'être citées et avec lesquelles le Consortium se coordonnera régulièrement : la Banque Mondiale compte lancer un programme intégré de développement agricole dans la Région des Grands Lacs, la réhabilitation des voies de communication et la lutte contre les VSBG. Le Consortium IRC – SFCG – ZOA lancera un projet de sécurité alimentaire à travers la réhabilitation d'un canal d'irrigation dans les localités Sange – Luberizi et Mutarule avec l'appui financier du Royaume des Pays Bas. Le projet prévoit aussi d'autres composantes transversales notamment le Santé Sexuelle de la Reproduction, les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre, la résolution des conflits foncier et le WASH.



III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation

Partant des manifestations d'intérêts et en intégrant les recommandations formulées par le CAP, les organisations développeront de manière précise et détaillée leurs stratégies d'intervention pour chacun des objectifs spécifiques sur lesquels elles se positionnent.

La présentation sera structurée par objectif spécifique selon le modèle/exemple ci-dessous (maximum 6 pages par objectif spécifique) :

Objectif spécifique 1

1. *Présentation des enjeux ciblés (maximum 1/2 page) :*
2. *Théorie du changement (maximum 1 page)*
3. *Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page):*
4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*
5. *Les résultats (2 pages).*
 - a. *Résultat n°1 :*
 - i. *Présentation générale du résultat*
 - ii. *Bénéficiaires et groupes cibles*
 - iii. *Produits*
 1. *Produit n°1 : présentation du produit et des principales activités associées*
 2. *Produit n°2 : présentation du produit et des principales activités associées*
 3. *associées*
 4. *Produit n°3 : présentation du produit et des principales activités associées*
6. *L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum 1/2 page)*
7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).*

Ensuite les organisations rempliront leur plan de travail (voir [l'annexe 2](#)).

Objectif spécifique 1. Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre

1. *Présentation des enjeux ciblés (maximum 1/2 page) :*
La province du Sud-Kivu en général et plus particulièrement la ZP, est caractérisée par les dynamiques de conflit suivantes : dilemmes sécuritaires, l'accès et le contrôle de la terre, la mobilisation autour de l'identité et l'accès au pouvoir, l'exploitation d'autres ressources naturelles et la présence des dynamiques régionales. Les interactions de ces dynamiques de conflit créent d'importants problèmes sécuritaires et de protection (avec un impact négatif sur les activités économiques), ainsi que la cristallisation des tensions intra et intercommunautaires autour de l'identité ethnique, de la détention du pouvoir, et de l'accès à la terre. La lutte de pouvoir pour le contrôle de la Chefferie de la Plaine recouvre de multiples enjeux fonciers et économiques qui se déclinent dans la recherche du contrôle des ressources naturelles. Cette situation a créé des importants dilemmes sécuritaires car la population vit dans l'insécurité permanente et subit cycliquement les conséquences des tensions et violences entre les deux groupes en conflit, Barundi et Bafuliiri. Dans les hauts plateaux et plus particulièrement dans le secteur d'Itombwe, les conflits intercommunautaires entre Babembe et Banyamulenge pour le contrôle des ressources naturelles et l'accès au pouvoir assument souvent trait ethnique, étant la transhumance, principalement pratiquée



par les Banyamulenge, traditionnellement éleveurs, devenue la source principale des tensions entre les deux groupes.

La faible présence et capacité de l'Etat à remplir ses missions régaliennes et à satisfaire les besoins de la population présente des conséquences énormes sur tous les plans. La population se sent livrée à elle-même et essaye de trouver ses propres solutions à ces enjeux. Le plus souvent, elle fait recours aux groupes armés et d'autres groupes d'auto-défense locale qui prétendent défendre les intérêts de l'une ou de l'autre communauté.

Les jeunes et les femmes sont les principales victimes des conséquences liées à cette situation. Des cadres d'expressions pour les jeunes et les femmes sont limités ou quasi inexistantes. Les jeunes désœuvrés et en manque d'un quelconque espoir pour l'avenir deviennent proie facile pour le recrutement dans les GA. Les femmes, réduites la plupart du temps au silence par des normes sociales discriminatoires et à jouer un rôle de deuxième plan dans la vie sociale et publique, subissent toutes formes de violences et marginalisation. Dans cette situation où les espaces d'échange et discussions entre les autorités administratives et coutumières, les acteurs clés du conflit et la population, pour trouver des solutions concertées au conflit et différends qui les divisent, n'existent pas ou se limitent qu'à la participation/consultation de quelques *notables*, une intervention visant à la mise en place d'un véritable processus de dialogue démocratique qui part du bas et qui engage tous les acteurs à tous les niveaux se rend nécessaire pour s'attaquer durablement aux causes profondes du conflit et contribuer à la stabilité dans la ZP.

2. *Théorie du changement (maximum 1 page)*

La transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Partant de ce principe, les activités sous cet objectif seront caractérisées par une approche programmatique participative de transformation de conflit qui se focalise sur la RAP, le dialogue¹⁹, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. Alert et ses partenaires entendent travailler sur le contexte institutionnel dans lequel s'inscrivent les conflits en s'adressant à la question des « entrepreneurs des conflits », par biais des études sur le positionnement, réseaux, capacités et stratégies de mobilisation de ces acteurs. Un travail de réseautage permettra d'établir le contact avec ces acteurs et d'assurer un flux permanent d'information entre les niveaux locaux, provinciaux et nationaux. Un processus continu de consultation et de concertation intra et intercommunautaires, mené avec l'appui des structures communautaires existantes permettra l'identification et l'analyse des enjeux et des litiges, et des pistes d'action possible. Le projet assurera la redynamisation de ces structures sur la base des principes d'inclusion, représentativité et légitimité et leur implantation dans les zones de projet ou elles ne sont pas encore fonctionnelles. Le projet capitalise sur les dialogues effectués par les différents acteurs par le passé²⁰ en incluant une revue des résultats de ces processus et en exploitant la recherche déjà existante²¹, pour partir sur la base des avancés déjà acquis. Plus spécifiquement des réunions et ateliers de révisions des processus de dialogues déjà menés seront organisés avec tous les acteurs concernés pour avoir une idée claire de

¹⁹ Le « dialogue » est entendue comme ceci : 'la création d'un espace d'échange ouvert et inclusif permettant de développer la confiance nécessaire pour comprendre le point de vue de l'autre et dégager des accords en vue d'actions concrètes (Pruitt B. et Thomas P. 2007, *Democratic Dialogue – A handbook for practitioners*. International Idea et UNDP. Stockholm et New-York).

²⁰ Cela inclut RIO/ADEPAE et Institut Vie et Paix, Search for Common Ground, et multiples associations locales (dont SOFAD et UPDI avec l'appui de Kvinna till Kvinna et Life and Peace Institute).

²¹ « *La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoire de Fizi et Uvira : Etats de Lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI* », Justine Brabant et Jean Louis Nzweve, Analyse réalisée par Life & Peace Institute, 2013. « *Rapport de la Recherche Action Participative sur la gestion Foncière et son impact sur la Sécurité de la femme en territoire d'Uvira* », SOFAD (Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains) et UPDI (Union Paysanne pour le développement Intégral), avec l'appui technique et financier de Life & Peace Institute and Kvinna till Kvinna, Mars 2016.



quels sont les acquis de ces dialogues sur lesquels le projet peut construire et quels sont les gaps à combler et les défis à relever. Une mobilisation continue des leaders féminins et des jeunes afin d'assurer leur participation et inclusion dans le processus de dialogue sera un atout. La théorie de changement de ce projet, son but et ses objectifs découlent des objectifs et principes de la stabilisation tel qu'exprimés dans l'ISSSS et la Stratégie Provinciale de la Stabilisation (SPS) et son Plan d'Action (PAPS). Le but à long terme du projet est de renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société dans la zone prioritaire pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit et établir les bases pour une stabilité durable de la ZP. La **théorie de changement** de ce projet est formulée comme suit : **Si** la population en général (femmes et hommes, filles et garçons), les acteurs et les 'entrepreneurs du conflit' sont mobilisés à travers un processus inclusif, participent activement au pilotage de ce processus et qu'ils l'appuient et l'exécutent, **alors** une vision collective de la paix et des solutions aux différends qui opposent les acteurs de la zone seront développés, des relations équitables (de genre) de collaboration et de confiance seront construites au niveau individuel et communautaire et des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes et des jeunes vont émerger au niveau des structures du pouvoir.

3. *Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page):*

Le dialogue démocratique constituera le sous-bassement des autres 4 objectifs, car ce dialogue va toucher aussi bien la gouvernance foncière que la sécurité, la réinsertion et les relations de genre. Les activités sous ces 4 objectifs seront basées entre autres sur les résultats de ce dialogue constant, qui permettra aussi de prévenir et gérer des tensions pouvant survenir à cause des activités du projet. L'approche 'Do No Harm – Ne pas Nuire' sera le pilier à toutes les étapes. Cette approche sera utilisée dans l'organisation et facilitation du dialogue démocratique ainsi que dans les activités des autres 4 objectifs. L'identification des bénéficiaires et d'autres participants aux activités du projet prendra en compte les différentes dynamiques du conflit dans la ZP et plus spécifiquement dans chaque localité. La Diversité/Représentativité de toutes les sensibilités communautaires ainsi que le Genre seront pris en compte à chaque étape de chaque activité liée au processus de dialogue démocratique. Le Consortium se rassurera aussi de la représentation des jeunes (minimum 40%) et des femmes (minimum 40%).

A travers le dialogue démocratique, les populations directement ou indirectement affectées par les conflits et/ou ses effets ainsi que les acteurs clés dans ces conflits auront une opportunité et un espace d'expression afin d'échanger pour trouver ensemble des solutions aux problèmes.

Pour atteindre les résultats du premier objectif trois approches programmatiques seront utilisées. (i) la Recherche-action Participative (RAP) permettra aux communautés locales de collecter et analyser eux-mêmes les informations sur les causes et dynamiques de conflit et de dégager des solutions concertées, par biais du processus de dialogue qui suit la recherche. Le processus de RAP contribue à instaurer une culture du dialogue par le biais de rencontres constructives, structurées et répétées, d'analyses conjointes des causes profondes des conflits et des acteurs, de la vérité pour la réconciliation en réunissant les groupes antagonistes ; (ii) Le dialogue communautaire permettra de créer un espace sécurisé où des discussions sur des sujets sensibles auront lieu entre parties en conflit, afin de construire une confiance permettant l'élaboration d'une vision commune de changement. Des consultations sont entamées avec des parties en conflit, leurs alliés, les leaders influents et les autorités, en vue de définir des solutions concertées. C'est à l'issue de ces dialogues que des contrats sociaux sont signés par toutes les parties présentes. Enfin, des tables rondes sont organisées au niveau du groupement et de la province pour critiquer et peaufiner les contrats sociaux, et obtenir l'engagement d'autres acteurs pour leur mise en œuvre. Des restitutions au niveau national et régional permettront d'amener au niveau supérieur les résultats de ces dialogues et d'informer les acteurs difficiles à mobiliser au niveau local des désidératas des populations. (iii) Communication et mobilisation sociale sera une approche transversale pour informer et mobiliser la population sur la stabilisation et la consolidation de la paix à travers les émissions radio, débats, messages, les activités culturelles. Elle sera également utilisée comme un outil de plaidoyer.



La stratégie d'intervention choisie pour atteindre cet objectif spécifique permettra à l'aide des autres outils et activités développées dans le cadre des autres piliers non seulement de rapprocher et réconcilier les communautés en conflit et restaurer leur confiance mutuelle et vis-à-vis de l'Etat mais permettra d'instaurer une culture du dialogue et de résolution pacifique des conflits. Le rapprochement de différents acteurs, en utilisant les outils ci-haut mentionnés, est aussi un moyen de plaidoyer permettant de transmettre les désidératas de la population aux décideurs de tous les niveaux. A travers le partage des résultats du dialogue, les autorités sont informées sur les défis et les solutions collectives issues de la ZP et s'en inspirent pour la prise de décisions et application de ces dernières. De plus les résultats du dialogue sont pris en compte dans la planification locale (prise comme une priorité dans l'élaboration et validation des Plans de Développement Communautaire) qui permettra d'adresser les principaux défis concernant les questions foncières, de sécurité, de relance économique et cohésion sociale et les relations de genre.

4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*

Le premier objectif reposant sur un processus de dialogue démocratique, qui est un sous-basement pour tous les autres 4 objectifs, couvrira toute la zone de l'intervention et plus spécifiquement les groupements ciblés par l'action. Il s'agit précisément de la Chefferie de la Plaine de la Ruzizi (Groupement de Kabunambo, Kakamba et Luberizi) ; Chefferie de Bavira (Groupement de Bijombo, Uvira Centre) ; Chefferie de Bafuliiru (Groupement de Kigoma et Lemera) ; Secteur d'Itombwe (Groupement de Basimukinji et Basimuniaka) ; Cité de Kamanyola.

5. *Les résultats (2 pages).*

a. **Résultat n°1.1** : Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles.

i. **Présentation générale du résultat.**

L'atteinte de ce résultat, permettra à toutes les parties impliquées dans le conflit et dans ce processus à avoir une même compréhension des dynamiques du conflit dans la zone et de leurs causes profondes. Sur ce consensus, ces acteurs vont définir les meilleures stratégies qui gouverneront la proposition des solutions concertées aux conflits qui les opposent.

ii. **Bénéficiaires et groupe cible**

Bénéficiaires : Toute la population des localités ciblées dans chaque groupement en particulier les femmes, les hommes et les jeunes seront les premiers bénéficiaires de l'atteinte de ce résultat.

Groupe cible : Les autorités administratives locales, les chefs coutumiers, les chefs et leaders de toutes les communautés, les jeunes, les femmes, les chefs des groupes armés ou d'auto-défense locale, les forces de sécurité, la société civile, les confessions religieuses, les notables.

iii. **Produits**

Produit No 1.1.1 : Le processus de dialogue est inclusif et participatif

Activité 1.1.1 a Identification et formation des chercheurs RAP
Activité 1.1.1 b Collecte de données RAP
Activité 1.1.1 c Restitution aux structures communautaires
Activité 1.1.1 d Deuxième collecte de données pour les peaufiner
Activité 1.1.1 e Validation des données avec les structures communautaires
Activité 1.1.1 f Restitution aux parties prenantes
Activité 1.1.1 g Restitution à toute la communauté
Activité 1.1.1 h Organisation des mini-dialogues
Activité 1.1.1 i Organisation des dialogues communautaires
Activité 1.1.1 l Election et formation des membres du comité de suivi des engagements et



accords sociaux signés.
Activité 1.1.1 m Revue des initiatives de dialogue précédentes et capitalisation des acquis
Activité 1.1.1 n Fond Flexible

Produit No 1.1.2 : Les communautés cibles ont des connaissances accrues sur le dialogue démocratique

Activité 1.1.2 a Forum communautaires ou Restitutions
Activité 1.1.2 b Emissions radio pour la restitution
Activité 1.1.2 c Réunions du comité de Suivi
Activité 1.1.2 d Mise en place d'un groupe consultatif au niveau provincial avec UAS/STAREC et autres intervenants dans la stabilisation pour suivre les avancées des projets de stabilisation dans la zone prioritaire
Activité 1.1.2 f Festival de la Paix

b. Résultat n°1.2 : Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis

i. Présentation générale du résultat

Une cartographie minutieuse et détaillée de tous les acteurs de conflit, diviseurs et connecteurs, sera menée en début de projet et permettra d'étudier leurs positions, intérêts, influence et de mettre en place des stratégies de mobilisation et engagement adéquates afin de les convaincre à participer positivement au processus de dialogue ou au moins à ne pas nuire à sa réalisation. L'atteinte de ce résultat est un prérequis pour la réussite du processus de dialogue démocratique et surtout pour la résolution pacifique et durable des conflits en cours dans la Zone Prioritaire.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Le choix de ces acteurs résulte de leur influence dans la dynamique des conflits qui s'observent dans la plupart de la zone d'intervention. Le groupe cible sera donc composé par les acteurs du conflit identifiés lors du « mapping ». Les bénéficiaires de l'atteinte de ces résultats seront les populations des localités ciblées par l'intervention, notamment les hommes, les femmes et les jeunes.

iii. Produits

Produit No 1.2.1 : Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue comme méthodologie de résolution pacifique des différends.

Activité 1.2.1 a Cartographie des structures communautaires
Activité 1.2.1 b Mise en place et ou redynamisation des structures locales paix
Activité 1.2.1 c Formation des membres de structures locales de paix (Plusieurs thématiques)
Activité 1.2.1 c Fonds de pérennisation structures communautaires
Activité 1.2.1 d Mise en place des groupes consultatifs au niveau de groupement
Activité 1.2.1 f Réunions des groupes consultatifs
Activité 1.2.1 g Echange d'expérience entre les structures de paix

c. Résultat n°1.3 : Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation

i. Présentation générale du résultat

L'atteinte de ce résultat permettra d'instaurer dans la ZP une véritable culture du dialogue et de la résolution pacifique des conflits sans que les communautés cibles puissent recourir à la violence pour résoudre leurs différends. Des cadres et espace d'échange et discussions seront créés afin de favoriser la participation de tous les acteurs, hommes, femmes et jeunes au processus de dialogue et à la recherche de solutions de paix concertées.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles



Les bénéficiaires de ce résultat sont les populations des localités cibles, hommes, femmes, jeunes.
Groupe cibles : Chefs coutumiers, les autorités administratives, services de sécurité, la société civile, les leaders féminins et des jeunes, les structures communautaires locales de résolution de conflit et développement, les organisations paysannes et les confessions religieuses.

iii. Produits

Produit No 1.3.1 : Sensibilités accrues des acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation

Activité 1.3.1 a Analyse approfondie du contexte et des acteurs de conflit, des enjeux et des litiges, des entrepreneurs du conflit et de leurs intérêts.

Activité 1.3.1 b Forums Provinciaux/Nationaux et Régionaux pour l'identification des entrepreneurs du conflit

Activité 1.3.1 c d'échange et de mise en contact entre les acteurs du conflit et les entrepreneurs du conflit

6. *L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page)*

Une approche plutôt relationnelle sera promue à la place de l'approche genre traditionnelle focalisée sur les femmes et filles considérées comme groupes homogènes. Ainsi les diverses identités et expériences de même que les besoins spécifiques pour une participation inclusive seront analysés. Un récent rapport de recherche publié par International Alert en 2014 sur le genre²² prouve que le « genre » dans la consolidation de la paix est souvent perçu comme un raccourci symbolique pour « les femmes et les filles » plutôt que comme une lentille par laquelle analyser et comprendre les normes sociétales et les relations de pouvoir. Ce rapport conclue que cette simplification excessive réduit au minimum les différences entre les femmes et tend à les exclure des processus de prise de décisions car leur rôle dans la violence et la consolidation de la paix est sous-estimé. En effet, considérer les femmes comme des victimes crée un aveuglement à la multiplicité des rôles qu'elles jouent dans la société, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée, et conduit à des situations où d'autres cherchent à parler et à agir en leur nom. La participation des femmes en tant qu'acteurs de changement dans la prise de décision et dans le processus de paix sera le leitmotiv de toutes activités mise en œuvre sous le premier objectif. En plus d'une participation accrue et positive des femmes, la planification des activités prendra en compte des besoins spécifiques à la fois des femmes, des jeunes et des hommes. Il est prévu qu'une représentation et participation des femmes et filles d'au moins 40% et des jeunes sera assurée par l'intervention au sein des différents groupes cibles. Lors de la facilitation, le responsable des activités se rassurera que la participation de toutes ces catégories exclues y compris les femmes, soit effectivement active et que leurs opinions soient prises en considération lors des assemblées, forum et dialogues. Cette prise en compte du genre et d'inclusion sociale dans la conduite des activités sur terrain sera également assurée dans le recrutement et déploiement sur terrain des équipes du Consortium, ainsi que dans l'organisation et redynamisation des structures communautaires locales. Des activités de plaidoyer et sensibilisation compléteront le paquet d'intervention pour assurer non seulement un changement des dynamiques relationnelles homme/femme dans les ménages et communautés mais aussi assureront un changement de comportements, des attitudes et des normes sociales discriminatoires vis-à-vis de la femme. Toutes les opportunités d'apprentissage, de suivi et d'évaluation veilleront aux données désagrégées montrant clairement l'impact sur les relations genres et les conditions socio-économiques des femmes en particulier.

7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum ½ page).*

La réussite des activités et l'atteinte des résultats escomptés sous le premier objectif sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités des 4 autres piliers étant le dialogue la plaque tournante qui

²² International Alert, *Rethinking Gender in Peacebuilding*, 2014



permettra l'atteinte des autres objectifs. Le dialogue démocratique constitue le soubassement nécessaire pour construire la confiance et la cohésion sociale entre communautés et entre communautés et autorités locales. A travers le dialogue les membres de la communauté seront rassemblés et un espace sécurisé où des discussions sur des sujets sensibles peuvent avoir lieu entre parties en conflit sera établi, afin d'élaborer une vision commune de changement. Des consultations sont entamées avec des parties en conflit, leurs alliés, les leaders influents et les autorités, en vue de définir des solutions concertées. Lors des dialogues les questions plus saillantes, notamment concernant les problèmes et conflits fonciers, les dilemmes sécuritaires, la relance économique de la zone, seront abordés et des solutions et plans d'action concertés élaborés et traduits en contrats sociaux signés par toutes les parties présentes. Enfin, des tables rondes sont organisées au niveau du groupement et de la province pour critiquer et peaufiner les contrats sociaux, et obtenir l'engagement d'autres acteurs pour leur mise en œuvre. Des restitutions au niveau national et régional permettront d'amener au niveau supérieur les résultats de ces dialogues et d'informer les acteurs difficiles à mobiliser au niveau local des désidératas des populations. Cette approche de participation citoyenne a l'avantage de préserver les principes de la bonne gouvernance dans l'exigence de la redevabilité, en même temps qu'elle facilite l'inclusion et la participation des toutes les parties prenantes pour faire face aux différends qui les opposent.

Objectif spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)

1. Présentation des enjeux ciblés (maximum ½ page) :

L'instabilité sociopolitique et économique ainsi que l'insécurité humaine que connaît la zone ciblée par le projet est caractérisé aussi par des facteurs et dynamiques liés aux conflits fonciers se présentant sous plusieurs formes. Le conflit foncier de cette zone tire son origine non seulement dans l'inefficacité, l'inadaptation et l'inapplicabilité de la loi foncière mais aussi dans l'accumulation excessive par des concessionnaires privés des terres fertiles et qui sont souvent thésaurisées. Ce phénomène est observé dans la Plaine et constitue une des sources des conflits opposant les communautés, les populations, les concessionnaires et vendeurs parmi lesquels figure l'administration foncière et/ou les chefs coutumiers. De plus, la majorité de la population de cette zone vit dans l'insécurité foncière éprouvant d'énormes difficultés d'accéder aux services cadastraux légaux qui sont souvent inadaptés aux réalités locales et restent donc exposés à des spoliations à tout moment. Les droits fonciers des femmes et des filles ne sont pas suffisamment protégés. Leur discrimination s'observe lors de l'héritage. Cette discrimination comporte des conséquences énormes sur leur pouvoir économique et engendre des conflits interpersonnels et familiaux. L'absence des plans locaux d'aménagement ainsi que l'arrivée massive du bétail en provenance des pays limitrophes (Rwanda et Burundi) exacerbe les conflits entre agriculteurs souvent constitués des communautés Bafuliiro et éleveurs dominés par les communautés Banyamulenge et Barundi. Ces conflits affectent négativement l'économie locale du fait de la baisse de la production agricole et réduit les déjà faibles capacités économiques des petits agriculteurs. Dans cette zone le conflit foncier va de pair aussi avec l'accès et contrôle du pouvoir. Des disputes liées à la succession royale ou à la présence d'une administration parallèle auprès des autorités locales tournant autour du contrôle d'autres ressources naturelles (minerais, eau, le pâturage et la réserve d'Itombwe) se manifestent souvent dans la ZP. L'exploitation de la cassitérite constitue un des facteurs qui perpétue les conflits de pouvoir dans la chefferie de Bafuliiro et principalement à Lemera alors que dans les groupements de Basimukinji et Basimuniaka en secteur d'Itobwe c'est l'exploitation de la forêt qui oppose les populations à l'Institut Congolais pour la conservation de la Nature. Cette situation bloque le fonctionnement de l'administration local, foncière et environnementale, divise profondément les populations tout en favorisant en même temps l'émergence et la prolifération des groupes armés qui prétendent défendre les intérêts des uns ou des autres.



2. *Théorie du changement (maximum 1 page)*

Les conflits qui déstabilisent la zone du projet sont essentiellement liées aux questions foncières, d'accès à la terre et aux autres ressources (mines, forêt, pâturage) naturelles, à l'identité, au pouvoir, ainsi qu'aux dynamiques sous régionales. Compte tenu de l'ampleur de ces conflits et leurs conséquences sociopolitiques et économiques sur toute l'étendue de la province du Sud Kivu et la ZP en particulier, l'action proposée vise à en adresser les causes en inversant les tendances de recours à la violence pour justifier les revendications des uns et des autres. La transformation des dynamiques et relations intra et inter communautaires et l'amélioration de la gouvernance foncière et des ressources naturelles à travers des approches innovantes constituera une contribution essentielle dans la stabilisation et le développement économique de la zone ciblée par le projet.

La théorie de changement de ce pilier repose sur la conviction que des solutions durables aux conflits fonciers puissent être trouvées que par la participation inclusive et active de toutes les parties prenantes à la recherche de solutions collectives, concertées et innovantes. Les stratégies programmatiques qui seront développées pour produire l'impact et le changement voulu ont été déjà testées dans le passé et ailleurs dans des autres territoires avec des résultats assez positifs. Elles concernent : la sociothérapie, le modèle de gestion foncière décentralisée à base coutumière et l'agriculture pour la paix (AGRIPAIX).

La sociothérapie est un outil important pour restaurer la confiance (capital social), l'inclusion et améliorer les relations sociales nécessaires au développement. La sociothérapie sera un instrument transversal aux 5 piliers qui permettra de renforcer l'impact des actions menées sous chaque objectif. Elle se fera de 2 manières :

a) D'abord la formation par IFDP des facilitateurs issus des différentes communautés (membres des structures communautaires, voir objectif 1) ainsi que des animateurs des organisations partenaires avec des autorités locales (dont forces de sécurité) en vue de renforcer la collaboration et la redevabilité vis à vis des communautés locales. Les facilitateurs seront ensuite déployés dans les communautés pour les accompagner au regard des conflits/problèmes qui sont vécus dans la vie sociale/communautaire en vue d'induire des changements comportementaux et sociaux durables

b) Une fois structurés et organisés en coopératives (voir objectif 4), les jeunes vulnérables et sans emploi, bénéficiaires des actions de réinsertion socio-économiques dans le cadre du 4ème pilier, seront également renforcés en sociothérapie en vue d'instaurer et de consolider la confiance et l'esprit de travail pour renforcer le leadership responsable.

La sociothérapie contribue aussi à transformer et améliorer les normes sociales et les dynamiques de relation genre ainsi que de mitiger toute forme de violence, y compris les violences sexuelles.

La non sécurisation des droits fonciers, le faible accès des femmes et jeunes à la terre, la fragilité des institutions en charge de la gestion foncière, l'accumulation massive des terres par des concessionnaires privés ainsi que l'absence de mécanismes d'utilisation rationnelles des terres, créent et amplifient les conflits fonciers et hypothèque les opportunités économiques dans la zone

La théorie du changement peut être résumée comme il suit : Si la population en général (femmes et hommes, filles et garçons), les acteurs et les 'entrepreneurs du conflit' foncier (les chefs coutumiers, les grands concessionnaires, les creuseurs artisanaux, l'administration foncière, les coopératives minières, l'administration environnementale, les organisations paysannes et d'éleveurs) sont mobilisés à travers un processus inclusif, participent activement au pilotage de ce processus et qu'ils l'appuient et l'exécutent, et si un climat de confiance mutuelle s'installe entre les acteurs et parties prenantes aux conflits fonciers, **alors** une vision collective pour la gestion et aménagement des terres sera développée ; des solutions pacifiques et collectives aux conflits fonciers et agropastoraux seront trouvées ; les femmes, jeunes filles et jeunes garçons verront leurs droits d'accès à la terre sécurisés et un cadre légal règlementant le secteur foncier sera finalement établi.

3. *Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page) :*

Pour atteindre cet objectif, l'intervention proposée par le Consortium utilisera 6 approches à savoir : la sociothérapie, la carte de score communautaire, un modèle de gestion foncière décentralisé, le renforcement des capacités des services de l'Etat en charge des questions foncières et à base



coutumière, l'AGRIPAIX (Agriculture pour la paix) et le plaidoyer. (1) La sociothérapie est une approche qui aide à reconnecter des personnes ou des groupes des personnes affectées par les conséquences des guerres, des crises sociales et des conflits (violents) et permet de les réconcilier. Dans le contexte de la zone prioritaire du projet, elle permettra d'adresser les relations genre et réconcilier les communautés affectées par ce conflit depuis des décennies à travers l'application de ses différentes étapes. (2) La carte de score communautaire permet de rapprocher les fournisseurs et bénéficiaires des services. Dans la mise en œuvre du projet, elle permettra de créer un espace d'échange et discussion entre les autorités en charge des questions foncières, les communautés bénéficiaires des services foncières ainsi que d'acteurs clés dans le conflit foncier précisément les grands concessionnaires et les chefs coutumiers. A travers la carte de score communautaire, les services de l'Etat seront évalués périodiquement et conjointement avec la population et un plan d'action sera établi pour adresser et mettre en application les recommandations. (3) Le modèle de gestion foncière décentralisée à base coutumière a été utilisé dans le passé par les membres du Consortium, particulièrement par le partenaire IFDP, et a démontré des résultats positifs dans la gestion de la terre et dans la gestion des conflits fonciers. En l'absence d'une réglementation foncière adéquate et efficace, cet outil vient donc corriger ces injustices en se focalisant essentiellement sur les droits fonciers coutumiers à caractère perpétuels, individuels ou collectifs. Il consiste à mettre en place, tout en corrigeant les abus de certains acteurs coutumiers, des processus institutionnels et de gouvernance locale à travers des cadres locaux et participatifs de gestion foncière et de gestion des conflits liés à la terre. Dans cette démarche, le modèle permet de construire d'instances locales, à la fois légitimes aux yeux des acteurs ruraux et reconnues par l'Etat, chargées de gérer les terres et d'arbitrer les conflits, dans le souci d'instaurer un système de sécurisation foncière facilement accessible aux populations les plus pauvres dans une optique de décentraliser les fonctions étatiques en matière foncière et de promouvoir le développement local.

A travers ce processus, plusieurs changements sont envisagés, entre autres la réduction des conflits fonciers, la reconnaissance des droits fonciers individuels ou collectifs des différents acteurs y compris ceux des populations vulnérables (femmes et jeunes), la restauration de la cohésion intra et inter communautaire.

Les Plans d'aménagement et gestion du territoire qui seront élaborés par tous les acteurs concernés et peaufinés au niveau provincial seront renforcés par un fonds flexible spécifique et conditionné à l'engagement de ces acteurs pour la mise en œuvre et le respect des directives établies dans ces plans. Un atelier de capitalisation à la fin de la mise en œuvre du projet sera tenu avec tous les acteurs qui ont contribué directement ou indirectement (par le biais d'autres initiatives) à améliorer la gouvernance foncière dans la zone prioritaire. Une étude préalable des initiatives récentes menées sur la question des relations et conflits agro-pastoraux sera effectuée afin de capitaliser sur les expériences passées et surtout inclure les approches innovantes et de succès dans la stratégie d'intervention d'IFDP dans la ZP.

(4) L'outil AGRIPAIX²³ (Agriculture pour la Paix), s'articule autour de deux instruments à savoir : le système de contractualisation durable entre privés et communautés locales ainsi que le renforcement du mouvement coopératifs agricole et le développement des noyaux coopératifs. Elle permet aux communautés locales d'avoir accès aux terres supplémentaires relativement fertiles, et facilite le renforcement de leurs moyens de production agricole susceptibles de leur procurer des revenus financiers substantiels pour leur autonomie. (5) Le renforcement de capacités des services techniques étatiques et surtout l'administration foncière permettra d'améliorer leurs connaissances et moyens

²³ Il s'agit d'une approche déjà testée par IFDP à Kabare où un processus de concertation, médiation et négociation entre petits producteurs et grands propriétaires mène à la signature d'accords de mise en valeur mutuellement consentis garantissant contractuellement leurs droits respectifs (droit de propriété et droit du travail). Les contrats de location des terres qui en découlent, sécurisent les droits fonciers des petits paysans sur des longues durées (contrat de location normalement de minimum 5 ans) et permettent donc à ces derniers d'avoir accès à un revenu stable. Dans le cadre de ce projet, l'approche AGRIPAIX sera utilisée comme une des stratégies du 4eme objectif pour permettre aux jeunes vulnérables d'avoir des opportunités de réinsertion socio-économiques



afin d'améliorer l'accès et la qualité des services. (6) Le plaidoyer visant la réforme du secteur foncier et l'application effective du cadre légal y relatif sera aussi une action prioritaire pour atteindre les résultats liés au deuxième objectif. Des partenariats seront tissés avec d'autres organisations intervenantes dans la ZP, pour renforcer l'Agenda du Comité Sectoriel de Coordination Foncière de la Province et le plaider en vue d'obtenir un cadre juridique intérimaire (Edit provincial) reconnaissant et sécurisant les droits fonciers locaux, ainsi que contribuer à la mise en place des nouveaux outils de gouvernance foncière (dans le cadre du processus de réforme foncier en cours).

4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*

Les interventions du projet s'orienteront vers les groupements touchés par ce conflit plus que les autres. Il s'agit en premier lieu de deux entités de la chefferie de la Plaine : le groupement de Luberizi précisément à Mutarule et le groupement de Kabunambo. Les groupements où on observe un dynamisme lié aux ressources naturelles seront aussi prioritaires. Il s'agit de Bijombo, Lemera, Kigoma et Basimukinji.

5. *Les résultats (2 pages).*

a. **Résultat n°2.1** : Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre

i. **Présentation générale du résultat.**

Ce résultat représente une étape importante pour arriver à l'objectif spécifique. Les conflits agropastoraux, comme explique dans l'analyse du contexte et des dynamiques de conflit dans la zone prioritaire représentent actuellement une des sources de tensions principales entre les différentes communautés. Les activités qui seront menées sous ce résultat permettront de réconcilier les deux catégories d'acteurs et trouver des solutions efficaces et durables collectivement avec l'appui de l'administration locale.

ii. **Bénéficiaires et groupe cible**

Bénéficiaires : Les agriculteurs, les éleveurs, les hommes, les femmes et les jeunes de la ZP

Groupe cible : Les autorités administratives locales foncières et cadastrales, structures locales de paix, les chefs coutumiers, les jeunes, les femmes, les hommes, les mutualités et les coopératives d'agriculteurs et d'éleveurs

iii. **Produits**

Produit No 2.1.1 : Des mécanismes de coordination sont créés et opérationnels

Activité 2.1.1 a Intégration des agri/éleveurs dans les structures locales de paix.
Activité 2.1.1 b Renforcement des capacités des membres des comités agriculteurs/éleveurs en : transformation des conflits, approche sensible au genre, droit foncier/coutumier
Activité 2.1.1 c Création d'une plateforme/mécanisme de coordination entre services fonciers publiques/structures communautaires de paix et équipes de reconnaissance des droits fonciers (issues des structures communautaires)
Activité 2.1.1 d Réunions régulières de la plateforme pour la production d'un plan d'aménagement et gestion du territoire
Activité 2.1.1 e Fonds flexibles pour la mise en œuvre des plans d'action

b. **Résultat n°2.2** : La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes

i. **Présentation générale du résultat**

Ce résultat vise le renforcement des connaissances de la population en matière de droit foncier. Il vise aussi à rapprocher les autorités et les services de l'Etat en charge des questions foncières et les populations bénéficiaires des services. Les activités sous ce résultat s'articuleront autour d'un dialogue permanent, de la formation et regrouperont les différents acteurs clés dans le conflit foncier.

ii. **Bénéficiaires et groupes cibles**



Les premiers bénéficiaires sont les membres des différentes communautés affectés directement par le conflit. Vu la nature et le dynamique des conflits dans la zone, les autorités politiques (à tous les niveaux), les agriculteurs, les éleveurs, les services de l'Etat en charge des questions foncières sont des cibles par les activités.

iii. Produits

Produit No 2.2.1 Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs/éleveurs sur les thématiques du foncier sont améliorées

Activité 2.2.1 a Appui technique et renforcement des capacités des services étatiques d'appui et encadrement
Activité 2.2.1 b Sélectionner, recruter localement et former les techniciens en appui aux ER à la collecte, traitement et disponibilisation des données socio juridiques et topo en utilisant les outils appropriés qui serviront à la fois à alimenter le processus de certification par les 3 Chefferies et le Secteur d'Itombwe et la production des cartes foncières
Activité 2.2.1 c Mettre en place et équiper les infrastructures foncières (services fonciers locaux au niveau des Chefferies et Secteurs et des cellules techniques au niveau des Groupements)
Activité 2.2.1 d Réaliser les travaux de reconnaissance sociale et juridique des droits fonciers

Produit No 2.2.2 : Les membres des communautés cibles ont des connaissances accrues de leurs droits pour ce qui concerne les droits fonciers

Activité 2.2.2 a Diagnostic participatif sur les droits, les actes, acteurs des domaines fonciers dans les zones ciblées.
Activité 2.2.2 b Constituer et renforcer les capacités des équipes de reconnaissance (ER) à partir des structures communautaires de paix existantes
Activité 2.2.2 c Organiser des réunions de sensibilisation, et d'explication du processus de sécurisation auprès de tous les acteurs concernés
Activité 2.2.2 d Sensibilisation et formation des communautés sur leurs droits et obligations

Produit No 2.2.3 : La qualité des services fonciers de l'état est amélioré

Activité 2.2.3 a Score card communautaire sur la qualité des services fonciers étatiques et coutumiers
Activité 2.2.3 b Organiser les visites d'échange d'expérience au Burundi et Rwanda par les approches et pratiques de sécurisation des Droits foncier et sur la transformation des conflits
Activité 2.2.3 c Organiser des consultations locale et provinciale avec la société civile, la communauté locale, institution de recherche, pouvoir public, secteur privé et les organisations paysans pour alimenter l'élaboration du document de politique foncière.
Activité 2.2.3 d Enquêtes parcellaires et produire des cartes foncières
Activité 2.2.3 e Etablir des dialogues et partenariats entre les grands propriétaires fonciers et les petits producteurs (contrats plus durable) (Synergie avec pilier 4, agriculture pour la paix)
Activité 2.2.3 f Production des cartes foncières numérisées spatialisant les différents droits et les acteurs fonciers reconnus
Activité 2.2.3 g Vulgariser les cartes et plans produits à travers des foras communautaires de manière participative et inclusive (administration foncière et services compétentes de l'Etat)



Activité 2.2.3 h Vulgarisation de la nomenclature des taxes et autres lois et textes réglementaires

c. Résultat 2.3 : Un cadre réglementaire du foncier est développé

i. Présentation générale du résultat

Les causes des conflits fonciers dans la zone du projet reposent sur l'absence d'un cadre législatif claire de gestion et utilisation rationnelle des terres. L'atteinte de ce résultat permettra l'apport de solutions plus durables et innovatrices et surtout de s'attaquer aux causes profondes du conflit. Ce résultat vise à aboutir dans une réforme du secteur foncier et l'application effective du cadre légal y relatif et notamment à la promulgation des Edits Provinciaux qui pourront régler la plupart des questions concernant les conflits fonciers.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les bénéficiaires de ce résultat est la population entière des localités ciblées par le projet.

Groupe cibles : Chefs coutumiers, les administrateurs de territoires, les grands concessionnaires, les services fonciers, les autorités à différent niveaux (local, provincial, nationales), les hommes, les femmes et les jeunes de la ZP, les coopératives agricoles et les mutualités d'éleveurs et agriculteurs.

iii. Produits

Produit No 2.3.1 : L'appui à la réforme foncière au niveau national et à la promulgation des édits provinciaux assuré

Activité 2.2.1 a Campagnes de sensibilisation : actions collectives d'information, de mobilisation et de plaidoyer fondées sur les bonnes pratiques identifiées localement (ex : Edit sur la transhumance).

Activité 2.4.1 b étude de capitalisation des approches et solutions innovantes pour la résolution des conflits foncier

Activité 2.4.2 c Renforcer les initiatives juridiques et institutionnelles au niveau local, provincial et national au regard du processus de réforme en cours en RDC

Activité 2.4.2 d Mener des actions de plaidoyer au niveau national par rapport au processus de réforme foncière en cours en RDC sur base des résultats de consultations à la base

6. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page)

L'intégration du Genre dans la réalisation du deuxième objectif se fera à travers toutes les activités et à chaque étape de la mise en œuvre : à partir de l'identification des participants et bénéficiaires des activités à la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des hommes dans la conception de documents stratégies et de plaidoyer pour la réforme du secteur foncier. Une représentation et participation des femmes et filles (40%) et des jeunes (40%) sera garantie tout au long du projet. Des catégories marginalisés et exclus dans les instances de prise des décisions seront aussi conviées aux activités. L'identification et formation de techniciens et équipes de reconnaissance mixtes (hommes/femmes – jeunes/adultes) permettra, à travers la mise en œuvre des activités du projet de rapprocher ces différentes catégories, de reconstruire le capital social et d'influencer les dynamiques de genre au sein de ces équipes. Deuxièmement, à l'aide de la sociothérapie nous comptons transformer les normes sociales et traditions qui discriminent la femme et qui favorisent les violences basées sur le genre dans le but ultime de lui donner l'espace et la place qu'elle mérite dans les débats démocratiques, entre autres autour du foncier.

Troisièmement, nous comptons aider la femme à renforcer l'estime de soi, la confiance en elle-même et sa capacité en résilience pour faire entendre sa voix et défendre ses droits/intérêts, surtout fonciers. Quatrièmement, le projet compte apporter des solutions à l'insécurité foncière dont la femme est victime par rapport à ses droits fonciers. Cela va passer par non seulement un changement d'attitude des hommes/ acteurs coutumiers par rapport aux revendications foncières de la femme mais aussi et surtout par l'apport d'une stratégie innovante de sécurisation à travers le modèle de Gestion foncière



décentralisée à base coutumière et la vulgarisation des textes légaux et réglementaires, entre autres le nouveau Code de la Famille.

En fin cinquièmement, le projet vise à améliorer le pouvoir économique de la femme, et par conséquent celui des ménages en renforçant sa participation dans la mise en place et/ ou le développement des structures coopératives agricoles.

Lors de la facilitation, le responsable des activités se rassurera que de la participation des femmes ne se limite pas à la seule présence mais qu'elles puissent s'exprimer librement et exercer leurs droits de de pensée, d'opinion et d'expression et que leurs opinions soient prises en compte. Le recrutement des Agents de reconnaissance, les structures locales de gestion des conflits fonciers prendrons en compte le genre et la diversité ethnique. Une étude sur les inégalités de genre liées à l'héritage et au système patrimonial sera conduite par le projet pour servir d'évidence lors des plaidoyers en faveur de l'accès la terre.

7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum ½ page).*

L'utilisation de la sociothérapie permettra de rapprocher les acteurs des conflits, des hommes, des femmes et des jeunes issus des différentes communautés pour trouver des solutions « gagnant-gagnant » par rapport aux malaises sociaux qui rongent ces dernières et qui constituent les sources de l'instabilité dans la zone. Ce rapprochement se traduira par un dialogue démocratique "décentralisé" non seulement lorsqu'on aborde le système de gestion foncière ou la résolution des conflits fonciers à travers des espaces communautaires mais aussi et surtout lorsqu'il s'agit de rechercher une Paix durable au niveau individuel, dans les ménages, au niveau communautaire et au niveau institutionnel ce qui concourt à la réalisation du premier objectif. La carte de score communautaire est un outil qui sera utilisé dans la réalisation du troisième objectif focalisé sur la gouvernance sécuritaire. Son utilisation dans le deuxième objectif permettra aux communautés de se familiariser avec l'outil pour évaluer la qualité des services fonciers, cadastraux et coutumiers. L'analyse qualitative régulière de ces « score cards » permettra une amélioration de ces services tout au long du projet et surtout permettra qu'une bonne gouvernance foncière s'installe dans la ZP et contribue à rendre les institutions publiques, fortes, stables et redevable vis-à-vis de la population qu'elles représentent. L'atteinte de cet objectif sera possible d'une part, si le dialogue démocratique se déroule conformément aux principes de transparence, inclusion, participation et représentativité et si tous les acteurs du conflit s'engagent activement et véritablement dans la recherche commune de solutions de paix concertées et agréées par tous, et d'autre part permettra d'atténuer le conflit dans la zone du projet et contribuer non seulement à la stabilisation de la zone mais à restaurer l'autorité de l'Etat en renforçant la légitimité des autorités locales. L'outil AGRIPAIX sera aussi un instrument important utilisé non seulement pour rapprocher les grands concessionnaires avec les petits exploitants agricoles, afin de résoudre un certain nombre de conflits fonciers et s'adresser aux causes de l'accès limite à la terre, mais il sera aussi un outil qui permettra d'atteindre le quatrième objectif du projet.

Objectif spécifique 3 : La gouvernance sécuritaire est renforcée dans la zone prioritaire

1. *Présentation des enjeux ciblés (maximum ½ page) :*

La plaine de la Ruzizi et les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Mwenga constituent une partie de la province au cœur des conflits depuis plusieurs décennies à cause des conflits locaux violents, nourris par la compétition à la terre et au pouvoir ; ces conflits s'y sont multipliés et nourris par un opportunisme des acteurs à cause de la faible présence des pouvoirs publics, l'impunité, la présence des groupes armés, la prolifération des armes légères, le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes, l'esprit hégémonique d'une partie des communautés au détriment de l'autre, insuffisance de la représentation de la femme dans la gestion des conflits et de la chose publique ainsi que le parallélisme du pouvoir foncier entre l'administration foncière et coutumière.

Le dysfonctionnement qui caractérise les services de défense et sécurité présente des conséquences sur plusieurs plans et particulièrement la protection des populations civiles, précisément les groupes vulnérables tels que les enfants et les femmes. L'insuffisance des éléments de FARDC et PNC dans



la plupart des localités de la zone comporte la prolifération des groupes armés et de défense locale qui si d'une part remplissent le vide sécuritaire d'autre part continuent à semer la terreur et commettent des crimes et exactions sur la population de la ZP.

L'incapacité de corps de sécurité à contrôler tous ses membres et appliquer le code de la déontologie professionnel fait que certains ne remplissent pas leurs devoirs, obligations et rôles. Certains responsables de ces services de sécurité participent dans la déstabilisation de la zone en apportant leur soutien à la problématique d'administration parallèle, dans la taxation locale, exploitation illégale des ressources naturelles, manipulation de la justice etc...

Ces attitudes de certains membres de ce corps suscitent une méfiance entre les services de sécurité et les civils. Cela explique la tendance croissante de la population de s'orienter vers les groupes armés de leur obédience communautaire qu'ils estiment force de sécurité alternative.

D'un autre côté certains membres des communautés pensent que la sécurité est une affaire exclusive de forces de sécurité et cela baisse le niveau de collaboration et réduit les opportunités de citoyenneté active.

2. *Théorie du changement (maximum 1 page)*

Les actions menées dans le cadre de cet objectif viseront la réduction de l'espace vertical entre gouvernés et gouvernants, à travers des espaces d'échange réunissant des acteurs de sécurité (armée, police) et les membres des communautés locales, pour établir des stratégies et actions concertées permettant d'adresser les questions sécuritaires et de protection. La réussite des activités de dialogue dans le cadre du premier pilier sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités de gouvernance sécuritaire.

Cette approche permettra non seulement d'avoir un cadre d'échange régulier, qu'a aujourd'hui n'existe pas entre la population et les autorités en charge de la sécurité, mais aussi de relier les différents niveaux, local, territorial et provincial à travers des mécanismes de redevabilité pyramidale, qui renforcent la redevabilité des autorités en charge de la sécurité envers la population, ainsi qu'envers les autorités et entités au niveau provincial. Les tribunes d'expression populaire, organisées dans le cadre du premier pilier, permettront d'appeler les autorités sécuritaires à répondre aux questionnements de la population et à s'engager publiquement pour relever les défis sécuritaires qui sévissent la ZP.

La théorie de changement qui informe les actions menées dans le cadre de cet objectif peut être formulée comme il suit : **Si** la population en général (femmes et hommes, filles et garçons, jeunes et adultes), les acteurs et autorités en charge de la sécurité sont mobilisés à travers un processus inclusif, participent activement au pilotage de ce processus et qu'ils l'appuient et l'exécutent, et **si** un climat de confiance et de redevabilité s'installe entre les populations de la ZP et les autorités et acteurs en charge de la sécurité, **alors** une vision collective et participative pour la gestion des questions sécuritaires sera développée; des solutions concertées seront trouvées; et les populations de la ZP feront de moins en moins recours aux groupes armés pour assurer leur protection

3. *Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page) :*

Pour atteindre cet objectif Alert et ses partenaires développeront des stratégies d'intervention basées principalement sur : (i) la participation communautaire active et inclusive dans les comités locaux de sécurité; (ii) l'évaluation des services sécuritaires en utilisant l'outil carte de score communautaire, (iii) la mise en place d'un mécanisme de suivi des indicateurs de paix, (iv) le renforcement des capacités des autorités en charge de la sécurité à travers une collaboration étroite avec les autres acteurs intervenant dans le domaine de la gouvernance sécuritaire dans la ZP, notamment les affaires civiles de la MONUSCO, l'UNPOL, Search for Common Ground et l'IOM et (v) le plaidoyer pour un véritable engagement des acteurs de la sécurité au niveau local, provincial et national.

La mobilisation communautaire autour des questions de paix et de sécurité permettra la réduction de l'espace vertical entre gouvernés et gouvernants, à travers des espaces d'échange réunissant des acteurs de sécurité (armée, police) et les membres des communautés locales, pour établir des stratégies et actions concertées permettant d'adresser les questions sécuritaires et de protection. Cela



passera notamment par la participation régulière des représentants de toutes les communautés cibles aux réunions des comités locaux de sécurité. Ces derniers effectueront de manière régulière des analyses participatives du contexte sécuritaire ce qui permettra d'instaurer un dialogue perpétuel entre acteurs de la sécurité et populations et permettra à la sécurité de devenir une affaire de tous et que tout le monde se sent responsable. Des échanges réguliers avec les affaires civiles de la MONUSCO seront assurées tout au long de la mise en œuvre et surtout au début afin de peaufiner la stratégie d'intervention et d'appui aux comités locaux de sécurité et trouver des synergies avec les Affaires Civiles pour une maximisation des résultats. La réussite des activités de dialogue dans le cadre du premier pilier sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités de gouvernance sécuritaire. A l'aide de l'outil carte de score communautaire, des réunions régulières seront tenues entre les structures communautaires représentatives des différentes couches sociales, la population et les autorités en charge de la sécurité pour évaluer la qualité des services en la matière. Un autre outil qui sera utilisé est la cartographie participative. Il s'agit d'un outil de cartographie digitale participative qui permettra aux communautés, autorités locales et services de sécurité de travailler ensemble pour créer une carte interactive de leurs localités et quartiers. Cet outil permettra d'effectuer un certain nombre d'exercices de cartographie destinés à identifier les problèmes actuels et à suggérer des solutions pour améliorer la vie des communautés dans les quartiers cibles.

Des plans d'action seront élaborés pour mitiger les risques sécuritaires et des recommandations formulées pour améliorer la qualité des services en matière de protection. Les plans d'actions seront accompagnés par un fond d'investissement flexible (environ 20% du budget total de l'Objectif 3) qui sera utilisé pour la mise en œuvre des recommandations issues de ces Plans de sécurité locale. Les communautés, les acteurs de la sécurité et les autorités locales décideront ensemble quelles sont leurs priorités en termes d'investissement hard pour assurer la gouvernance sécuritaire dans la ZP et cela sur base des analyses du contexte sécuritaire participatives et la cartographie participative des zones à risque. Cette approche permettra non seulement d'avoir un cadre d'échange régulier, qu'a aujourd'hui n'existe pas entre la population et les autorités en charge de la sécurité, mais aussi de relier les différents niveaux, local, territorial et provincial à travers de mécanismes de redevabilité pyramidale, qui renforcent la redevabilité des autorités en charge de la sécurité envers la population, ainsi qu'envers les autorités et entités au niveau provincial.

Ces plans d'action conjoints seront présentés au niveau provincial pour en assurer une véritable application au niveau des entités territoriales décentralisées et permettre un suivi rapproché des recommandations formulées. Les initiatives de plaidoyer se réaliseront à chaque niveau pour assurer le suivi.

La mise en place des comités locaux des observateurs de paix issus des différents structures communautaires redynamisées dans le cadre du premier objectifs est une approche participative qui permettra d'un côté d'informer la population sur les indicateurs de paix et sécurité, de dégager les principales tendances en matière de sécurité et protection et de l'autre côté de rapprocher les communautés aux autorités locales en charge de leur protection et de trouver ensemble des solutions aux défis qui caractérisent la ZP. Cette approche combinée avec la sociothérapie permettra de reconstruire et rétablir des relations de confiance et collaboration et aura l'effet d'induire la population de la ZP à soutenir de moins en moins les GA pour défendre leurs intérêts et recourir aux services préposés en réduisant l'impact du dilemme sécuritaire sur les dynamiques de conflit dans la ZP. Une stratégie de sensibilisation de la population d'un côté et de démobilisation des groupe armés de l'autre, combinée aux activités menées dans le cadre de chaque objectif, permettra de réduire le risque de nouveaux enrôlements et soutien aux GA mais aussi de démobiliser un certain nombre de jeunes, qui seront réintégrés à travers le programme mis en place sous le 4 pilier et être de modèle et exemple pour les autres.

Le renforcement des capacités des agents en charge de la sécurité sur les aspects liés au genre, aux droits humains, et au code déontologique renforcera le respect de ces agents de leur mandat et la reconstitution de la confiance de la population qu'ils sont censés protéger. Ce renforcement de capacités est déjà assuré par un certain nombre d'acteurs intervenant dans la ZP, notamment SFCG, Affaires Civiles de la MONUSCO, UNPOL, IOM etc.. Le projet vise donc à mettre en place des collaborations très étroites avec ces acteurs pour s'assurer qu'effectivement le groupe cible soit parmi



les bénéficiaires de ces actions mais aussi que le programme de renforcement de capacités soit holistique, intégré et inclut les aspects de sensibilité aux conflits et genre dans ses modules.

Une analyse approfondie de l'état de la parité au sein des forces armées et de sécurité dans la zone prioritaire, permettra d'identifier quels sont les gaps et les faiblesses de ces dernières en termes de genre et de les adresser dans le plan d'action. Des activités de plaidoyer seront menées pour que ces plans d'action validés au niveau territorial, provincial et national (le cas échéant) ainsi que par le Commandement de la PNC soient également intégrés dans le plan de développement local.

Vu le contexte de la ZP et l'influence des dynamiques régionales sur les conflits, Alert et ses partenaires prêteront une attention particulière à l'implication des autorités en charge de la sécurité aux frontières. Des échanges avec la police rwandaise et burundaise aux frontières seront aussi organisés pour renforcer la collaboration entre les services transfrontaliers et créer des cadres de dialogue qui vont contribuer à la stabilisation de la ZP.

Une stratégie de communication sera appliquée tout au long de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de cet objectif. Des programmes radios adaptés seront développés et diffusés dans la ZP à travers des radios locales. Des tribunes d'expressions populaires sur les questions sécuritaires seront organisées pour rapprocher davantage les autorités en charge de la sécurité et la population.

4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*

Les interventions dans le cadre de cet objectif seront mises en œuvre dans toute la zone du projet.

5. *Les résultats (2 pages).*

a. Résultat n°3.1 : Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité

i. Présentation générale du résultat.

Ce résultat représente une étape importante pour atteindre le troisième objectif. Les activités qui mèneront à l'atteinte de ce résultat permettront de rapprocher et réconcilier les forces de sécurité aux communautés de la zone et à trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes de sécurité et protection dont la population est victime avec l'appui de l'administration locale.

ii. Bénéficiaires et groupe cible

Bénéficiaires : Toute la population de la ZP et plus spécifiquement les femmes, les enfants et les jeunes

Groupe cible : Les autorités administratives locales, les forces de sécurité (FARDC, PNC, DGM, ANR), les structures locales de paix, les chefs coutumiers, les jeunes, les femmes, les chefs des groupes armés ou d'auto-défense locale, les services de la MONUSCO (unité DDRRR, Affaires Civiles, Genre)

iii. Produits

Produit No 3.1.1 : Qualité améliorée des services de l'état responsable de la sécurité

Activité 3.1.1 a Analyse de contexte régulière, participative et inclusive des risques sécuritaires
Activité 3.1.1 b Score card communautaire sur la qualité des services sécuritaires
Activité 3.1.1 c Cartographie participative des zones à risque sécuritaire élevé et de protection
Activité 3.1.1 d Partage de la cartographie auprès des acteurs concernés au niveau territorial provincial, national
Activité 3.1.1 e Etat de lieu de la parité et du genre au sein des forces et services de sécurité
Activité 3.2.1 f Production d'un Plan d'Action et de Renforcement de la Sécurité dans la ZP
Activité 3.2.1 g Fonds Flexible pour la mise en place d'un plan d'action

b. Résultat n°3.2 : Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre

i. Présentation générale du résultat.



Ce résultat vise l'augmentation de la redevabilité de l'Etat vis-à-vis de la population. Les autorités à tous les niveaux démontrent leur engagement ferme pour résoudre les problèmes sécuritaires identifiés par les communautés dans la zone prioritaire.

ii. Bénéficiaires et groupe cible

Les premiers bénéficiaires sont les membres des différentes communautés affectés directement par le conflit : hommes, femmes, jeunes. Les groupes cibles sont : les unités des forces de sécurité : FARDC, PNC, ANR, DGM, les autorités politico-administratives et coutumières (à tous les niveaux),

iii. Produits

Produit No 3.2.1 : Des plans d'action concertés entre les représentants des communautés cibles et les forces sécuritaires sont développés.

Activité 3.2.1 a Organiser des échanges réguliers entre autorités politico-administratives locales/territoriales/provinciales/nationales et le commandement de la PNC
Activité 3.2.1 b Validation du Plan d'Action : Réunion au niveau territorial, Provincial et national pour la validation du Plan d'Action et prise d'engagements
Activité 3.2.1 c Activités de plaidoyer pour la mise en application du Plan d'action par les autorités provinciale/nationales et le commandement de la PNC
Activité 3.2.1 d Echanges d'expériences entre autorités sécuritaires de frontière au Rwanda, Burundi et RDC
Activité 3.2.1 e Renforcement des capacités des acteurs de la communauté en collaboration avec les autres intervenants dans ce domaine et dans la ZP

c. Résultat n°3.3 : Les groupes armés sont sensibilisés

i. Présentation générale du résultat.

L'atteinte de ce résultat permettra de réduire les dilemmes sécuritaires associés à la présence des groupes armés dans la zone prioritaire. Plus spécifiquement à travers l'atteinte de ce résultat le projet vise à réussir à démobiliser un nombre important de jeunes combattants et de les réinsérer dans leurs communautés respectives mais aussi à réduire le nombre de nouveaux jeunes qui pourraient être attirés par l'idée de rejoindre un de ces groupes armés actifs dans la zone.

ii. Bénéficiaires et groupe cible

Les bénéficiaires de ce résultat sont les membres des communautés touchées directement par ce conflit et plus spécifiquement les femmes et les jeunes.

Groupe cibles : Chefs coutumiers, les groupes armés locaux et d'autodéfense locale, les forces de sécurité (FARDC, PNC, DGM, ANR), les autorités politico-administratives à différents niveaux (local, provincial, nationales), la société civile, les organisations des femmes, les jeunes vivant dans la ZP, les sections compétentes de la MONUSCO

iii. Produits

Produit No 3.3.1 : Des campagnes de sensibilisation sont organisées

Activité 3.3.1.1 Sensibilisation ad hoc des groupes armés pour leur démobilisation et réintégration
Activité 3.3.1.2 Emissions radios sur les avancées du programme DDR et évolutions de la situation sécuritaire dans la zone prioritaire

6. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum 1/2 page)

Alert et ses partenaires veilleront sur la représentation et la participation des jeunes (minimum 40%) et des femmes (minimum 30%), qui sont normalement exclus des discussions concernant la sécurité.

Une analyse approfondie de l'état de la parité au sein des forces armées et de sécurité dans la zone prioritaire, permettra d'identifier quels sont les gaps et les faiblesses de ces dernières en termes de genre et de les adresser dans le plan d'action. Des activités de plaidoyer seront menées pour que ces



plans d'action validés au niveau territorial, provincial et national (le cas échéant) ainsi que par le Commandement de la PNC soient également intégrés dans le plan de développement local afin d'assurer une véritable intégration des aspects genre dans le développement de la ZP.

Des formations spécifiques sur les questions de genre, la masculinité positive, les droits des femmes seront aussi organisés tout au long de la mise en œuvre et permettront d'une part aux agents de sécurité de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et jeunes filles dans l'exercice de leurs fonctions et d'autre de contribuer aux changements des normes sociales qui placent la femme dans une position de subordination par rapport aux hommes et de leur redonner la place qui méritent au sein même des forces armées et de police mais aussi dans la participation à la recherche de solutions aux problèmes qui les concernent.

7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).*

La réussite des activités de dialogue dans le cadre du premier pilier sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités de gouvernance sécuritaire. A travers des réunions régulières entre les structures communautaires (redynamisée ou mise en place par les partenaires de mise en œuvre du premier pilier) représentatives des différentes couches sociales et les autorités en charge de la sécurité, des plans d'action seront produits pour mitiger les risques sécuritaires et de protection présent dans la zone. Ces mêmes plans informeront les plans de développement local et seront présentés au niveau provincial pour en assurer une véritable application au niveau des entités territoriales décentralisées et permettre un suivi rapproché des recommandations formulées.

Cette approche combinée avec la sociothérapie permettra de reconstruire et rétablir des relations de confiance et collaboration et aura l'effet d'induire la population de la ZP à soutenir de moins en moins les groupes armés pour défendre leurs intérêts et recourir aux services préposés en réduisant l'impact du dilemme sécuritaire sur les dynamiques de conflit dans la ZP.

La sociothérapie va contribuer à restaurer durablement la confiance et l'esprit de collaboration entre les populations et autorités politico-administratives d'une part et d'autres part, entre ces populations et les services de sécurité dans une perspective de réduire sensiblement la distance qui les séparait et qui poussait certains acteurs à recourir à des groupes armés pour défendre la cause/ intérêt de leur communauté. Une fois la collaboration établie ; les populations pourront exiger pacifiquement la redevabilité et la transparence auprès de leurs autorités. Il en est de même pour la justice qui aujourd'hui ne fournit pas suffisamment d'effort contre l'impunité et la corruption, ce qui encourage les cas de justice populaires qui sont fréquents dans la zone.

L'utilisation de la carte de score communautaire lors de l'évaluation de la qualité des services fournis à la population par les forces de sécurité est un processus qui aidera dans la réalisation du cinquième objectif qui se focalise sur la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. La mise en place et redynamisation de la plateforme communautaire composé des observateurs des indicateurs de paix et sécuritaires sera utilisé aussi pour informer les stratégies programmatiques liées au cinquième objectif.

La réussite des activités de démobilisation volontaire aura un impact positif sur la réalisation du quatrième objectif du fait que les jeunes qui rentreront des groupes armés locaux seront les premiers bénéficiaires des interventions de réinsertion socio – économique pour une bonne cohésion sociale.

Les activités de « open street map » seront directement liées aussi aux activités de cartographie et de mise en place d'un plan d'aménagement des terres (dans le cadre du 2eme objectif) et fourniront la base pour le développement des stratégies programmatiques de mise en œuvre du 4eme objectif.

Objectifs spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée

1. *Présentation des enjeux ciblés (maximum 1/2 page) :*

La persistance de l'incertitude du au conflit lié aux dilemmes sécuritaires a accentué la pauvreté dans la zone du projet. Cette situation affecte négativement la cohésion au niveau social. Les populations de cette zone se trouvent plongées dans une forme de paupérisation aigüe, puisque leurs moyens de subsistance sont régulièrement pillés ou détruits à cause de la violence cyclique qui caractérise la



zone prioritaire. En plus, les problèmes sécuritaires et l'enclavement de certaines zones (notamment les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Mwenga) empêchent le développement d'activités économiques rentables, étant la population dans l'impossibilité de couler les produits agro-pastoraux sur les marchés des grandes villes.

Cette pauvreté elle est aggravée chez la femme et la fille²⁴ par les inégalités sociales qui entourent le système patrimonial et la problématique d'accès et contrôle de la terre alors que la majorité vive de l'agriculture. La femme n'hérite pas dans la tradition congolaise. Cet état de fait expose la plupart des femmes à plusieurs formes de violence, surtout au sein des ménages car elles sont accusées de rien apporter ou de ne pas contribuer suffisamment dans la gestion du foyer. Le manque de solution urgente à la problématique foncière handicape le développement et les initiatives d'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Le manque des opportunités économiques et le chômage qui s'observent dans la zone prioritaire risquent de compromettre davantage les acquis liés aux résultats du troisième objectif tel que la démobilisation des jeunes membres des groupes armés. Le manque d'encadrement des jeunes y compris les démobilisés risque aussi de les pousser à regagner les groupes armés. La jeunesse de cette zone joue un rôle primordial dans la persistance du conflit. Le manque des opportunités économiques et de l'emploi pour eux fait que les jeunes non scolarisés ou déscolarisés soient manipulés et instrumentalisés par les chefs de guerre, les chefs coutumiers et d'autres acteurs ayant un intérêt particulier dans le conflit pour des fins économiques et politiques. Ils sont recrutés par ces groupes armés avec des attentes et promesses qu'ils vont gagner de l'argent. Les jeunes scolarisés ou ayant terminé leurs études sont soumis à l'exode rural ou profitent de se réfugier dans les pays voisins (Rwanda, Burundi, Uganda) avec les attentes et l'espoir d'une vie meilleure.

La création des conditions favorable pour relancer la vie socioéconomique basée sur les opportunités, le potentiel et les solutions locales viendra renforcer la résilience des communautés, l'encadrement des jeunes et par conséquent contribuer à construire la cohésion sociale dans la zone.

L'enclavement interne et externe de certaines localités de la zone telle que les groupements de Bijombo, Lemera, Kigoma, Basimukinji et Basimunjiaka présente un impact négatif sur les activités économiques qui pourraient aider les jeunes et les femmes à sortir de la pauvreté. Le manque d'infrastructure qui favorise la mise en place et fonctionnement des unités de production et transformation est un problème majeur. Les produits agricoles et d'élevage sont vendus localement dans les moyens et hauts plateaux à un prix minime du fait qu'ils ne peuvent pas être transportés jusqu'au débouchés ou endroits pouvant offrir un meilleur prix. L'agriculture est surtout pratiquée par des ménages agricoles, plus particulièrement par les femmes, qui assurent la plupart de la production vivrière en milieu rural. Les ménages agricoles ne sont souvent pas suffisamment encadrés. Ils travaillent sur de petites étendues, avec des outils rudimentaires, des semences non améliorées et des techniques culturales obsolètes. Les exploitations de type moderne sont rares. Elles sont tournées essentiellement vers la culture d'exploitation industrielle notamment le café, le thé, la canne à sucre et le quinquina. Actuellement, les usines de canne à sucre, de thé et de café ne sont plus opérationnelles. La lourdeur de l'administration publique et fiscale ne permet pas le climat des affaires pour les entreprises.

2. *Théorie du changement (maximum 1 page)*

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions de réinsertion et relance socioéconomique en vue de renforcer la cohésion sociale, Alert et ses partenaires cibleront particulièrement les jeunes issus des groupes armés, démobilisés, déplacés internes, réfugiés etc.. Une représentation équilibrée des jeunes filles (minimum 30% des bénéficiaires) et d'autres membres des communautés sera garantie. Les actions menées dans le cadre de ce pilier ne cibleront pas seulement des jeunes « vulnérables », mais s'adresseront également à une catégorie de jeunes issus de l'enseignement formel, mais sans emploi faute d'opportunités économiques dans la ZP. Alert et ses partenaires s'assureront à travers

²⁴ A travers les rencontres organisées dans 34 villages par Groupe Milima à l'intention des jeunes (homme, garçons, femmes et filles) dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, il s'est révélé que 85% des femmes sont celles qui n'ont pas été au banc de l'école dans plusieurs localités des chefferies de Bavira et de Bafuliiru. La moyenne est d'un homme non alphabétisé par village sur 15 femmes qui n'ont jamais été à l'école



l'identification participative des bénéficiaires (par les représentants des différentes communautés et membres des structures communautaires) qu'une approche sensible au genre et au conflit soit intégrée dans toutes les activités sous ce pilier. Les critères d'éligibilité dans le programme de réinsertion socio-économique ainsi que les critères d'identifications de ces jeunes à risque seront définis collectivement et de manière participative avec les communautés cibles. Les communautés à travers leurs structures communautaires seront impliquées dès le début dans le processus de réintégration et seront responsable du pilotage de ces processus afin d'assurer une véritable acceptation de ces jeunes dans les communautés.

International Alert et ses partenaires, mettront au point une stratégie susceptible d'assurer l'encadrement de ces jeunes, à travers la participation dans la réhabilitation des routes de dessertes agricoles à travers la méthode HIMO et ensuite à travers la participation à des formations qualifiantes ou par apprentissage qui seront identifiées sur base des résultats de l'étude de marché mené par IITA. Les jeunes bénéficiaires de HIMO épargneront dans leurs groupements 40% de leurs revenus. Les jeunes recevront aussi un accompagnant psycho-social adapté et auront l'opportunité d'être sensibilisés sur plusieurs thématiques : gestion et transformation de conflit, les droits humains (droits foncier), les violences sexuelles et basées sur le genre. L'appui psycho-social, dont ces jeunes bénéficieront, vise à renforcer leur capital humain et social pour leur permettre de s'investir durablement dans les formations qualifiantes ou par apprentissage.

Ces activités seront orientées principalement vers le secteur agro-pastoral, étant le plus actif dans leur milieu et surtout vu que le projet vise à confier l'étude de marché sur les filières économiques porteuses dans la ZP à l'Institut de Recherche Agronomique IITA. Ainsi, cette même force juvénile qui était employée pour troubler la cohésion sociale, sera orientée vers la création de la valeur au sein de la communauté, dans le but d'appuyer la résilience économique dans les ZP. Cette stratégie sera facilitée par une approche de fédération des jeunes des différentes obédiences autour des centres d'intérêt commun, et leur intégration dans la promotion de la chaîne des valeurs des produits agricoles en vue de promouvoir l'émergence d'une jeunesse entrepreneuriale, mobilisée et vectrice de changement socio-économique.

La théorie de changement sur laquelle repose la stratégie d'intervention pour atteindre cet objectif peut être résumée comme il suit : **Si** les différentes communautés, et plus spécifiquement les jeunes garçons et les jeunes filles, s'engagent activement dans un processus de relèvement socio-économique renforçant la résilience et la cohésion sociale entre les communautés dont ils sont issus, et **si** les autorités politico-administratives et coutumières ainsi que les grands concessionnaires et les acteurs intervenant dans le domaine de la stabilisation et du développement dans la zone du projet soutiennent et appuient les initiatives entrepreneuriales de ces jeunes d'une manière coordonnée et cohérente, **alors** les membres des communautés de la ZP (particulièrement les jeunes femmes et les jeunes hommes) seront à mesure de satisfaire leurs besoins de base et gérer les chocs externes sans recourir aux stratégies qui perpétuent la violence, de contribuer au développement économique et à la stabilisation de leur milieu et profiteront d'une répartition plus équitables des richesses.

3. Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page) :

Une approche holistique et intégrée est nécessaire pour garantir une relance économique durable de la ZP et assurer une véritable cohésion sociale. C'est pour cette raison que les actions proposées pour atteindre cet objectif visent d'un côté à renforcer le capital humain et social des jeunes de la ZP et de l'autre à leur fournir les instruments, opportunités, capacités nécessaires pour avoir accès à un revenu stable et promouvoir l'émergence d'une jeunesse entrepreneuriale mobilisée et vectrice de changement social.

Alert et ses partenaires se focaliseront sur la réinsertion socio-économique durable de jeunes vulnérables afin de stabiliser la ZP et réduire le nombre de jeunes qui rejoignent les groupes armés et ainsi intervenir sur les dynamiques de conflit causés par les dilemmes sécuritaires.

Pour se faire, l'accent sera mis sur la recherche des filières économiques porteuses afin d'offrir des opportunités de revenu à ces jeunes désœuvrés et sortant des groupes armés pour pouvoir les stabiliser et réinsérer durablement dans les communautés.



Une cartographie des centres de formation qualifiante existants dans la ZP, sur base des filières porteuses ciblées, ainsi que des possibilités existantes dans la ZP pour des formations par apprentissage, fera aussi partie des objectifs de l'étude de marché et permettra de définir l'appui qui sera donnée aux jeunes à risque une fois la phase HIMO terminée et aussi l'approche qui sera adoptée par les partenaires lead sur ce volet sur base de la zone d'intervention.

Cette étude de marché sera confiée à l'institut de recherche agronomique IITA, basé à Bukavu, et qui intervient dans la ZP depuis plusieurs années dans le cadre de projets de relance économique et recherche agronomique.

La stratégie qui sera utilisée pour les jeunes issus de l'enseignement formel sera celle de réussir à les fédérer autour d'un centre d'intérêt commun qui soit à la fois économique et sociale. L'approche promotion de l'entrepreneuriat local permettra de promouvoir l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes et de les encadrer dans des coopératives et organisations paysannes existantes. Les partenaires accompagneront ces jeunes à concevoir un projet entrepreneurial (réaliste et bien réfléchi) basé sur les ressources locales (principalement agro-pastorales et artisanales) et qui puisse être financé par le projet. 50% des projets financés bénéficieront aux jeunes filles. Une promotion de la chaîne des valeurs sera à la base de l'intervention sous cet objectif. Cette stratégie consiste à stimuler la création de la valeur, en vue d'absorber une grande partie des bénéficiaires tout au long des différents maillons de la chaîne et de promouvoir une diversification des produits sur le marché. La création de la valeur se fera à travers la transformation des produits agro-pastoraux et l'artisanat. L'encadrement des jeunes autour des Associations Villageoises d'Épargne et Crédit (AVEC) est une approche qui sera utilisée par Alert et ses partenaires. L'encadrement autour des AVEC offrira une opportunité aux jeunes et femmes membres de ces groupements d'apprendre et échanger autour de plusieurs sujets et thématiques à travers l'organisation de groupes de dialogue: la vie associative, lire et écrire, les résolutions et transformation pacifiques des conflits, la gestion financière, le leadership, l'estime de soi, la masculinité positive, l'entrepreneuriat, le leadership, la citoyenneté active, la santé sexuelle de la reproduction, la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Pour permettre le développement d'idées et projets entrepreneuriaux innovant, créatifs et de succès, le projet prévoit organiser des journées d'échange d'expérience avec les représentants du secteur privé et le pouvoir public ; mais aussi et surtout des rencontres avec des coopératives de jeunes de la sous-région qui ont lancé des start-ups de succès (Rwanda et Burundi, Tanzanie) pour un partage d'expériences et pour développer des initiatives entrepreneuriales transfrontalières. IFDP développera dans le cadre de la mise en œuvre du 2ème pilier sur la gouvernance foncière, des projets agricoles appelés AGRIPAIX « agriculture pour la paix ». Les bénéficiaires de ces projets seront les jeunes vulnérables identifiés par les partenaires lead du 4ème pilier (réintégration, relance économique et cohésion sociale). Les projets AGRIPAIX prévoient qu'un certain nombre de contrats de location de terrain soient conclu entre les grands concessionnaires et les petits exploitants (les jeunes et les femmes) pour une durée minimale de 5ans afin d'assurer la sécurité foncière des petits agriculteurs.

Afin de garantir la durabilité et l'impact de l'action, Alert et ses partenaires plaideront avec les grands exploitants agricoles pour qu'une partie de leur terre soit réservée à la mise en place de champs-écoles, pour que même après le projet des autres jeunes aient la possibilité d'apprendre les techniques/pratiques intensives de production agro-pastorale. Les jeunes qui seront démobilisés comme résultats des actions mené sous le 3ème objectif (gouvernance sécuritaire) seront référés et pris automatiquement en charge par le partenaire lead sur le volet réinsertion socio-économique et cohésion sociale, afin de garantir une effective réinsertion socio-économique des jeunes démobilisée au sein des communautés d'accueil.

4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*

Les interventions dans le cadre de cet objectif seront mises en œuvre dans toute la zone du projet.

5. *Les résultats (2 pages).*

a. **Résultat n°4.1 : Réinsertion socio-économique des jeunes à risque assurée**

i. **Présentation générale du résultat.**



A travers ce résultat des opportunités de réinsertion socioéconomique seront créés en faveur des jeunes vulnérables de la zone du projet. Plusieurs initiatives des jeunes et des femmes visant à la fois la réintégration socio-économique et le renforcement de la cohésion sociale seront appuyées dans la zone ciblée par les interventions. Plus spécifiquement ces jeunes seront impliqués dans la construction des routes de dessertes agricoles à travers l'approche HIMO et ils seront orientés vers des formations qualifiantes ou par apprentissage selon la zone cible pour une réintégration durable.

ii. Bénéficiaires et groupe cible

Bénéficiaires : les communautés des groupements ciblés par l'intervention, plus spécifiquement les jeunes filles et garçons vulnérables de la ZP

Groupe Cible : Les autorités administratives et coutumières locales, structures communautaires de paix et développement, les jeunes, les femmes, les grands concessionnaires, les jeunes entrepreneurs de la zone et des pays limitrophes ; le secteur privé ; les organisations et coopératives paysannes et les mutualités d'éleveurs.

iii. Produits

- **Produit No 4.1.1** : Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique

Activité 4.1.1 a Identification des jeunes issus des différentes communautés
Activités 4.1.1 b Appui psycho social, counseling et alphabétisation
Activités 4.1.1 c Organisation d'activités sportives et culturelles pour renforcer la cohésion sociale
Activité 4.1.1 d Groupes de dialogues sur le genre et leadership, genre et transformation pacifique des conflits et de sociothérapie
Activité 4.1.1 e Etude du marché et des filières rentables pour les jeunes par IITA
Activité 4.1.1 f Renforcement des capacités des accompagnateurs des jeunes par IITA
Activité 4.1.1 g Renforcement des capacités professionnelles selon les filières identifiées
Activité 4.1.1 h Réhabilitation des routes de dessertes agricoles par l'approche HIMO
Activité 4.1.1 i Constitution des AVEC et formation de leurs membres
Activité 4.1.1 l kit de réinsertion socio-économique par filière porteuse
Activité 4.1.1 m fond flexible pour la mise en place de points de vente ou transformation de produits agro-pastoraux

b. Résultat 4.2 : Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés

i. Présentation générale du résultat.

Ce résultat vise le renforcement des liens et collaboration entre les jeunes issues des différentes communautés. Les activités de rapprochement entre les jeunes sous ce résultat permettront de réduire les différences et instaurer un nouveau dynamisme de cohabitation pacifique et participation à la consolidation de la paix et la sécurité dans leurs localités. A travers ce résultat, les jeunes auront les capacités et compétences d'agir comme agents de changement dans la société.

ii. Bénéficiaires et groupe cible

Bénéficiaires : communautés de la ZP

Groupes cibles : les jeunes garçons et filles habitant dans la ZP

iii. Produits

Produit No 4.2.1 : Confiance intra et inter communautaire accrue

Activité 4.2.1 a Identification des jeunes issus des différentes communautés
Activité 4.2.1 b Formation des jeunes en leadership cohésif, gestion d'entreprise, développement organisationnel, marketing, taxation
Activité 4.2.1 c Identification et évaluation des initiatives d'intérêt économique



Activité 4.2.1 d Appui financier/technique et matériel aux projets pilotes/start up qui visent à promouvoir l'économie locale et la cohésion sociale
Activité 4.2.1 e Mise en place d'un cadre d'échange d'expérience et de dialogue entre les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé (FEC, FOPAC etc...)
Activité 4.2.1 f Visite d'échange d'expérience avec d'autres initiatives économiques des jeunes dans la sous-région : Rwanda, Burundi, Tanzanie

6. *L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum 1/2 page)*

L'intégration du Genre dans la réalisation du quatrième objectif se fera à travers toutes les activités. Une participation des femmes et filles dans les activités sous cet objectif sera assuré par les membres du Consortium. La mise en place des groupes AVEC veillera à ce que minimum 40% de ses membres soient des femmes et des jeunes filles. Des catégories marginalisés et exclus dans les instances de prise des décisions seront aussi conviées aux activités. De plus, le projet mettra au centre de ses activités le processus GALS (Action-apprentissage du genre), qui est une méthodologie d'autonomisation communautaire dont le but est de permettre aussi bien aux femmes qu'aux hommes de maîtriser leur vie et d'impulser et de soutenir une justice durable en faveur de l'égalité des genres. Les femmes et les hommes élaborent des visions qui leur sont propres en termes de changement, avec des objectifs réalisables et des feuilles de route qui leur permettent de tendre vers ces visions, en s'appuyant sur l'analyse de leur situation actuelle, leurs réalisations passées et en cours ainsi que sur leurs opportunités/forces et les obstacles auxquels ils font face. Les individus inscrivent leurs plans schématiques dans des carnets. Ils assurent une évaluation constante et un suivi rapproché de leur propre évolution, en guise de processus d'apprentissage basé sur leurs propres besoins de planification.

7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).*

Les interventions du quatrième objectif spécifique, portent sur la cohésion sociale et la résilience socioéconomique, et viennent renforcer le premier objectif spécifique qui porte sur la recherche de solution de paix concertées. L'implication des forces vives de la population dont les hommes, les femmes et les jeunes permet non seulement d'une part de retisser les liens sociaux brisés et de contribuer à la cohésion sociale et cohabitation pacifique mais de l'autre permet la convergence d'intérêts sociaux-économique et donc la résilience économique de la communauté entière. Si d'un côté la confiance réciproque et un climat de paix est un prérequis pour la relance économique, cette dernière viendra renforcer les résultats du dialogue en permettant aux communautés de se relever économiquement et de trouver des intérêts communs qui vont au-delà de la cohabitation et gestion non violente des conflits. La réalisation du quatrième objectif spécifique facilitera l'accès à la terre en faveur des jeunes et des femmes vulnérables à travers l'utilisation de l'outil AGRIPAX, ce qui pourra apporter une plus-value dans la gouvernance foncière liée au deuxième objectif mais aussi favoriser l'atteinte du 5ème objectif en fournissant aux femmes et aux jeunes filles les opportunités de renforcement économique nécessaires pour se voir attribuer la place qu'elles méritent dans la vie publique et dans les processus de développement de leur milieu.

La mise en avant du processus de dialogue communautaire permanent entre les jeunes de différentes communautés, les jeunes et les grands concessionnaires favorisent un climat de dialogue démocratique qui est une pierre angulaire du premier objectif spécifique et qui constitue le sous-bassement incontournable des autres quatre objectifs.

Les outils utilisés dans la réalisation du quatrième objectif spécifique contribuent à la réussite du deuxième objectif. Ils apportent aussi des solutions à l'insécurité foncière dont la femme est victime. Cela va passer par non seulement un changement d'attitudes des hommes/ acteurs coutumiers par rapport aux revendications foncières de la femme mais aussi et surtout par l'apport d'une stratégie innovante de sécurisation à travers le modèle de Gestion foncière décentralisée à base coutumière.



Objectif spécifique 5 : Niveau VSGB réduit dans la zone prioritaire

1. Présentation des enjeux ciblés (maximum ½ page) :

La problématique des violences sexuelles et basées sur le genre dans la zone prioritaire du projet s'articule autour de deux enjeux majeurs²⁵. Des stéréotypes, préjugés, normes sociales négatives et pratiques discriminatoires à l'égard de la femme et de la fille s'observent dans tous les groupements de la zone de la plaine de la Ruzizi, les Moyens et Hauts Plateaux. Ces comportements se manifestent à travers la violation des droits de la femme et de la jeune fille. Le taux de scolarisation présente une allure inquiétante dans certaine zone. Des cas de mariage précoce et forcés s'observent de plus en plus et les parents et les autorités locales sont complices car ils tolèrent ces pratiques.

Les relations de genre au sein des ménages et dans les communautés plus en générale ne sont pas équitables. Les femmes et les filles subissent régulièrement des violences physiques, abus sexuels et toute forme de violence et marginalisation. Le plus souvent, elles se voient spoliées de leurs biens familiaux et ce phénomène s'observe le plus souvent pour les veuves. Le taux d'emploi pour les femmes présente aussi un faible niveau.

Cette discrimination s'observe aussi quant à sa participation et représentation dans la prise de décision. La femme est le plus souvent écartée dans les instances de prise de décision, au sein du ménage tout comme au niveau de la communauté. La représentation et participation de la femme dans les comités locaux de développement (éducation, santé, sécurité, administration publique) est presque inexistante ou alors elle se limite à la seule présence physique. Le plus souvent, les grandes décisions du ménage sont prises par les hommes sans consultations de leurs épouses. Ce mécanisme est reproduit au niveau des communautés où la femme n'a pas seulement un accès difficile aux postes de prise de décision mais surtout elle est exclue de tout processus de transformation de conflit et consolidation de la paix ainsi que développement de son milieu.

L'insécurité sévissant dans la zone expose la femme et la fille à plusieurs formes de violences. Des viols sont commis régulièrement par les groupes armés qui sillonnent dans cette zone. L'insuffisance des structures locales d'alerte précoce et de prise en charge aggrave les conditions de vie de la femme.

2. Théorie du changement (maximum 1 page)

Notre stratégie de changement est axée sur trois dimensions le niveau individuel, le niveau socio-économique ou communautaire (famille, école, communauté) et le niveau institutionnel pour obtenir des changements pérennes dans les conditions de vie et la position sociale des femmes.

La théorie de changement peut être formulée comme il suit : **Si** la population en général (femmes et hommes, filles et garçons) habitant dans la zone prioritaire est mobilisée à combattre les normes sociales négatives et les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes et **si** la population de la ZP comprend l'importance de promouvoir la participation de la femme dans le processus de résolution de conflit et consolidation de la paix, et s'engage activement à reconnaître aux femmes le droit d'accès à la terre, à l'héritage, à la prise de parole, à la participation, à la prise de décision au niveau du ménage et de la vie sociale et politique **alors** des relations équitables de genre seront développés, des sociétés plus égalitaires et justes verront la lumière, des espaces inclusifs et participatifs de prise de décisions qui respectent les droits des femmes et des jeunes vont émerger au niveau des structures du pouvoir et une réduction effective des VSBG aura lieu.

²⁵ D'une part les stéréotypes, préjugés et normes sociales négatives et discriminatoires à l'égard de la femme qui la laissent dans une position de subordination relativement à l'homme et donc empêchent son développement en tant qu'acteur actif dans la société (bas niveau d'éducation, faible accès aux opportunités économiques et aux postes de prises de décision) et de l'autre l'insécurité permanente qui caractérise la ZP et dont la femme est particulièrement exposée.



3. *Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation (1 page) :*

En rapport avec l'objectif 5 deux résultats sont visés à savoir : 1) Prévalence des normes sociales nocives qui contribuent à perpétuer les VSBG réduite ; 2) Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG. Le point de départ pour l'atteinte de ces deux résultats consiste à mener une Recherche Action Participative sur les violences basées sur le genre permettant de contextualiser (à l'échelle de la ZP) la problématique des VSBG (type et sources de violence, récurrence, conséquences, auteurs, services de prise en charge disponibles, qualité et accessibilité aux services, etc.) et d'en analyser les causes profondes. La recherche sera orientée à l'action afin de traduire ses résultats en programmation concrète. Les différentes recommandations formulées par les participants aux séances de restitutions seront analysées et intégrées dans le rapport final. Les autorités administratives et coutumières seront impliquées dès le début dans le processus de recherche pour permettre une véritable et durable transformation des pratiques et normes qui contribuent aux violences basées sur le genre. Une étude CAP (comportement, attitudes, pratiques) viendra compléter les résultats de la recherche action et sera menée au démarrage du projet par Alert en collaboration avec ses partenaires pour définir des indicateurs qualitatifs qui permettront de mesurer la transformation effective des pratiques et normes sociales négatives à l'égard de la femme. La même étude sera conduite à la fin du projet pour avoir une mesure comparative des résultats. Les résultats de l'étude CAP et RAP seront présentés aux acteurs/leaders locaux réunis au sein d'un cadre de concertation (organisé dans le cadre du premier pilier : dialogue démocratique) et seront complétés par les résultats des recherches et initiatives déjà menées par SOFAD. Au terme d'un processus de concertation et de mobilisation, un plan d'action sera formulé et relayé aux niveaux provincial et national pour validation. Partant de cela, des campagnes de sensibilisation, de mobilisation communautaire et de plaidoyer seront lancées dans la zone d'intervention. Elles adresseront la question des violences basées sur le genre sous leurs différentes formes (physiques, socioculturelles, économiques, etc.), alimenteront localement le débat et poseront les bases d'un progressif changement de comportement collectif et individuel. Alert et ses partenaires plaideront pour que le plan d'action soit intégré dans le plan de développement local de la chefferie pour garantir une véritable appropriation des recommandations par les autorités locales et leur engagement à réduire les VSBG dans la ZP. Pour que ce changement se produise à tous les niveaux (ménages, communautés etc..) des groupes de dialogue (60% femmes et 40% hommes), regroupant des membres issus de différentes communautés se réuniront deux fois par mois pour discuter et débattre des relations/identité de genre au sein des ménages et de l'implication de la femme dans le processus de consolidation de la paix ainsi que dans les postes de prise de décision.

Les tribunes d'expressions populaires (organisées dans le cadre du premier pilier) seront aussi l'occasion pour aborder la thématique genre et les violences sexuelles et basées sur le genre lors d'un cadre d'échange réunissant toutes les couches de la population tels que les autorités politico administratives, les services de sécurité, les confessions religieuses, les jeunes, les organisations féminines, les leaders communautaires et les membres de la communauté en sens large. Ces sont des opportunités qui augmenteront la redevabilité des gouvernants vis-à-vis des gouvernés, qui permettront à la fois de mener des plaidoyers au niveau local, mais aussi de créer des espaces d'expression populaire sur des questions spécifiques qui empêchent la participation active de la femme dans la vie sociale et politique de la ZP.

Pour donner encore plus de poids aux activités de plaidoyer et avoir la possibilité d'atteindre un public plus vaste Alert et ses partenaires relieront les activités au niveau local avec le mouvement Rien Sans les Femmes, dont SOFAD est membre et point focal à Uvira. Les résultats de l'analyse de l'état de la parité dans les services en charge de la sécurité (voir pilier 3) va permettre d'avoir non seulement une vision d'ensemble de la parité et des dynamiques de genre dans la ZP mais aussi d'apporter des réponses intégrées et complémentaires aux barrières qui empêchent une pleine émancipation de la femme et qui sont à la base des violences faites à son égard.

Pour encourager des bonnes pratiques dans les relations de genre des champions de genre seront élus une fois par an pour les récompenser pour leur implication dans la promotion du genre dans la ZP. En lien avec la stratégie de communication et mobilisation sociale qui sera utilisée de manière



transversale à travers tous les 5 piliers de la stabilisation, des programmes radios seront produits et diffusés dans la ZP pour promouvoir des relations de genre plus équitables et lutter contre les VSBG. Alert en collaboration avec le partenaire lead dans l'implémentation du 5eme objectif veillerons aussi à l'intégration de l'approche sensible au genre dans toute action menée dans le cadre des autres 4 objectifs du projet. Pour se faire tous les partenaires recevront des formations sur les questions du genre, sur comment assurer une programmation sensible au genre et des outils de suivi et évaluation intégrant l'aspect genre seront aussi développé et mis à la disposition des autorités locales administratives et coutumières.

4. *La localisation (présentation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique).*
Les interventions dans le cadre de cet objectif seront mises en œuvre dans toute la zone du projet.

5. *Les résultats (2 pages).*

a. **Résultat n°5.1** : Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite i. **Présentation générale du résultat.**

La recherche sera orientée à l'action afin de traduire ses résultats en programmation concrète. Les différentes recommandations formulées par les participants aux séances de restitutions seront analysées et intégrées dans le rapport final. Les autorités administratives et coutumières seront impliquées dès le début dans le processus de recherche pour permettre une véritable et durable transformation des pratiques et normes qui contribuent aux violences basées sur le genre.

ii. **Bénéficiaires et groupe cible**

Bénéficiaires : les communautés de la ZP, les hommes, les femmes et les jeunes

Groupe Cible : Les autorités administratives locales, les forces de sécurité (FARDC, PNC), les structures locales de paix, les chefs coutumiers, les leaders communautaires, les organisations de la société civile, les coopératives et organisations paysannes, les organisations et leaders féminins.

iii. **Produits**

- **Produit No 5.1.1** : Connaissances, attitudes, perception sur les VSBG au sein des communautés cibles améliorées

Activité 5.1.1 a RAP sur les violences basées sur le genre faites aux femmes dans la zone du projet (causes, acteurs, facteurs favorisants...)
Activité 5.1.1 b Etude CAP (comportements, attitudes. pratiques)
Activité 5.1.1 c Restitution des résultats de la recherche et de l'étude CAP aux communautés et aux autorités de la zone prioritaire
Activité 5.1.1 d Elaboration d'un plan d'action axé sur les violences faites à la femme valide par le niveau provincial/national
Activité 5.1.1 e Activités de plaidoyer pour l'inclusion des recommandations issus du plan d'actions dans le PDL des ETD
Activité 5.1.1 f Campagne de sensibilisation communautaire sur les droits de la femme et contre les VSBG
Activité 5.1.1 g Vulgarisation du Nouveau Code de la Famille
Activité 5.1.1 h Organisation des séances de sensibilisation dans les écoles, universités, églises

b. **Résultat 5.2** Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG

i. **Présentation générale du résultat.**

Ce résultat vise à améliorer les relations entre l'homme et la femme dans le ménage et dans la communauté. Les activités sous ce résultat toucheront les attitudes et les comportements des personnes dans le but de changer leurs perceptions quant au rôle et droits de la femme.

ii. **Bénéficiaires et groupe cible**



Bénéficiaires : la population de la ZP

Groupes cibles : les membres de la communauté (hommes, les femmes), les autorités coutumières, les confessions religieuses, les autorités locales, les autorités scolaires, les jeunes

iii. Produits

- **Produit No 5.2.1** : les groupes de dialogues sont renforcés ²⁶

Activité 5.2.1 a Mise en place et/ou Renforcement des Groupes de Dialogue
Activité 5.2.1 b Réunion mensuelle des Groupes de Dialogue sur les différentes thématiques liées au genre
Activité 5.2.1 c Renforcement de capacité des autorités locales sur différents thèmes liés au genre
Activité 5.2.1 d Tribune d'expression populaire des jeunes sur le genre
Activité 5.2.1 e Plaidoyer pour la participation de la femme dans les postes de prise de décision

- **Produit No 5.2.2** : les émissions radio sur le genre sont produites et diffusées

Activité 5.2.2 a Emissions radios sur les questions de genre
--

- **Produit No 5.2.3** : Les capacités et connaissances des partenaires et des membres du groupe consultatif en matière de genre sont améliorées.

Activité 5.2.3 a Formation des partenaires et du groupe consultatif sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre
--

6. *L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum 1/2 page)*

L'approche genre est axé sur comment les hommes et les femmes coproduisent des rôles et des identités de genre et comment la société et les normes sociales sont liées avec différentes formes d'identité. Cette compréhension est à la base de tous les interventions d'Alert. Les causes sous-jacentes de la violence sexuelle en RDC étant multiples et inter-liés, la réponse doit être holistique et multisectorielle. Nos actions visent à combattre les normes socio culturelles qui placent les hommes dans une position de domination sur les femmes, leur donnant le contrôle sur les décisions et les biens dans le ménage et la communauté, et à promouvoir la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux. Les groupes cibles sous chaque pilier seront composés d'au moins 50% de femmes. L'organisation des rencontres adressera des blocages à la participation effective des femmes (ex. heures/lieux de rencontre, favoriser la prise de parole des femmes) et certains groupes seront composés uniquement des femmes. Les sujets de discussion par les groupes cibles et les thèmes des formations vont inclure des questions liées au genre, telles que : les rapports de pouvoir, la masculinité et féminité ou les obstacles sexo-spécifiques à la participation. L'étude de base (CAP), la RAP sur les causes et origines des violences basées sur le genre dans la ZP et l'évaluation et tout type de recherche vont permettre de mieux comprendre le lien entre les dynamiques de genre et la résilience communautaire, les dynamiques de conflit, et l'amélioration de la gouvernance. Cela servira à la planification et l'adaptation de la mise en œuvre, pour accroître l'impact des activités sur l'égalité de genre et la transformation des pratiques et attitudes négatives contribuant à la violence sexuelle. Les partenaires et membres des associations de base seront aussi appelés à devenir membres du mouvement national Rien sans les Femmes.

²⁶ Alert appui 38 groupes de dialogue communautaires et 12 groupes de dialogue universitaires au Nord et Sud Kivu, et des groupes de dialogue de genre existent déjà dans la ZP grâce au projet « Tushiriki Wote » mis en œuvre par International Alert (et dans cette ZP, SOFAD), et financé par la Coopération Suédoise



7. *L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).*

Conformément aux deux enjeux majeurs relatifs aux VSBG, l'atteinte du cinquième objectif sera la deuxième plaque tournante qui permettra, avec la réussite du dialogue démocratique, d'atteindre les autres objectifs. En fait si d'une part la réduction de violences sexuelles et basées sur le genre est intimement liée à l'adoption de solution de paix concertées et agréées par toutes les acteurs du conflit et communautés, d'autre part aucune solution de paix durable pourra être trouvée si la moitié de la population (femmes) sera exclue du processus de transformation de conflit et consolidation de la paix, qui passe par la lutte contre les stéréotypes et préjugés à l'égard de la femme (1^{er} enjeu).

Le renforcement économique des femmes, à travers, entre autres, l'accès à la terre et la sécurisation des droits fonciers (2eme objectif), sera possible seulement si les normes sociales négatives et les pratiques discriminatoires qui colloquent la femme dans une position d'infériorité par rapport à l'homme seront adressées et combattues durablement et efficacement. Au même temps, grâce à l'atteinte de ce résultat (5eme objectif) les femmes auront un accès facilité aux postes de prises de décisions via leur autonomisation économique, qui passe bien évidemment par la sécurisation de leurs droits fonciers et d'héritage mais aussi par l'affirmation de leur pouvoir économique au sein du ménage et des communautés.

La réduction des VSBG sera atteinte également, si les dilemmes sécuritaires (2eme enjeu) seront résolus ou au moins mitigés à travers une meilleure gouvernance sécuritaire dans la zone prioritaire (3eme objectif). Les stratégies de mitigation des risques sécuritaires et de protection qui affectent les femmes et les enfants dans la zone prioritaire seront informées à partir des résultats et recommandations des observateurs des indicateurs de paix et de « score card » communautaire. Un plaidoyer sera mené à travers la collecte et partage des données sur les cas de VSBG, qui feront partis des indicateurs collectés par les observateurs de paix sous l'objectif 3.



b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation

1. *Les organisations devront présenter une analyse des acteurs locaux, provinciaux, nationaux et/ou régionaux (« actors mapping »): les acteurs (et/ou les groupes d'acteurs) clés ayant une influence (positive et/ou négative) sur les dynamiques de conflit, leurs intérêts, leurs positions et leur rôle (potentiel/attendu) dans le processus de stabilisation/transformation du/des conflits (maximum. 2 pages)*

Différents acteurs jouent plusieurs rôles dans les conflits qui sévissent la zone du projet et ça à tous les niveaux. La catégorie « diviseurs » joue un rôle négatif et vise à entretenir le conflit pour des intérêts politiques et économiques alors que la catégorie « connecteurs » cherche des solutions ou participe activement dans sa résolution. L'analyse qui suit, des acteurs positifs et négatifs du conflit, cherche à définir leurs intérêts, positions et rôles dans le but de définir des stratégies d'engagement politique et mobilisation adéquates. La cartographie proposée définit également les acteurs et entrepreneurs selon leur niveau d'influence (local/provincial/national et/ou régional) afin de produire une analyse des stratégies qui seront mises en place cohérente et réaliste.

1. Au niveau local :

Les diviseurs : les chefs locaux civils, militaires ou policiers, les chefs coutumiers, les grands concessionnaires, les groupes armés (locaux et étrangers), les politiciens originaires de la zone et les membres de la diaspora.

□ Les chefs locaux, les chefs coutumiers et les grands concessionnaires entretiennent le conflit parce qu'ils veulent garder leurs pouvoirs qui dérivent du contrôle des ressources naturelles et de la terre et donc protéger leurs intérêts économiques. L'intérêt des GA repose essentiellement sur un intérêt économique dérivant de l'exploitation illégale et vente des ressources naturelles, du vol et des pillages. Certains politiciens et membres de la diaspora congolaise originaires de cette région tirent les ficelles du conflit parce qu'ils veulent protéger leurs intérêts politiques et économiques et utilisent l'identité comme outil de manipulation pour accéder au pouvoir.

Les connecteurs : les autorités de l'administration locale et les services techniques déconcentrés de l'Etat²⁷, les organisations de la société civile et acteurs locaux de paix, les coopératives minières, paysannes et d'éleveurs, les corps de défense et sécurité (FARDC, PNC, ANR), les leaders religieux

□ Les autorités administratives ont intérêt que la zone soit stabilisée parce qu'elles gagneraient en crédibilité et légitimité vis-à-vis de la population qu'elles sont censées représenter. Le système de gouvernance actuel empêche ces acteurs de s'engager activement dans la résolution des conflits, d'une part à cause du manque de capacité et moyens et de l'autre à cause d'un système clientéliste et patrimoniale qui limite toute initiative de changement. La société civile, mène déjà des initiatives de stabilisation. Son intérêt découle directement de sa mission. En plus son poids en tant qu'agent mobilisateur et connecteur est autant plus fort si l'on considère son implantation dans le milieu, le fait que ses interventions comblent le vide et faible capacité de l'Etat à fournir les services de base a une population en forte demande et sa capacité à attirer l'attention d'un large public, y compris à l'étranger. Les Coopératives minières et autres ainsi que les services techniques déconcentrés de l'Etat ont intérêt à que la zone prioritaire soit stabilisée, parce que cela promouvrait le développement économique et donc des meilleures recettes pour ces acteurs. Les forces de sécurité pourraient jouer un double rôle : positif et négatif. Il faut faire une distinction entre les acteurs ayant une influence négative et positive. Les premiers sont plutôt les officiels et hauts gradés qu'ont des intérêts économiques dérivant de la vente illégale des minerais, ainsi que des recettes informelles perçues à travers la taxation illégale et la corruption. Les derniers sont les subalternes qui auraient un rôle positif à jouer si la zone était stabilisée parce qu'ils auraient l'opportunité de bénéficier d'institutions fortes et stables, de recevoir régulièrement leur salaire (qui actuellement est difficilement payé) et de conduire une vie plus paisible. Enfin les leaders religieux eux aussi pourraient jouer un double rôle positif et négatif à la fois. Certains leaders religieux sont à la base des sources de conflit parce qu'ils ont des intérêts économiques cachés étant parfois liés aux élites politiques qui les utilisent pour

²⁷ Justice, Minier, Foncier, Environnement.



mobiliser la population de leur appartenance ethnique pour protéger leurs intérêts. Des autres leaders religieux, sont des acteurs positifs du conflit qui pourraient, vu leur capacité de mobilisation et sphère d'influence, être des véritables connecteurs dans le processus de consolidation de la paix et stabilisation de la ZP.

2. Au niveau provincial :

Les diviseurs : Certains politiciens (Députés, Ministres) originaires de la zone, les grands concessionnaires, certains membres du corps des FARDC/PNC

□ Les politiciens jouent un rôle négatif dans la manipulation des communautés sur base identitaire pour garder leurs électorats et accéder au pouvoir. Les grands concessionnaires possèdent actuellement de grandes étendues de terrain dans la zone et une réforme de secteur foncier comporterait un risque trop élevé de perte de revenu. L'instabilité de la zone et faible capacité de l'état, laisse les institutions et le cadre réglementaire dans le flou. Ce qui bénéficie ces acteurs au fort pouvoir économique d'obtenir leurs concessions en échange d'argent ou soutien politique.

Les connecteurs : Certains ministres et députés au niveau provincial, les organisations de la société civile (ONGs locales, ONGI), les médias

□ Certains acteurs politiques au niveau provincial ont effectivement la volonté et le souci de stabiliser la ZP, y consolider la paix et être capable de remplir leurs fonctions. Ces acteurs, si fournis avec les capacités, les opportunités et les conditions nécessaires pour jouer le rôle de connecteurs pourraient avoir une influence positive sur le processus de stabilisation et influencer positivement les « diviseurs ». Les organisations de la société civile, jouent un rôle positif dans le processus de stabilisation. Leurs positions et intérêts découlent de leur mission et statut et leur influence est autant plus important autant leur représentation au niveau provinciale leur permet d'avoir accès à un plus large réseau d'acteurs. Certains médias, qui se veulent indépendants, pourraient jouer un rôle positif important en relayant l'information à plusieurs niveaux et en informant correctement la population sur les enjeux, défis et problèmes liés à la stabilisation.

3. Au niveau national :

Les diviseurs : Certains politiciens (Députés, Ministres) et les grands opérateurs économiques

□ Ces acteurs ont des intérêts divers dans la zone. Comme au niveau provincial, certains jouent un rôle négatif dans la manipulation des communautés sur base identitaire pour garder leurs électorats et accéder au pouvoir. Certains opérateurs économiques majoritairement les grands concessionnaires entretiennent le conflit pour garder leurs concessions et accès à la terre et ressources minerais. Leur mobilisation et engagement risque d'être difficile en considérant les forts intérêts économiques et politiques que ces acteurs protègent dans la ZP.

Les connecteurs : Gouvernement (plus particulièrement certains Ministres et Députés), MONUSCO, Société civile (ONGs locales, ONGI), Bailleurs de Fonds ; Medias

□ Le gouvernement et la MONUSCO travaille en étroite collaboration pour préparer et appuyer des initiatives visant à stabiliser la région alors que la communauté des bailleurs appui des actions de stabilisations souvent mise en œuvre par les acteurs de la société civile (ONGs locales et Internationales, Agences du système des N-U) et elle est redevable vis-à-vis des contribuables. Le rôle positif sur le processus de stabilisation que tous ces acteurs pourraient jouer au niveau national est remarquable, ayant tous ces acteurs un pouvoir de lobbying et d'influence assez fort.

4. Au niveau régional :

Les diviseurs : Gouvernement et acteurs économiques des pays limitrophes (Burundi, Rwanda et Tanzanie), les groupes armés d'origine étrangère (FDLR, FNL), certains membres de la diaspora Congolaise

□ Les gouvernements des pays limitrophes ainsi que certains acteurs économiques et les GA ont été identifiés comme diviseurs ayant des intérêts économiques importants à protéger dans la ZP liés à l'exploitation illégale des ressources naturelles et à leur exportation.

Les connecteurs : Institutions régionales (CIRGL, CEPGL, CAE, SADEC, Union Africaine, N-U)

□ Ces acteurs jouent un rôle primordial dans la résolution des conflits car ils veillent à la mise en application des différents accords de paix signés (par exemple l'Accord Cadre PSCF) mais aussi à l'application d'autres protocoles et conventions régionaux signés dans le cadre de la stabilisation sécuritaire et du développement socio-économique et politique.



2. *Sur cette base, elles présenteront (éventuellement sous forme de tableau) la stratégie d'engagement et de mobilisation de chacun des types/catégories d'acteurs présentés dans l'analyse (« actors mapping ») (maximum. 2 pages).*

Engagement et mobilisation des diviseurs au niveau local, provincial, national et régional

Pour arriver aux objectifs du projet, le consortium mettra en œuvre des approches et stratégies diversifiées sur le plan mobilisation politique pour susciter l'engagement effectif des tous ces acteurs. Des actions spécifiques et ciblées seront mise en œuvre :

- i. En premier lieu l'identification des acteurs diviseurs et connecteurs sera complété à tous les niveaux dès le démarrage des activités du projet pour bien identifier leurs intérêts et positions et sera mise à jour tout au long de la mise en œuvre de l'intervention.
- ii. Les acteurs qui ont un même intérêt seront contactés, sensibilisés à travers les réunions préalables d'explication sur les activités du projet et participeront à des forums et échanges pour obtenir leur engagement actif et durable
- iii. La conseillère en plaidoyer et communication de International Alert servira de liaison entre le niveau provincial et national, étant donné qu'elle est basée à Kinshasa et pourra exploiter le réseau de connaissance d'Alert au niveau de la capitale au profit du projet. L'engagement et mobilisation des acteurs au niveau provincial et régional sera assuré par le chef de projet, la directrice des programmes et la directrice régionale d'Alert dans la région des Grands Lacs ainsi que par les partenaires à l'action qui vantent une longue et solide expérience dans la zone et ont tissé des relations très étroites avec un grand nombre de ces acteurs.

Niveau local

Des réunions préalables d'explication des activités-résultats-objectifs du projet seront organisées à l'intention des chefs locaux civils, militaires, policiers et coutumiers, de grands concessionnaires, des politiciens et des creuseurs artisanaux. Les entrepreneurs du conflit de chacune de ces catégories, ayant une influence et un réseau important, seront identifiés lors du « mapping » au début du projet et contactés par le Consortium. Le Consortium gardera des contacts réguliers avec ce groupe et organisera des réunions individuelles et des ateliers pour s'assurer de leur engagement actif dans la réussite du dialogue et donc du processus de stabilisation de la zone. Le projet compte rentrer en contact aussi avec les GA à l'aide des chefs coutumiers et grands concessionnaires qui ont souvent des liens étroits avec ces groupes. En outre, les partenaires de mise en œuvre RIO/ADEPAE et SVH ont déjà eu à travailler avec ces GA lors de projets précédents pour promouvoir leur démobilisation et réintégration et auront un accès facilité à leurs leaders. La collaboration étroite qui sera établie avec les sections compétentes de la MONUSCO, notamment la section en charge du programme DDR/DDRRR, affaires politiques et civiles, sera un allié important pour la mobilisation de ces acteurs. La stratégie de communication, plaidoyer et mobilisation sociale, décrite en détail plus bas, sera un atout qui complètera les activités de lobbying menées avec ces acteurs d'influence positive et négative pour obtenir leur engagement.

Niveau provincial et national

Les politiciens et les grands concessionnaires cités comme acteurs dans les conflits sévissant dans la zone seront sensibilisés sur les activités-résultats-objectifs du projet à travers les réunions de sensibilisations. Le projet les associera dans toutes les activités et à toutes les étapes particulièrement dans les dialogues communautaires. Ils seront partis prenant dans la signature des contrats sociaux. Certains de ces acteurs seront aussi représentés dans le Groupe Consultatif au Niveau Provincial afin de limiter leur pouvoir de nuisance. Des ateliers et réunions seront organisés à tous les niveaux (aussi régional) pour continuer le lobbying et les engager politiquement à soutenir le processus de stabilisation. Le Consortium les invitera à signer des actes d'engagement lors des différents événements de plaidoyer organisés dans ces perspectives. Ces actes seront rendus publics dans le but de rendre le processus transparent mais aussi de les engager effectivement et efficacement à soutenir le processus de stabilisation. Lors des campagnes de sensibilisation, ces acteurs seront invités dans les



émissions et débats publics organisés à travers les médias et des contacts réguliers seront maintenus par International Alert pour se rassurer que leurs positions et intérêts n'aient pas changés.

Niveau régional

Le projet se focalisera surtout sur des activités de plaidoyer menées au niveau régional, à travers l'organisation d'ateliers annuels, mais aussi en exploitant les ressources à disposition dans le cadre d'autres projets, notamment le Réseau des Artisans Congolais de la Paix²⁸ et le groupe Alternatives²⁹ qui ont des fortes connections et connaissances au niveau régional et qui pourraient faciliter la prise de contact mais aussi l'engagement politique et la mobilisation de ces entrepreneurs du conflit.

Engagement et mobilisation des connecteurs au niveau local, provincial, national et régional

Niveau local

Le projet établira des contacts et relations de synergie et collaboration avec les initiatives visant la stabilisation et le renforcement de la paix dans la zone, qui ont été préalablement identifiés (cfr. ANNEXE 1). Des connections avec les autorités locales, les services techniques de l'Etat, les responsables des forces de défense et de sécurité, les leaders des associations/groupements des femmes et des jeunes seront renforcés en vue de susciter leur engagement à la réussite du projet. Ces acteurs seront invités à participer activement dans les activités du projet et surtout à servir d'alliés pour engager les « entrepreneurs du conflit » dans le processus de stabilisation. Ces acteurs avec une influence positive importante seront attentivement sélectionnés, approchés et impliqués dans le projet par le Consortium et feront objet d'un fort plaidoyer et campagnes de sensibilisation afin d'obtenir leur support inconditionné.

Niveau provincial et national

Le projet développera des synergies et mécanismes de coordination avec les acteurs identifiés comme possibles connecteurs. Par exemple des activités conjointes telles que les campagnes de plaidoyer seront organisées en synergie avec d'autres organisations de la société civile (ONGs locales et internationales, Réseau Congolais des artisans de la Paix et Mouvement Rien Sans les Femmes). Les membres du Gouvernement, les sections de la MONUSCO, les élus, les politiciens, les grands opérateurs économiques seront conviés aux activités de présentations des rapports des études et analyses réalisés dans le cadre du projet. Le projet les associera dans toutes les étapes et grands événements prévus. Des actions de plaidoyer et lobbying seront orientés aux décideurs pour endosser et tenir en considération les résultats des dialogues démocratiques dans la réforme des lois et politiques dans le domaine foncier, sécuritaire, la participation de la femme et la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Niveau régional

Le projet *Tujenge Pamoja* ciblera, lors du « mapping », les acteurs positifs au sein des institutions régionales, qui pourraient jouer un rôle important de connecteurs dans le processus de stabilisation de la ZP et qui ont des intérêts spécifiques à transformer certaines dynamiques régionales, dont ample explication a été donnée dans les paragraphes précédents. Pour approcher ces acteurs difficiles à atteindre, International Alert utilisera tous les canaux à sa disposition, notamment dans le cadre de son projet régional, Tushiriki Wote, et tous ses liens avec ces institutions avec lesquelles elle

²⁸ Le Réseau Congolais des Artisans de la Paix regroupe plus de 95 acteurs locaux de paix avec le but de créer une communauté d'échange de bonnes pratiques pour : 1. Améliorer le dialogue parmi les acteurs locaux de paix pour renforcer leur coordination et activités conjointes ; 2. Permettre aux acteurs locaux de paix d'avoir une position commune sur certains sujets et la communiquer aux décideurs au niveau national et régional; et 3. Améliorer la synergie parmi les ONGs pour une coordination et support plus efficace aux initiatives de consolidation de la paix menées par la société civile. Le réseau a établi une structure de coordination avec 3 coordinateurs nationaux basés à Goma et Bukavu, 1 assistant technique à Goma et 6 points focaux à Rutshuru, Masisi, Walikale, Bukavu et Kalehe.

²⁹ Le groupe Alternatives est un groupe d'analystes et activistes avec des backgrounds très différents (professeurs universitaires, activistes de la société civile, représentants du gouvernement etc..) qui vise à atteindre un changement réel et durable dans le système de gouvernance congolaise et construire un support plus large pour un changement positif et pacifique.



collabore déjà, entre autres COMESA et l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs avec sa Plateforme des Femmes pour l'Accord Cadre sur la Paix, la Sécurité et la Coopération dans la Région des Grands Lacs. Nous sommes déjà en train de collaborer et organiser avec l'Envoyé Spécial une *Journée Globale Ouverte – Global Open Day* qui aura lieu en 2017, et qui compte réunir les femmes leaders de RDC, Burundi, Rwanda et Uganda, les représentants et leaders régionaux, des académiques et experts et la Plateforme Régionale des Femmes pour la Région des Grands Lacs. Cet évènement sera une occasion pour approcher certains de ces leaders régionaux et les engager dans le processus de stabilisation de la ZP.



c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

Présentation détaillée de la stratégie en matière (maximum 4,5 pages):

1. La participation du Gouvernement Provincial et National et des autorités locales dans la mise en œuvre du projet, par objectif spécifique (maximum 1,5 pages)

Afin d'assurer l'appropriation institutionnelle des résultats de l'intervention et assurer la durabilité de son impact, Alert prévoit de signer des engagements mutuels (COMPACT) avec les autorités compétentes au niveau local et territorial. Ces engagements seront transmis au niveau provincial qui s'assurera de leur respect. Ces engagements définiront dès le début les responsabilités de tous et chacun et conditionneront la mise en œuvre de certaines activités, notamment la construction des routes de dessertes agricoles, l'investissement hard prévu dans le cadre du 3eme pilier, et la mise en place des plans d'aménagement et gestion du territoire, a l'implication active des autorités qui passera par un engagement direct à garantir la durabilité de ces actions (notamment par la réhabilitation, maintenance, transparence dans l'utilisation des fonds, appropriation des acquis et traduction de ces acquis dans les plans de développement locaux etc..).

Acteur	Stratégie de participation dans la mise en œuvre du projet	
Autorités locales	Objectif	Stratégie
	<i>Objectif spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre</i>	Une approche consultative et participative sera adoptée. Les autorités locales seront impliquées tout au long de la mise en œuvre. Le consortium organisera un atelier d'orientation et sensibilisation sur les activités et les résultats attendus. Un atelier de lancement officiel du projet sera tenu dans la ZP et toutes les autorités politico-administratives compétentes par pilier seront invitées à participer. Tout au long du dialogue démocratique et d'autres activités sous cet objectif, le Consortium veillera à que les autorités accompagnent ce processus et endossent les résultats.
	<i>Objectif spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)</i>	Les autorités seront écoutées pour partager leurs points de vue sur les conflits fonciers dans leurs localités et la meilleure façon de les abordés. Elles participeront au processus de partage des outils et approches qui seront utilisés. Elles seront formées sur les outils de sociothérapie et recevront des appuis techniques et matériels pour la mise en place des cellules foncières au niveau des groupements. Elles recevront aussi des formations spécifiques sur le modèle de gestion des terres, carte de score communautaire et elles participeront activement à la définition d'un plan d'aménagement des terres et au document de plaidoyer pour la réforme foncière.
<i>Objectif spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée</i>	Le consortium sollicitera l'engagement des autorités locales dans toutes les activités liées à la gouvernance sécuritaire. Elles seront renforcées sur le processus de fonctionnement de l'approche ' <i>observation des indicateurs de paix et sécurité</i> ' et seront directement impliqués dans la mise en place d'un plan d'action ainsi que dans les activités de	



		cartographie participative.
	Objectif spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée	Le consortium recueillera l'avis des autorités sur les activités propices à la réinsertion socioéconomique des jeunes et des femmes lors de la conduite de l'étude du marché. Elles donneront l'accord sur l'appui de toute initiative communautaire de réinsertion économique ou cohésion sociale et elles seront consultées activement dans le ciblage des tronçons de routes à réhabiliter avec l'approche HIMO.
	Objectif spécifique 5 : Niveau VSGB réduit dans les zones prioritaires	Les résultats des RAP et étude CAP seront partagés avec les autorités. Elles seront impliquées dans la formulation des recommandations et développement d'un plan d'action.
Gouvernement Provincial	Objectif spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre	Les autorités du Gouvernement provincial précisément le Gouverneur et son cabinet, le cabinet de l'assemblée provinciale seront informées officiellement de la sélection du projet. Une audience de présentation du projet sera demandée. Le Gouvernement sera impliqué dans le lancement du projet. Quelques activités du dialogue démocratique seront rehaussées par le Gouvernement provincial, qui peaufinera les contrats sociaux issus du dialogue démocratique. En plus certains représentants du gouvernement provincial seront représentés dans le groupe consultatif qui suivra les avances du projet de stabilisation dans la ZP
	Objectif spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)	Le Ministère en charge des questions foncières nommera un Point Focal du projet qui sera impliqué dans toutes les activités liées à cet objectif. Le point focal participera dans le Groupe Consultatif. En outre les autorités provinciales seront impliquées dans la préparation et production du document de plaidoyer pour la réforme du secteur foncier.
	Objectif spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée	Le Ministère en charge des questions sécuritaires nommera un Point Focal du projet qui sera impliqué dans toutes les activités liées à cet objectif. Le point focal participera dans le groupe consultatif. LE commandement de la PNC ainsi que le gouvernement provincial seront appelés à valider les recommandations contenues dans le plan d'action et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour leur application.
	Objectif spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée	L'autorité en charge des questions de réinsertion économique et cohésion sociale nommera un Point Focal du projet qui sera impliqué dans toutes les activités liées à cet objectif. Le point focal participera dans le groupe consultatif et sera régulièrement informé des avances et défis rencontrés par le projet.
	Objectif spécifique 5 : Niveau VSGB réduit dans les zones prioritaires	L'autorité en charge des questions de Genre nommera un Point Focal du projet qui sera impliqué dans toutes les activités liées à cet objectif. Le point focal participera dans le Groupe consultatif au niveau provincial et sera appelé à participer aux ateliers de validations des résultats de la RAP et du CAP. A la fin de ce processus, ensemble avec les autres représentants du gouvernement provincial, il/elle devra valider le plan d'action élaboré au niveau local et s'assurer de sa mise en œuvre.



Gouvernement National	Objectif spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre	Le consortium fera participer le Gouvernement au niveau national à travers une communication régulière et permanente, et le plaidoyer. Un rapport de ce dialogue sera partagé avec les institutions étatiques pour endossement et servir de définition des politiques. Plus spécifiquement, les acteurs du gouvernement national, qui ont été identifiés comme acteurs positifs de conflit seront engagés dans le projet afin de convaincre les « tireurs des ficelles » à changer de camps.
	Objectif spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)	Le consortium fera participer le Gouvernement au niveau national à travers une communication régulière et permanente, et le plaidoyer. Un rapport sur la gouvernance foncière sera partagé avec les institutions étatiques pour endossement et servir de document stratégique pour la réforme foncière.
	Objectif spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée	Le Gouvernement au niveau national participera au projet à travers le plaidoyer. Un rapport sur la gouvernance sécuritaire sera partagé avec les institutions étatiques pour endossement et servir de base dans la réforme du cadre réglementaire des corps de sécurité du pays (FARDC, PNC, ANR). Les autorités sécuritaires seront invitées à donner des messages ou animer des débats sur la sécurité des populations lors des émissions radio tribunes d'expressions populaires.
	Objectif spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée	Le Gouvernement au niveau national participera à l'atteinte de cet objectif de manière indirecte. En fait, malgré aucune activité dans le cadre de ce 4eme pilier cible directement des autorités au niveau national ces dernières seront régulièrement informées des avances et défis de mise en œuvre dans le cadre de cet objectif.
	Objectif spécifique 5 : Niveau VSGB réduit dans les zones prioritaires	Deux rapports sur les résultats du RAP et étude CAP seront partagés avec les institutions pour endossement et servir de définition de politiques en matière de lutte contre les VSBG. Les autorités seront invitées à supporter et appuyer le Plan d'action issu des consultations après publication de ces études.



2. Présentation de la stratégie (approches, méthodes, ressources) en matière 1) de durabilité/viabilité financière, organisationnelle et institutionnelle

Le choix des activités et des partenariats formels et informels vise à assurer la pérennité des initiatives prises durant cette action grâce à leur appropriation locale mais surtout permettra d'élargir l'engagement politique concernant le dialogue démocratique et le processus de stabilisation dans la zone prioritaire car tous les acteurs du conflit : les autorités locales, les communautés (en tant qu'acteurs clés associés à la présente action), les entrepreneurs du conflit et les partenaires ouvrant dans la zone (en tant que représentants de la société civile) seront plus activement impliqués et à tous les niveaux. Cette action est fondée sur des approches et des méthodologies testées qui amélioreront l'efficacité de l'intervention et renforceront la pérennité des résultats déjà acquis.

À la suite de ce projet, les acteurs cibles seront mieux organisés et équipés pour remplir leur rôle. Grâce à l'appropriation locale du projet les activités d'engagement et de dialogue démocratique au niveau communautaire continueront à être développées d'une manière ouverte et inclusive, notamment en améliorant l'équilibre entre les sexes dans les structures et les activités de paix communautaires, impliquant les autorités locales et provinciales, et en développant des solutions viables pour un processus de dialogue démocratique pacifique. Plus spécifiquement à travers son approche communautaire le projet instaurera dans la zone prioritaire une **culture du dialogue** dont les effets continueront même après la fin du projet.

Notre approche à long terme, en appuyant et travaillant directement avec les communautés cibles elle mêmes, nous permet de relever les capacités locales et d'engager tous les acteurs du conflit dans un véritable processus de dialogue démocratique, de gouvernance et de stabilisation qui continuera même après la fin du projet.

La pérennisation et l'appropriation locale ont été placées au cœur de cette action, en particulier :

1) **Viabilité Financière** : cette action est basée principalement sur le renforcement des capacités locales à analyser le contexte et trouver des solutions durables aux différends qui séparent les communautés cibles ; à travailler ensemble pour développer un cadre durable et solide pour la stabilisation de la zone prioritaire. Il y aura un effort délibéré pour éviter de créer des nouveaux groupes ainsi que toute forme du syndrome de l'assisté. Le projet ne vise pas à établir de nouvelles structures, mais plutôt à renforcer la capacité de celles existantes, les coûts futurs seront limités. Les structures communautaires agissent sur une base volontaire et Alert et ses partenaires feront la promotion de la nature bienveillante de ce genre de structures à travers le projet. En plus sur base de leçons apprises à travers des projets précédents, Alert et ses partenaires veilleront que ces structures puissent dès le début du projet chercher des moyens d'autonomisation, par ex. à travers les AVEC. Cela sera un gage de durabilité. Les partenaires directs dans cette action seront les communautés et autorités locales, qui en tant que telles, sont déjà une garantie de durabilité. Le renforcement des capacités mettra l'accent sur le renforcement des compétences et des connaissances, par la transmission de conseils et d'appui techniques. Les partenaires formels et informels bénéficieront principalement du renforcement des capacités techniques.

2) **Viabilité Institutionnelle** : l'appropriation locale des résultats et de l'impact de cette action est centrale dans la conception des activités. Le renforcement des capacités des organisations partenaires (déjà travaillant dans la zone cible dans les différents domaines relatifs à chaque pilier) ainsi que la redynamisation des structures communautaires de paix et développement, garantie la pleine viabilité institutionnelle. Un facteur clé dans la promotion de la durabilité institutionnelle sera atteint grâce à la redynamisation des structures communautaires déjà existantes et la mise en place d'un groupe consultatif au niveau provincial, regroupant tous les acteurs clés de chaque pilier, qui auront la responsabilité de représenter les instances des communautés qui les ont élus devant non seulement les autorités gouvernementales locales, provinciales et nationales mais aussi devant les acteurs internationaux intervenant dans le cadre des autres piliers de la stabilisation afin d'influencer leurs politiques et interventions. Le projet vise à intégrer les femmes et les jeunes dans les structures de gouvernance existantes pour que ces derniers intègrent des dynamiques genres plus équitables et appliquent une perspective « sensible au genre » à leurs recommandations aux décideurs. Le projet vise également à répondre aux stéréotypes et rôles traditionnels et patriarcaux du genre en



influençant les normes sociales communautaires par le dialogue et la sensibilisation. L'influence sur les normes et les relations, même si elle est petite, est susceptible d'être à long terme. Les résultats obtenus en termes de renforcement de la confiance des femmes à jouer un rôle public peuvent être appliqués au-delà et après la fin du projet tant dans la sphère privée que publique.

3) **Viabilité Politique** : les activités de plaidoyer réalisées par le projet se focaliseront sur un certain nombre de domaines prioritaires (identifiés par les partenaires et les communautés cibles) et engageront directement tous les acteurs du conflit ainsi que les « spoilers ». Étant les activités de plaidoyer menées à tous les niveaux et par tous les acteurs du conflit et étant les sujets de plaidoyer choisis par les communautés elles-mêmes nous croyons que les effets du plaidoyer continueront même après la fin du projet.

4) **Viabilité Environnementale** : l'action n'est pas axée sur les politiques environnementales mais non moins l'action prévoit de limiter son impact sur l'environnement en limitant le nombre de vols sur les longs trajets ainsi qu'en excluant toute activité qui pourrait avoir un impact négatif sur l'environnement. Pour tout ce qui sera investissement en dur, International Alert et ses partenaires veilleront qu'une analyse des risques et de l'impact sur l'environnement soit menée préalablement à la réalisation de toute activité.



et 2) de renforcement de l'appropriation de l'intervention et de ses acquis par les acteurs (gouvernementales et ONG) au niveau local, provincial et national (maximum 1,5 page).

Acteur et niveau d'appropriation		Stratégie de renforcement de l'appropriation de l'intervention et de ses acquis par les acteurs
Niveau Local	Administration locale	Au nom du Consortium Alert signera un Mémoire d'Entente (MoU) ou COMPACT avec les chefs de chefferies et groupements ciblés par le projet. Le Mémoire précisera les rôles et responsabilités des parties (Consortium et Autorités locales) pendant et après l'exécution du projet. L'une des responsabilités et rôle de l'administration locale sera le suivi régulier de la mise en application effective des contrats sociaux signés entre les communautés et d'autres résultats du dialogue démocratique à base communautaire, ainsi que l'intégration des plans d'action dans le plan de développement local des ETD. Des copies des rapports périodiques et résultats des études seront partagés avec les chefs des chefferies et groupements ciblés.
	Population (communautés)	La transformation des conflits effective nécessite que la place centrale soit donnée aux populations directement affectées par le conflit en leur fournissant les opportunités, la capacité et l'appui nécessaire pour participer activement à la recherche des solutions. Partant de ce principe, ce projet applique une approche programmatique participative de transformation de conflit qui se focalise sur la recherche-action participative, le dialogue, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et la mise en réseau entre acteurs clés. Le dialogue démocratique rassemble et permet la communication entre personnes, acteurs et groupes qui soit ne se rencontrent pas normalement ou qui n'arrivent pas à communiquer de manière efficace et constructive. Cela inclut aussi bien des groupes qui se trouvent à un même niveau de pouvoir (ex. groupes ethniques, clans, familles) que des groupes/acteurs à des niveaux différents de pouvoir (ex. villageois, notables, autorités coutumières, autorités étatiques aux niveaux administratifs différents, organisations de la société civile, mutualités etc.). Dans le contexte de la ZP, Alert va travailler sur la confiance horizontale (entre divers groupes d'une communauté/groupe sociale) en même temps que la confiance verticale (entre gouvernants et gouvernés), car la méfiance intercommunautaire est très largement le produit des luttes pour le pouvoir entre acteurs politiques. Lors de la signature des engagements et contrats sociaux résultats de ce processus, le consortium Alet et partenaires veillera que les acteurs représentants et ou ayant une influence sur la population participent activement et effectivement (chefs des communautés, les chefs coutumiers, les chefs des Mutualités, les leaders des femmes et des jeunes).
	Société Civile (ONG, ONGI)	Le Consortium veillera à la participation des organisations locales et internationales intervenant dans la stabilisation et dans la même zone lors du lancement du projet, mais aussi en partageant les résultats, avances et défis de la mise en œuvre à travers l'organisation de réunions périodique (mensuelle, trimestrielle) de coordination. Une stratégie de communication permettra le partage d'information sur les résultats des analyses – études – dialogue démocratique avec ces acteurs. Ces acteurs seront impliqués dans l'élaboration de la stratégie de sortie lors de la clôture du projet.



Niveau Provincial	Gouvernement	Un groupe consultatif réunissant des autorités provinciales et territoriales, avec des représentants des groupements cibles, sera formé et passera en revue les défis de mise en œuvre, résultats et recommandations à l'égard du projet. Les tribunes d'expression populaire permettront le rapprochement des gouvernants et gouvernés et créeront une opportunité de plaider car les populations ciblées auront une occasion de questionner les autorités et ces dernières devront être redevables devant les communautés dont elles représentent les intérêts. Les autorités au niveau provincial seront aussi activement impliquées dans un certain nombre d'activités concernant le peaufinage des contrats sociaux, la validation des plans d'actions, et le suivi de leur application. Le gouvernement provincial sera impliqué et prendra le lead dans l'élaboration de la stratégie de sortie lors de la clôture du projet.
	Société Civile (ONG, ONGI)	Le Consortium veillera à la participation des organisations intervenant dans la stabilisation dans la province. Les résultats des analyses – études – dialogue démocratique seront partagés avec ces acteurs. L'organisation conjointe des événements de plaidoyer sera assurée tout au long de la mise en œuvre. Et des réunions périodiques d'évaluation et de coordination seront tenues au niveau provincial.
Niveau National	Gouvernement	Le projet veillera que les acteurs au niveau national soient impliqués et connaissent les enjeux et défis de la zone prioritaire et qu'ils s'engagent activement pour assurer que la mise en œuvre de Tujenge Pamoja puisse les adresser de manière efficace et durable. Les représentants du gouvernement national seront touchés par un certain nombre d'activités de plaidoyer et suivi de l'application des plans d'actions élaborés au niveau territorial/provincial. Ceux qui seront identifiés comme acteurs clés du conflit au niveau national seront appelés et mobilisés à s'engager pour la recherche de solutions de paix durables.
	Société Civile (ONG, ONGI)	Le Consortium veillera à la participation des organisations intervenant dans la stabilisation en RDC. Les résultats des analyses – études – dialogue démocratique seront partagés avec cet acteur. L'organisation conjointe des événements de plaidoyer sera un atout, notamment dans le cadre du mouvement Rien Sans les Femmes.



3. *Présentation de la stratégie (approches, méthodes, ressources) en matière de transfert de compétences et de renforcement de capacités des organisations/structures locales partenaires (maximum 1,5 page).*

Structure locale	Stratégie de transfert de compétences et renforcement de capacités
Partenaire de mise en œuvre	<p>Alert a une grande expérience de travail en partenariat avec les organisations locales. Une stratégie de renforcement des capacités est en place et s'exécutera dans le cadre du projet d'une manière suivante :</p> <p>Les 9 organisations partenaires ont participé dans la conception du projet de manière active et participative, elles seront impliqués et responsables de la mise en œuvre des activités relativement au pilier de leur compétence. Pour se faire elles seront accompagnées et recevront des appuis techniques de la part d'International Alert tout au long du projet et seront responsabilisées dans l'atteinte des résultats escomptés. Des formations ponctuelles seront organisées pour les équipes des organisations partenaires, notamment sur la bonne gestion du cycle de projet, sur l'élaboration des outils de suivi et évaluation, sur les procédures et règles d'International Alert et du Bailleur de Fonds en matière de gestion financière et administrative. Les histoires de succès et autres données qualitatives seront progressivement collectées ensemble pour documenter le changement apporté par le projet auprès des bénéficiaires. Des outils standards et efficaces seront mis à la disposition des partenaires et des discussions seront organisées afin d'enrichir les rapports avec les données qualitatives. Un processus continue de renforcement de capacités à travers un accompagnement rapproché sera mise en place. Dès le début du projet un comité de pilotage au niveau territorial sera mis en place et se réunira chaque mois. Un comité de pilotage au niveau provincial regroupant les représentants/directeurs de chaque organisation se réunira trimestriellement pour suivre le bon déroulement du projet, discuter des défis et blocages et peaufiner au fur et à mesure les stratégies d'intervention.</p>
Structures communautaires	<p>L'intervention du projet repose sur le partenariat et le renforcement de capacités des structures communautaires de paix et de développement et d'autres réseaux existants (organisations de femmes et des jeunes, organisations paysannes) dans la ZP. La majorité des groupes avec lesquelles le projet va travailler existent déjà, et dans beaucoup de cas depuis des longues années. Le renforcement des capacités et transfert du savoir, à travers des formations multiples et un accompagnement rapproché sera donc durable dans le temps, car ces structures communautaires, organisations et acteurs locaux continueront d'utiliser ces compétences acquises et bâtir sur les résultats du projet, bien au-delà de la fin du projet. Le projet veut aussi un changement des normes, attitudes et comportements à travers la sensibilisation, la capacitation et le dialogue, qui sont des changements à long terme. Le pilier ciblant la réinsertion et renforcement de la résilience économique est axé sur des moyens de vie durables, basé sur les activités économiques qui sont réalistes et praticables dans les zones cibles, ce qui les rendra durables et rentables dans le temps.</p>
Structures étatiques	<p>En termes de stratégie de sortie, le projet travaillera étroitement avec les autorités étatiques des groupements cibles, les autorités provinciales ainsi qu'avec les structures communautaires dans la zone. Dans la vision de pérennisation, le projet songera à connecter les structures communautaires de paix et de développement au système de gouvernance locale existant, travaillera sur une ligne de conduite pour la gestion efficace des conflits, et encouragera la légitimation de ces structures communautaires en s'assurant que celles-ci sont au service des communautés et sont reconnues comme telle par les autorités locales. Une analyse des besoins des structures étatiques locale sera menée et orientera le Consortium dans l'analyse du type de renforcement de capacités et transfert de compétences dont elles nécessitent. D'ores et déjà le Consortium a identifié les domaines et thématiques sur lesquelles il axera le transfert de compétences et know-how pour un renforcement durable des institutions de l'Etat. L'accompagnement et appui technique tout au long de la mise en œuvre, l'implication directe des autorités dans l'implémentation des activités et dans la recherche de solutions aux problèmes qui gangrènent la zone prioritaire permettront à ces dernières d'acquérir les compétences, capacités nécessaires pour accomplir leur mandat et contribuer à la stabilisation de la zone.</p>



IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales, inclus le(s) partenaire(s) d'exécution supplémentaire(s) dans le consortium (maximum 1 page par organisation participante) :

1. *Capacités organisationnelles et managériales :*
 - i. *Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.*
 - ii. *Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.*
 - iii. *Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)*
2. *Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium.*
3. *Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.*

1. INTERNATIONAL ALERT

1. *Capacités organisationnelles et managériales :*
 - i. *Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.*

				2015
S.NO	Nom de Projet	Bailleur	Project	USD/\$
1	Tufaidike Wote	USAID	AP21DR	\$797,342
2	Tushiriki wote	SIDA	AP31GR	\$2,165,936
3	Renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la paix à l'Est de la RDC	PNUD	AP21ER	\$394,730
4	Pamoja Kwa Amani	EU	AP21GR	\$671,214
5	Accroître la résilience des victimes de déplacement multiples	DFID	AP21IR	\$450,687
	TOTAL			\$4,479,908

- ii. *Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.*

International Alert dispose d'un personnel composé de 31 staffs dont 6 internationaux et 25 nationaux avec des capacités variées et multidisciplinaires pour assurer une bonne mise en œuvre des activités de ce projet. Nous comptons recruter 5 autres staffs dans le cadre de ce projet dont 1 Chef de projet et 3 chargé de projet et un comptable. Ce qui porterait le nombre à 36 staffs.

- iii. *Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)*

International Alert dispose de 3 bureaux en RDC dont Bukavu, Goma et Kinshasa.

Elle dispose aussi d'un charroi automobile de 10 véhicules (4 à Bukavu, 5 à Goma et 1 à Kinshasa), des matériels et équipements de bureaux, des générateurs, des outils de sensibilisation et de formation, etc.

2. *Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium.*

International Alert est une ONG internationale d'origine britannique spécialisée dans le domaine de la consolidation de la paix (www.international-alert.org). Nous bénéficions de près de 30 ans



d'expérience dans ce domaine et travaillons avec les gouvernements et populations locales dans 25 pays pour bâtir la paix. Nous travaillons depuis 1995 dans la région des Grands Lacs et depuis 2002 en RDC. Sa mission en RDC est d'encourager la bonne gouvernance, de promouvoir l'inclusion et la représentativité de populations marginalisées et de faciliter le dialogue entre différents acteurs et secteurs de la société. Alert jouit d'une grande expérience dans l'analyse du conflit et la conception des programmes de transformation de conflit. Alert est partenaire clé de l'ISSSS et participe à des ateliers de coordination avec la MONUSCO, STAREC, les agences de l'ONU et d'autres ONG locales et internationales afin de soutenir la mise en œuvre effective de la nouvelle stratégie de stabilisation, ayant pris part au processus de sa révision.

Dans le cadre du présent projet, International Alert va travailler avec les organisations membres du consortium qui sont opérationnels dans la ZP depuis des années et y produisent déjà des résultats concrets en lien avec l'un ou plusieurs des objectifs de ce projet. Collectivement, ces organisations représentent toutes les sensibilités communautaires de la ZP. Il s'agit des organisations suivantes : Actions pour le Développement et la Paix Endogène (ADEPAE), la Solidarité des Femmes Actives pour la Défense des Droits Humains (SOFAD). Le Réseau d'Innovation Organisationnel (RIO); L'Association Paysanne pour le développement intégré au Sud-Kivu (APDIK) ; l'Union des Groupes d'Etudes et d'Actions pour le Développement de Fizi-Itombwe (UGEAFI); le Groupe Milima asbl (GM); l'Innovation et Formation pour le Développement et la Paix (IFDP) ; la Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et enfin la CARITAS Développement Uvira.

Le choix de ces partenaires a pris en compte leurs capacités programmatiques et organisationnelles (y compris capacité de gestion financière) ; leur implantation, expérience et expertise dans les milieux d'intervention du projet, ce qui a déterminé le champ d'activités qui seront mise en œuvre par ces organisations. International Alert a identifié ces organisations comme partenaires principaux de l'intervention. Cependant, ces partenaires seront confirmés comme tels seulement après évaluation formelle, qui aura lieu après signature du contrat de subvention entre IA et le PNUD, de leurs capacités programmatiques et de gestion administrative et financière. Considérant que les capacités locales pour la paix sont une dynamique clés pour une stabilisation durable à l'Est de la RDC, les partenaires locaux mèneront les activités-clé du projet. International Alert fournira un accompagnement à la fois programmatique, en conseillant les partenaires sur les bonnes pratiques de construction de dialogue, de sensibilité au conflit et au genre, et technique, sur la gestion administrative et financière du projet. Les subventions aux partenaires seront gérées toutes par International Alert, qui sera responsable du rapportage financier et narratif au bailleur. Des réunions de planification seront faites entre les différentes équipes et Alert une fois le mois, et des missions conjointes sur terrain seront effectués quand cela est possible. La planification conjointe permettra de diminuer les coûts de voyage sur terrain et assurer la complémentarité et synergie entre les activités mise en œuvre par chaque partenaire. Les réunions trimestrielles du comité de gestion provinciale du projet permettront non seulement de garantir une mise en œuvre cohérente sur terrain mais aussi et surtout d'évaluer régulièrement la qualité de l'intervention, identifier les points de blocage et apporter des réponses rapides et des solutions adaptées et partagées. La collecte des données de suivi sera faite par le staff d'Alert, et des partenaires locaux avec l'appui technique de l'assistant de suivi/évaluation d'Alert. Le chargé de suivi/évaluation fera l'analyse de ces données et partagera son analyse avec les équipes du projet.

Il est à noter que la coordination opérationnelle entre les deux organisations sera d'avantage clarifiée dans l'annexe au contrat qui sera signé entre Alert et chaque partenaire, suivant une évaluation des capacités et système de gestion financière qu'Alert entamera avant la signature dudit contrat.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.

International Alert à travers ses différents projets travaille déjà dans les territoires de Mwenga, Uvira et Fizi à travers l'œuvre de ses partenaires locaux. Dans le cadre du présent projet nous comptons installer 2 chargés de projet auprès un des bureaux de nos partenaires à Uvira pour se rapprocher de plus en plus de nos partenaires, des autorités locales avec lesquelles nous allons travailler et des communautés bénéficiaires de ce projet et pouvoir les accompagner dans leurs activités quotidiennes.



2. UGEAFI

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Année	Description	Source de financement	Montant
2015	Projet intégré d'aménagement des sources d'eau, hygiène et assainissement et stabilisation des populations des hauts plateaux d'Itombwe en RDC	BMZ et Oxfam Allemagne	580224,50\$
	Tupiganishe Umaskini	COORDAID	92354,00\$
	Jenga Jamaa	BMZ et Oxfam Allemagne	109840,87\$
	Education	Parents d'élèves et UGEAFI	139670,00\$
	Projet AFYA MAMA-MUTOTO	Segal Family Foundation	7210,00\$
	Total		929 299,37\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet :

7 agents + nombre de staff à recruter : environ 10 agents (animateurs et superviseurs de terrain).

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

UGEAFI possède 1 Bureau de la Direction Générale d'Uvira, 1 Bureau à Itombwe, 1 bureau à Lemera, 1 véhicule Land Cruiser, 5 ordinateurs, 1 imprimante, 1 photocopieuse, 1 scanner et équipement de connexion internet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium.

UGEAFI s'est positionné sur l'objectif 4. Elle a une grande expérience dans le domaine de la réinsertion socioéconomique du fait d'avoir mené plusieurs projets dans ce sens et avec différents bailleurs des fonds. Avec l'appui des bailleurs elle a pu exporter 2 conteneurs de café *full wash* et de café *vert* au Japon et aux États-Unis. Avec les intérêts réalisés, certains des caféiculteurs ont assuré la scolarité de leurs enfants, payés les soins médicaux et d'autres ont construit des maisons en tôles.

À Itombwe plusieurs jeunes et femmes sont devenus des grands producteurs des maraichères grâce à des formations et intrants agricoles mis à leurs dispositions par UGEAFI.

Plus de 50 jeunes ont quittés les groupes armés à Itombwe et Lemera grâce à des activités de relance économique leurs proposés par UGEAFI.

UGEAFI travaillera en étroite collaboration avec les autres organisations membres du consortium à travers des rencontres de partage d'information et expertise mais surtout pour assurer la cohérence et les synergies internes entre partenaires intervenants sur plusieurs objectifs. Une réunion mensuelle sera organisée sur terrain entre les différentes équipes. En plus de cela une réunion trimestrielle regroupant les chefs et directeurs de chaque organisation sera aussi menée au niveau provincial afin de discuter des avancées du projet, des défis à relever et des stratégies à peaufiner. Les outils de travail seront aussi standardisés. L'assistance des autres membres du consortium sera aussi sollicitée selon les besoins.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.

UGEAFI travaille dans les hauts plateaux de Fizi et le secteur d'Itombwe depuis plus de 10 ans. Elle est présente dans la chefferie des Bafuliiru depuis 2008. Elle maîtrise ces régions par le fait qu'elle y a mené plusieurs actions et actuellement elle a un projet à Itombwe qui va jusqu'en décembre 2019, avec 63 agents basés y résident. A Lemera elle a aussi un projet en cours qui encadre 1000 caféiculteurs à travers la coopérative dénommée « KOC », Kivu Organic Coffee Cooperative. Dans toutes ces contrées il y a des bureaux.



3. GROUPE MILIMA

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Année	Projet	Bailleurs	Montant
2015	Accompagnement technique et suivi des coopératives agricoles, comité pédagogique pilote sur terrain	Fonds propre	6 000.00\$
2015	-Projet intrants agricoles Numéro A-3682 -Projet Cash for Work a Kahololo Numéro A-3171 -Projet d'urgence a Kasenya Numéro A-3958	Oxfam Novib	260 108.40 \$
	Total		266 108.40\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

Groupe Milima dispose d'un personnel mixte, qualifié et expérimenté en matière de gestion de l'organisation et des programmes. Il compte actuellement en son sein 6 employés. Dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, Groupe Milima procédera au recrutement de 10 agents de terrain afin d'atteindre les résultats escomptés.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Le Groupe Milima dispose de son propre bâtiment à Uvira centre qui abrite son bureau administratif (avec connexion internet), une salle de réunion, un dépôt d'entreposage. Sur terrain, il dispose d'un gîte à Katobo, à Bijombo et à Kitoga. Pour lui faciliter la tâche, GM dispose entre autres : 1 jeep tout terrain, 2 moto AG100, une photocopieuse, deux ordinateurs portables, un scanner et un appareil de communication (Thuraya). Cependant, pour acheminer les articles de distribution sur le terrain GM fait recours à la location de camions, suite au mauvais état de route Runingu-Marungu. Tous ces matériels seront effectivement mobilisés dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

Conformément à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le fonds de cohérence sur la stabilisation, Groupe Milima compte s'inscrire pleinement dans son quatrième objectif spécifique: la cohésion sociale et la résilience des communautés sont renforcées grâce à des activités de réinsertion et de relance socio-économique ciblant prioritairement les jeunes ; lequel OS4 fait référence au troisième objectif général de l'ISSSS qui est La résilience socioéconomique au conflit des populations de la zone prioritaire.

Sa flexibilité organisationnelle, lui permet de travailler en synergie avec d'autres partenaires locaux œuvrant dans la zone c'est notamment le cas des ong MVC, CEDIER, UGEAFI, etc...

Dans le cadre du présent projet, Groupe Milima est disposé à travailler avec différentes organisation membre du consortium afin d'atteindre la cohésion sociale, et ce, d'autant plus que les actions de réinsertion et relance économique que GM envisage de mettre en œuvre à travers l'objectif 4 sont des principales impulsions pour arriver à la paix, à la stabilité et à la sécurité et par-dessus tout, à rétablir la cohésion sociale entre les jeunes (filles, garçons) en particulier et entre différentes communautés de la ZP en générale.

Ainsi, il sera difficile de saisir les opportunités dans les chaînes de valeur agricole, par exemple, si les questions foncières ne sont pas résolus adéquatement (car les femmes et jeunes n'ont pas d'accès à la terre). De la même manière, c'est difficile de développer les chaînes de valeur, d'entreprendre des AGR ou d'épargner lorsque la sécurité n'est pas suffisamment assurée. Pour ce faire, Groupe Milima travaillera en synergie avec les membres du consortium qui mettront en œuvre des actions sur les objectifs spécifique 1, 2, 3 et 5 pour arriver à éradiquer ces principales causes des conflits. Le mode



opérateur consistera en : réunions mensuelles sur terrain avec les équipes de tous les autres partenaires ; et réunions trimestrielles du comité technique de pilotage au niveau provincial.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

Le rayon d'action de Groupe Milima est les Moyens et hauts plateaux d'Uvira (plus spécifiquement dans le groupement de Bijombo (dans la chefferie de Bavira), groupement de Kigoma et celui de Lemera (dans la chefferie de Bafuliru).

Le choix de ce rayon d'action est justifié par le fait que: i) c'est la zone de prédilection de GM où il mène des actions à la satisfaction de la population, et ce, depuis plus de 20ans lui donnant ainsi une certaine crédibilité, ii) l'enclavement interne et externe qui fait que beaucoup des humanitaires n' y accède pas facilement, iii) les recommandations des consultants André Bouck et Alexandra B. à l'issue de leur mission d'évaluation des besoins de la zone qui ont aboutis au repositionnement stratégique de GM (réduction du rayon d'action et des domaines d'intervention).

Pour ce faire, dans le cadre du présent projet, Groupe Milima envisage mettre en œuvre ses actions dans: a) chefferie de Bafuliru, groupement de Kigoma ; b) chefferie de Bavira, groupement de Bijombo

4. ADEPAE

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Annee	Projet	Bailleur de fonds	Montant
2015	Programme Régionale « Paix au-delà des frontières »	OXFAM NOVIB	724 000\$
2015	Analyse du contexte socio sécuritaire des dynamiques transfrontalières entre le Burundi et l'est de la RDC (Uvira et Fizi)	Life&Peace/ DFID	140 000\$
2012-2015	Projet d'Appui aux activités de réponse aux problèmes liées à la cohabitation entre les rapatriements des réfugiés et les communautés locales dans le Territoire d'Uvira,	CDR/SIDA	462,000\$
2012-2015	Appui aux Activités de Transformation des Conflits Communautaires (éleveurs et agriculteurs dans les Territoires d'Uvira en Province du Sud Kivu,	CORDAID	397,000\$
	TOTAL		1 723 000\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

En RDC, ADEPAE travaille dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu et dispose de 41 employés. Mais, dans le cadre de ce projet 14 personnes seront disponibles dont 1 chef de projet, 1 coordinateur, 1 comptable, 1 DAF, 1 caissier, 4 animateurs, 2 superviseurs, 1 chargé des Programmes, 1 sentinelle et 1 nettoyeur (se).

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Pour ce projet, afin de maintenir les contacts avec les équipes déployées sur terrain, il sera important de prévoir une antenne dans les chefs-lieux de chaque site. ADEPAE compte disponibiliser son bureau de MIKENGE dans le haut plateau d'Itombwe, son bureau de Bijombo centre, son bureau de Uvira et Bukavu, deux imprimantes, trois ordinateurs, un véhicule de terrain, trois motos



2. *Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium.*

ADEPAE dispose d'une grande expertise dans la transformation des conflits et recherche, ainsi que son expérience de long-terme de la ZP. Sur base de son expertise et sa connaissance de la zone prioritaire, ADEPAE jouera un rôle essentiel en particulier pour ce qui est de la mise en œuvre des interventions sous le pilier de Dialogue démocratique, Gouvernance foncière en appui à IFDP mais aussi sur le pilier Restauration de l'autorité de l'Etat. Le pilier dialogue démocratique étant le sous-bassement pour l'atteinte des autres objectifs apportera des solutions pour la mise en œuvre des recommandations qui sortiront des autres piliers et qui seront réalisés avec les autres membres du consortium, en l'occurrence le pilier Genre et Relance socio-économique. Les modalités de collaboration seront les mêmes, telles qu'énoncées pour les autres partenaires ci-haut.

3. *Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.*

ADEPAE a une longue expérience dans les questions de transformation des conflits et dans la mise en œuvre des approches qui traitent des problèmes identitaires, fonciers, sécuritaires et du genre. Le tableau ci-dessous présente les différentes actions de l'organisation ADEPAE dans la zone et plus particulièrement la zone prioritaire 1.

N°	Localisation	Types Projets
1	Plaine de la Ruzizi	Préventions et transformation des conflits sur la gestion de la transhumance et la gouvernance (CORDAID, UE).
		Projet de renforcement des capacités communautaires en gestion des conflits et promotion de la Paix à l'Est de la RDC, Territoires de Fizi et Uvira (LPI, UE,)
		Appui aux activités de réponse aux problèmes liés au rapatriement des réfugiés dans les Territoires de Fizi et Uvira. Avec l'appui financier du Conseil Danois pour les Réfugiés (RDC)
2	Moyens Plateaux d'Uvira	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche-action participative (LPI, Cordaid) • Dialogue intercommunautaire (LPI, Cordaid)
	Hauts Plateaux d'Uvira : Bijombo centre, Chanzovu, Irango, Masango, Muranvia, Kikozi, Kitoga, Marungu, Kitembe	<ul style="list-style-type: none"> • Préventions et transformation des conflits sur la gestion de la transhumance (LPI, Cordaid) • Défense des droits des femmes • Dialogue intercommunautaire à Bijombo (Cordaid, UE)
4	Itombwe : Mikenge, Marunde, Kalingi, Kipupu, Tulambo, Makutano, Malanda, Ilundu et Bilalombili, Magunda	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place et accompagnement du CCI et ADDF

5. *APDIK*

1. *Capacités organisationnelles et managériales :*

i. *Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.*

APDIK est une organisation paysanne qui encadre 32 coopératives de paysans agri-éleveurs dans différentes filières agricoles.

Elle dispose des organes de gestion de l'organisation (A.G, C.A, C.C et S. E.), actifs et solide, expérimentés dans le développement rural et développement de chaînes de valeurs agro-pastorales. Elle est membre de la Fédération des organisations des producteurs agricoles du Congo au Sud- Kivu (FOPAC/SK).

Le budget consolidé annuel d'APDIK varie entre 600 000\$ et 700 000\$. Les Principaux donateurs d'APDIK : NED, Oxfam Novib, SFCG, IFAD, WWF, CORDAID, et AGRITERRA.



ii. *Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.*

Le staff APDIK est composé de 32 agents. Dans ce programme APDIK va recruter 10 personnes dont 1 Chargé de ce programme, 2 superviseurs, 1 assistant comptable de ce programme, 1 vétérinaire, 1 agronomes et 4 sentinelles.

iii. *Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)*

APDIK a un bureau de présentation à Bukavu et des Bureaux relais : d'Uvira, Minembwe centre et Mikenge (Itombwe).

Il dispose des véhicules et Motos : 2 Jeep land cruiser, 2 Motos AG100 dans la Plaine Ruzizi, 2 Motos AG100 hauts plateaux d'Itombwe. APDIK gère aussi une radio communautaire a Minembwe qui diffuse quotidiennement des informations sur un rayon couvrant tous les Hauts Plateaux d'Uvira Mwenga et Fizi. Actuellement la radio utilise un émetteur de 300 watts réglé à 220 watts sur un pylône de 12 mètres. APDIK dispose déjà d'un émetteur de 1000 watts avec tous ces accessoires et d'un pylône de 45 mètres. Le projet fournira les panneaux solaires pour faire fonctionner l'émetteur de 1000 watts dans le but de couvrir toute la zone prioritaire du projet jusqu'à Bukavu.

2. *Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium*

Dans la mise en œuvre de ce programme, APDIK apportera son expertise expérimentée dans les piliers 4 et 5. Grace à la Radio Tungane APDIK contribuera de manière transversale a toutes les activités de plaidoyer et de couverture médiatique du projet et sous appui technique et accompagnement d'Alert fournira une contribution significative à la stratégie de Communication, Plaidoyer et Mobilisation Sociale.

L'organisation APDIK a accumulé une expérience dans le passé, dans les deux thématiques qu'elle cherche à aborder dans ce projet. L'expérience a été accumulée dans le domaine de la résolution des conflits, le genre, la résilience socioéconomique sous forme d'organisation des mouvements coopératif et de promotion de l'entrepreneuriat rural. Le domaine de la sensibilisation de masse et de communication, ont aussi été abordés dans le cadre des programmes médias. Le modus opératoire de coordination pratique avec les autres membres du consortium suit les étapes et mécanismes déjà décrits ci-haut pour les autres partenaires.

3. *Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification*

La zone géographique couverte par APDIK s'étend sur 3 territoires de la province du Sud Kivu, dont le territoire d'Uvira (Plaine de la Ruzizi), Fizi et Mwenga. Dans le cadre de ce projet, l'organisation, s'est positionnée dans des sites sur lesquels elle a accumulé de l'expérience, et dont elle possède un certain nombre d'avantages compétitifs liés à sa longue présence dans ces sites. Sur ce, un certain nombre des zones prioritaires ont été choisies sur base de certains critères de choix. Les différentes zones ciblées par l'objectif spécifique ont été choisi en fonction de la persistance de certaines dynamiques de conflit intercommunautaire, de leurs besoins en résilience socioéconomique, fortes inégalités sociales mais aussi en fonction de la connaissance des sites, émanant de l'expérience de l'organisation dans les milieux. APDIK travaillera dans la Plaine de la Ruzizi sous l'objectif 4 en collaboration avec CARITAS et dans le secteur d'Itombwe en collaboration avec SOFAD sous l'objectif 5.

6. IFDP

1. *Capacités organisationnelles et managériales :*

i. *Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.*

L'IFDP a mobilisé au cours de l'année 2015 un financement à hauteur de 330 000 dollars américains auprès des bailleurs de fonds suivants : La Coopération Suisse, Union Internationale pour la



Conservation de la nature (Pays Bas), Rainforest Foundation Norway, CORDAID, Search for Common Ground et Women for Women International

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

L'IFDP dispose de 19 agents et cadres qui possèdent des compétences variées par rapport aux actions à mener dans la zone du projet. Leur expertise/connaissance des thématiques à traiter sera mise à profit pour le compte du projet. En plus, une équipe de 18 formateurs sera mise à profit pour assurer les formations en sociothérapie tout au long du projet. Le projet va recruter localement 18 techniciens parmi les jeunes universitaires sans emploi et 18 superviseurs de terrain. Ce qui portera le nombre d'employés à 73 staffs.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Sur le plan matériel, l'IFDP loue un bureau annuellement et espère que le projet va contribuer à ce loyer en 2017 et en 2018. Elle possède 2 jeeps propres à elle en bonne état et une connexion internet. L'IFDP dispose des outils qu'elle a développé dans le cadre de différentes approches qu'elle compte également apporter pour ce projet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

L'innovation et formation pour le développement et la paix (IFDP) est une organisation non gouvernementale de droit congolais qui travaille dans la province du Sud-Kivu depuis 2002. Elle a une forte expérience de plus de 13 ans dans les domaines foncier, minier et ressources naturelles, environnemental et gouvernance locale /décentralisation. Elle agit à travers 4 approches à savoir : la sociothérapie, le modèle de gestion foncière décentralisée à base coutumière, l'agriculture pour la paix (AGRIPAX) et le contrat village vert.

Par rapport à la collaboration avec d'autres membres du consortium, l'IFDP partagera ses expériences et réflexions sur la problématique foncière en général et le processus de réforme foncière en particulier avec les organisations membres du consortium comme. Elle compte élargir ces échanges en partageant des outils, différents rapports/informations mais aussi en les impliquant dans le plaidoyer commun pour obtenir le cadre juridique intérimaire au niveau provincial ainsi que l'accélération du processus de la réforme foncière encours en RDC. Le modus opératoire de coordination pratique avec les autres membres du consortium suit les étapes et mécanismes déjà décrits ci-haut pour les autres partenaires.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

Bien que l'IFDP n'a pas actuellement de projet encours dans la zone, elle a eu néanmoins à y mener entre 2010 et 2015 quelques actions importantes notamment : le renforcement des capacités en sociothérapie de quelques organisations opérant dans les territoires d'Uvira et de Fizi (FEDICONGO, AVVDH, SAP, etc.) et la réalisation de deux études dont l'une avait porté sur la problématique foncière dans la plaine de la Ruzizi au compte de IFDC et l'autre sur les droits fonciers des peuples autochtones pygmées.

En vue de renforcer le suivi de proximité et faciliter la communication, l'IFDP compte mettre en place des points focaux par Groupement ciblé soit en recourant à ceux déjà existant dans la zone à travers les membres du consortium ou soit en établir des nouveaux le cas échéant.



7. SVH

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Année	Projet	Bailleurs	Montant
2015	Projet de plaidoyer pour renforcer le processus d'intégration locale des réfugiés Burundais dans les Territoires de Fizi, Uvira et Mwenga au Sud-Kivu	Conseil Danois pour les Réfugiés	133 215,96
	Projet TUIJENGE PAMOJA (Renforcement de la cohésion sociale, de la culture de la paix et de lutte contre les violences basées sur le genre) dans les Territoires de Fizi, Uvira et Mwenga	EIREN Grands Lacs	94 991,37
	Projet de plaidoyer pour accès des réfugiés Burundais à la propriété foncière et de recherche sur les conditions socio sécuritaires des réfugiés Rwandais dans les territoires de Fizi, Uvira et Kalehe	Conseil Danois pour les Réfugiés	63 684,96
	Total		291 892,29\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

SVH possède un personnel composé de 7 staffs et prévoit recruter 6 autres staffs dans le cadre de ce projet.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

SVH dispose d'un bureau de travail bien équipé à Baraka, 04 motos YAMAHA AG 100 et d'un véhicule Land Cruiser, des mobiliers, des ordinateurs, des imprimantes, d'un groupe électrogène.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

Depuis 2005 SVH est membre de sous cluster protection et actuellement est lead de la sous-commission paix-transformation des conflits et dialogue intercommunautaire dans le territoire de Fizi. Avec une longue expérience de travail avec les membres des communautés de territoire de Fizi, Uvira et Mwenga sans discrimination, SVH apportera son expertise dans le domaine du dialogue démocratique et de la gouvernance sécuritaire. Dans une synergie avec UGEAFI nous avons réussi à amorcer des rencontres de dialogue ouvert à Fizi centre, à Minembwe et à Itombwe en collaboration avec les autorités, les leaders communautaires, les jeunes, les femmes et les organisations de la société civile.

SVH en collaboration avec Human Rights Watch HRW, Amnesty International AI, Centre International pour la Justice Transitionnelle ICTJ, le Bureau Conjoint de Nations Unies aux droits de l'Homme BCNUDH, Protection Internationale PI, les organisations de la société civile ; travaille dans les mécanismes de monitoring de la situation des droits de l'homme au Sud-Kivu : Collecte et documentation des données sur le terrain, établit les tendances d'abus et violations des droits de l'homme avec des rapports confidentiels qui concourent aux efforts de plaidoyer relatif à la réforme du secteur de sécurité en RDC, à la protection des civils, à la lutte contre l'impunité. SVH travaillera en étroite collaboration avec ADEPAE/SOFAD/RIO pour échanger sur les bonnes pratiques et leçons apprises dans le cadre des objectifs 1/3/5. Le modus opératoire de coordination pratique avec les autres membres du consortium suit les étapes et mécanismes déjà décrits ci-haut pour les autres partenaires.



3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

Secteur d'Itombwe dans les groupements BASIMUKINJI et BASIMUNYAKA, qui se caractérise pour son enclavement, désintéressement des acteurs humanitaires vue les difficultés logistiques et sécuritaires d'opérer dans cette zone et la présence pluriannuelle de SVH dans la zone ciblée.

IV.8. RIO

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

N°	Période	Nom du projet	Bailleur	Montant
1	2015-2016	- Programme régional au développement et la paix : phase de la consolidation et de capitalisation pour le Centre Régional de Paix ; - Projet d'Accompagnement et Encadrement des populations en éducation civique et électorale en RDC ; - Projet d'Accompagnement des étudiants ; - Projet Service Civil pour la Paix Projet de Construction d'un Centre Régional de formation en transformation des conflits	Pain Pour Le Monde	775 779,19\$
2	2015	Programme régional Dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands-Lacs.	Interpeace	391 923,00\$
3	2015	Femme Paix et Sécurité/ MAMA ANAWEZA	Heartland International	13 000,00\$
4	2015-2016	Projet de recherche sur les femmes et l'exploitation artisanale en Afrique Centrale : Défis et possibilité d'autonomisation	PAC Canada	337 12,84\$
5	2015 - 2016	Projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix	FSRDC	311 443,00\$
6	2015	Recettes locales et Centre Régional de Paix	CRP et RELO	85 960,63
			TOTAL	911 818,63\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

Le staff du RIO est constitué de 33 personnes dont 9 femmes qui occupent des postes stratégiques au sein de l'organisation. Il est compétent et spécialisé dans différents domaines dont le Droit, les Sciences sociales et de développement. Une unité de suivi et évaluation des activités et des résultats opérationnels au sein du RIO, est chargée de rassurer de la durabilité et la pérennisation des actions au niveau de la base. Enfin, du personnel expert capable d'assurer des consultations internes et externes. C'est un atout disponible pour l'opérationnalisation rationnelle, la pertinence et l'efficacité dans la mise en œuvre de ce projet. RIO mobilisera si nécessaire un staff supplémentaire selon les besoins et les postes à pourvoir.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Le RIO dispose d'un charroi automobile composé de 5 Véhicules Lands Cruisers 4x4 en bon état pour les activités de terrain, deux motos Yamaha, 35 ordinateurs, 9 imprimantes photocopieuses ordinaires, 2 imprimantes photocopieuses professionnelles, des tableaux Zop, 4 appareils photos professionnels, 2 Camera professionnel, qui peuvent faciliter la mise en œuvre et l'exécution efficiente des activités de ce projet. Il dispose en plus d'un Bureau adéquat et capable de rendre le service dans le cadre : des salles des formations, des réunions, des grandes manifestations, des



conférences et des spectacles, 11 chambres à standing moderne, un réfectoire moderne et un parking de plus au moins 20 véhicules. En outre, il dispose d'une cellule de communication et des outils professionnels (Vidéo projecteur, Ordinateurs, mixeurs, baffles, microphones) dans l'animation active et participative des acteurs en vue de s'approprier des résultats escomptés ainsi que pour assurer le rapportage audio-visuel

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

Les objectifs sur lesquels le RIO focalise ses interventions sont la consolidation de la paix et la bonne gouvernance dans la région de Grands Lacs en général et au Sud Kivu en particulier. Le RIO en tant qu'acteur de la promotion de la culture de la paix misera sur l'approche participative de tous les acteurs dans tout le processus. Comme la ZP couvre un caractère spécifique par rapport aux conflits et leurs conséquences sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique, la collaboration des acteurs de tous les piliers s'avère importante. Ainsi, le RIO, International Alert ainsi que tous les membres du consortium mettra en place une coordination ou un cadre d'échange d'expérience, des leçons en termes des facteurs connecteurs et des défis en termes des facteurs diviseurs afin de réajuster nos stratégies d'intervention pour des solutions appropriées. Un cadre propice pour assurer l'évaluation du processus et l'appropriation de la dynamique ainsi que la coordination et la complémentarité entre les différents piliers sera assuré par le groupe consultatif qui impliquera toutes les parties prenantes (MONUSCO, STAREC, Autorités politico-administratives et Société Civile et les membres des communautés).

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

Le RIO intervient dans la ZP (territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga) il y a plus d'une décennie. Ses actions cadrent avec ses domaines d'interventions (La Transformation des Conflits, Education à la paix, Bonne gouvernance et Développement organisationnel). Ses interventions lui ont permis de nouer des relations et collaborations avec les communautés locales et les autorités politico-administratives et coutumières, en ce qu'elles sont toutes impliquées dans la mise en œuvre des actions du RIO. Le RIO détient une expérience avérée par rapport à la dynamique des conflits récurrents dans les territoires de Fizi et d'Uvira du fait d'y avoir mené une recherche avec ADEPAE, accompagné par Life And Peace Institute qui a abouti à réunir les acteurs locaux, provinciaux, nationaux et sous régionaux en 2010 où ils se sont parlés et ont mis en place des structures communautaires de transformation des conflits, intitulé « Cadre de Concertation Intercommunautaire » installés à Bukavu, Uvira, Baraka et Minembwe. Le RIO accompagne plusieurs autres structures de paix (Club des paix des Jeunes à Uvira, Kiliba, Sange, Mutarule, Baraka, Bibokoboko, les Clubs de paix et des coalitions de femmes à Lemera, Bwegera, Mutarule, Sange, Kiliba, Uvira, Baraka, Bibokoboko, et des Centres d'alphabétisation en vue de relever le niveau de connaissance qui conduit au relèvement de l'autonomisation, du pouvoir et le leadership féminin afin de leur faciliter la participation active à la gestion de la chose publique).

9. SOFAD

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Période	Nom du projet	Bailleurs	Montant
2015	Projet «Tushiriki Wote - Consolidation de la paix à travers le renforcement économique et la participation des femmes»	International Alert/ SIDA	100 000\$
2015	Projet «AFIA BORA - Appui à la participation des femmes et hommes à la prévention des violences sexuelles basées sur le Genre par la promotion de la masculinité	Kvinna till Kvinna	30 000\$



	positive-		
2015	Projet de recherche sur la gestion foncière et son impact sur la sécurité de la femme en territoire d'UVIRA	LPI et Kvinna till Kvinna	86.000\$
2015	Projet sur la vulgarisation de l'accord cadre d'Abbis Abeba	Global	35.000\$
2015	Appui institutionnel pour le plaidoyer sur le VBSG	Women for Women International	5.400\$
		TOTAL	256 400\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

La SOFAD asbl a une équipe pluridisciplinaire qui est renforcé par les consultants et les bénévoles. 2 juristes, 2 sociologues, 2 historiens, 1 philosophe, 2 journalistes, 2 économistes, 3 chercheurs, 2 pédagogues, 1 médecin et 2 techniciens en développement.

Dans le cadre du projet il est envisagé de recruter un superviseur de recherche, 2 chercheurs, 2 consultants, un responsable chargé de l'administration qui viendront appuyer le chargé de programme.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

SOFAD possède une jeep Land Cruiser, un bureau a Uvira avec connexion internet et des bureaux des représentations à travers certaines chefferies dans la ZP qui seront mis à contribution du projet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

Dans le domaine de prévention des violences sexuelles et basées sur les genres la SOFAD a déjà plusieurs années d'expériences dans la zone en acquérant une notoriété au sein des communautés dans la ZP et s'appuiera sur sa structure existante dont plusieurs leaders communautaires et personnes clés qui apporteront à grande échelle leurs contributions. Notre expertise sera aussi partagée avec les autres membres du consortium par une participation active dans certaine de leur intervention en y apportant notre expérience aussi dans le dialogue qui doit tenir compte de la représentativité du genre. Les partenaires locaux (MONUSCO, ONG locales, ONG Internationales) seront également mis en contribution. L'objectif étant de les informer sur la mise en œuvre du projet mais, surtout de les amener à s'impliquer activement pour la réussite de ce projet.

Pour travailler en harmonie avec les communautés bénéficiaires et arriver à des résultats satisfaisants pour ce projet, la SOFAD compte travailler avec les facilitateurs communautaires issus des communautés concernées par le projet. SOFAD assurera que l'approche sensible au genre soit intégrée de manière transversale dans chaque pilier du projet Tujenge Pamoja. Les modalités de coordination et collaboration pratique avec les autres membres du consortium, sont les mêmes de celles reprises ci-haut pour les autres partenaires.

3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

SOFAD travaille avec les Clubs de paix en territoire d'Uvira, Fizi et Kabare Nord, en plus 50 noyaux de paix ont été installés et sont opérationnels ; leurs comités ont contribué à la documentation et à la dénonciation de cas de violation des droits humains, des violences sexuelles et la détention illégale des armes légères. Mais aussi dans tous les groupements nous disposons pour certain de club de paix et pour les autres de groupe de dialogue qui contribuent à travers leurs activités à influencer des aspects sociaux culturels pour la promotion des droits de la femme, l'égalité du genre et la cohésion sociale.



10. CARITAS

1. Capacités organisationnelles et managériales :

i. Financements mobilisés (pour l'année antérieure) et sources de financement.

Période	Nom du projet	Bailleurs	Montant
2015	Projet d'appui à la réintégration des ménages retournés au sein de leurs villages d'origine dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira	Gouvernement Allemand et Caritas Allemagne	979 972,50\$
2015	Projet d'amélioration des conditions socio-économiques et de la dignité des femmes twangaises et bongeteuses à Kamituga et Misisi, Caritas Uvira 2015.	Caritas Allemagne	86 250,00\$
2015	Projet de monitoring et protection multisectorielles dans les communautés isolées	UE et Caritas Espagne	264 500,00\$
2015	Projet de renforcement des capacités des organisations de la société civiles et les mécanismes de concertation avec les autorités locales dans les territoires du Diocèse d'Uvira et de Butembo Beni sur la pauvreté et le développement durable	UE et Caritas Espagne	78 034,00\$
2015	Renforcement de la production agricole par la réhabilitation des périmètres rizicole	KFW/Gopa	238 200,00\$
		TOTAL	1 646 956,50\$

ii. Ressources humaines existantes en RDC et qui seront mobilisées dans le cadre du projet + nombre de staff à recruter.

Le staff CARITAS est constitué de 70 employés dont 58 hommes et 12 femmes. Dans le cadre du projet, CARITAS compte recruter 11 nouveaux employés.

iii. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)

Caritas possède des ressources matérielles suivantes : des bureaux (1 bureau à Uvira et 2 sous-bureaux à Baraka et Mwenga), les équipements comme les ordinateurs, les imprimantes, les photocopieuses, les antennes de communication, 7 véhicules dont 3 camions, le mobilier, 18 motos, qui seront disponibles dans le cadre de ce projet.

2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique et modalités de collaboration avec les autres membres du consortium

Caritas Développement Uvira est dotée d'une expérience variée en matière de programmes et projets de retour, réintégration et relance économique, acquise dans le cadre de plusieurs actions réalisées en partenariat avec les Caritas sœurs du Nord et plus particulièrement la Caritas Allemagne, la Caritas Espagne, la Caritas France et avec l'appui financier de divers autres donateurs.

Hormis les réunions entre membres du consortium, il y aura une coordination mensuelle des équipes de terrain et une réunion trimestrielle stratégique avec les cadres des organisations partenaires au niveau provincial. Il y aura un échange d'expérience entre les différents acteurs et une réflexion partagée sur comment surmonter les obstacles liés à l'exécution des activités du projet. Au niveau du territoire, les staffs techniques de la Caritas participeront aux réunions du conseil de sécurité organisées par les autorités locales et à des réunions sectorielles des organisations qui interviennent dans le domaine de la stabilisation. Une participation effective dans les réunions d'inter-agence, groupes thématique, cluster protection sera assurée par les staffs du projet de la Caritas à Uvira comme dans les zones où le projet sera en train d'être mis en œuvre.



3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification

La Caritas Uvira va réaliser spécifiquement les activités dans deux chefferies à savoir la Plaine de la Ruzizi et la chefferie de Bavira dans les groupements ci-après : Luberizi et Kabunambo et Uvira Centre.

Le choix de ces groupements et localités est dicté par les critères d'accessibilité physique aux sites et conditions de sécurité optimales ainsi que celui de la vulnérabilité et durabilité dans l'accès à la sécurité alimentaire, les dynamiques de conflit et les possibilités de relance économique.

La zone présente un conflit foncier qui limite et empêche l'accès à la terre et entrave la cohésion sociale et le retour à certains ménages déplacés ; mais aussi c'est une zone dite « zone de retour » ou de réinstallation avec manque ou insuffisance des infrastructures sociales de base (marchés, points d'eau, etc.).



V. Gestion et coordination

a) Gestion et coordination du projet

Cette section décrit la structure de supervision ou le mécanisme de responsabilité assurant une mise en œuvre efficace du projet et l'atteinte des résultats visés. Il est attendu des consortiums qu'ils jouent un rôle moteur dans la coordination des interventions I4S/STAREC dans la ZP, qu'elles soient financées par le FCS ou par d'autres canaux de financement.

1. *Présentation succincte des modalités de coordination et collaboration avec les partenaires de mise en œuvre (coordination interne) y compris un organigramme illustrant la structure du consortium (maximum 2 pages).*

La coordination du projet et le renforcement de la collaboration avec les partenaires sera un aspect clé dans la mise en œuvre de l'intervention. Alert et ses partenaires membres du Consortium mettront en place une unité et équipe capable, solide et efficace pour assurer une bonne coordination et gestion du projet. Un (e) coordonnateur du projet sera recruté pour assurer le leadership dans la gestion. Elle/Il sera basé à Bukavu avec des déplacements important dans la zone d'action du projet (70% de son temps).

Sous le leadership, la supervision et le coaching de la Directrice Programmes, le/a Coordonnateur/Coordinatrice bénéficiera de trois chargés de projet, dont un basé à Bukavu et les autres basés à Uvira, et sera appuyé techniquement par l'équipe en charge du Suivi – Evaluation et Apprentissage, l'équipe d'Appui au Programme (Finance et Administration) d'Alert. L'équipe de leadership Pays d'Alert et les Représentants des organisations partenaires veilleront à l'accompagnement régulier de l'équipe du projet sur tous les aspects.

A l'interne, une Mémoire d'Entente (MoU) sera signée avec les membres du Consortium et précisera les rôles et responsabilités de chaque partie. Alert International assurera le rôle de Lead et Coordination du Consortium tandis que les 9 organisations suivantes prendront le rôle de mise en œuvre. Il s'agit des organisations : CARITAS, Action pour le Développement et la Paix Endogène (ADEPAE), Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains (SOFAD), Réseau d'Innovation Organisationnel (RIO), Association Paysanne pour le Développement Intégré au Sud-Kivu (APDIK), Unions des Groupes d'Etudes et d'Actions pour le Développement de Fizi-Itombwe (UGEAFI), Groupe Milima (GM), Innovation et Formation pour le Développement et la Paix (IFDP), Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH).

Pour se rassurer de la bonne coordination afin d'éviter le chevauchement, une répartition de la zone d'intervention et des objectifs spécifiques a été faite au sein du Consortium. La répartition a tenu compte de l'expertise et expérience de chaque organisation dans chaque thématique et localité.

<i>Chefferie</i>	<i>Groupement</i>	<i>Pilier</i>	<i>Organisation</i>
<i>Plaine</i>	<i>Kabunambo</i>	<i>#1</i>	<i>ADEPAE/RIO</i>
		<i>#2</i>	<i>IFDP</i>
		<i>#3</i>	<i>ADEPAE/RIO (SOFAD)</i>
		<i>#4</i>	<i>APIDIK/CARITAS</i>
		<i>#5</i>	<i>SOFAD</i>
	<i>Luberizi</i>	<i>#1</i>	<i>ADEPAE/RIO</i>
		<i>#2</i>	<i>IFDP</i>
		<i>#3</i>	<i>ADEPAE/RIO (SOFAD)</i>
		<i>#4</i>	<i>APIDIK/CARITAS</i>
		<i>#5</i>	<i>SOFAD</i>
	<i>Kakamba</i>	<i>#1</i>	<i>ADEPAE/RIO</i>
		<i>#2</i>	<i>IFDP</i>
		<i>#3</i>	<i>ADEPAE/RIO (SOFAD)</i>
		<i>#4</i>	<i>APIDIK/CARITAS</i>



		#5	SOFAD
<i>Bavira</i>	<i>Bijombo</i>	#1	ADEPAE/RIO
		#2	IFDP
		#3	ADEPAE/RIO (SOFAD)
		#4	Groupe Milima
		#5	SOFAD
	<i>Uvira Centre</i>	#1	SOFAD (ADEPAE/RIO)
		#2	IFDP
		#3	SOFAD (ADEPAE/RIO)
		#4	CARITAS
		#5	SOFAD
<i>Bifulero</i>	<i>Kigoma</i>	#1	ADEPAE/RIO
		#2	IFDP
		#3	ADEPAE/RIO (SOFAD)
		#4	Groupe Milima
		#5	SOFAD
	<i>Lemera</i>	#1	ADEPAE/RIO
		#2	IFDP
		#3	ADEPAE/RIO (SOFAD)
		#4	UGEAFI
		#5	SOFAD
<i>Itombwe</i>	<i>Basmukinji</i>	#1	SVH
		#2	IFDP
		#3	SVH
		#4	UGEAFI
		#5	SOFAD (APIDIK)
	<i>Basimuniaka</i>	#1	SVH
		#2	IFDP
		#3	SVH
		#4	UGEAFI
		#5	SOFAD (APIDIK)

L'organigramme ci-dessous du Consortium a été élaboré pour faciliter la coordination et la collaboration à l'interne. Il guidera les relations, rôles et responsabilités entre les partenaires membres du Consortium.

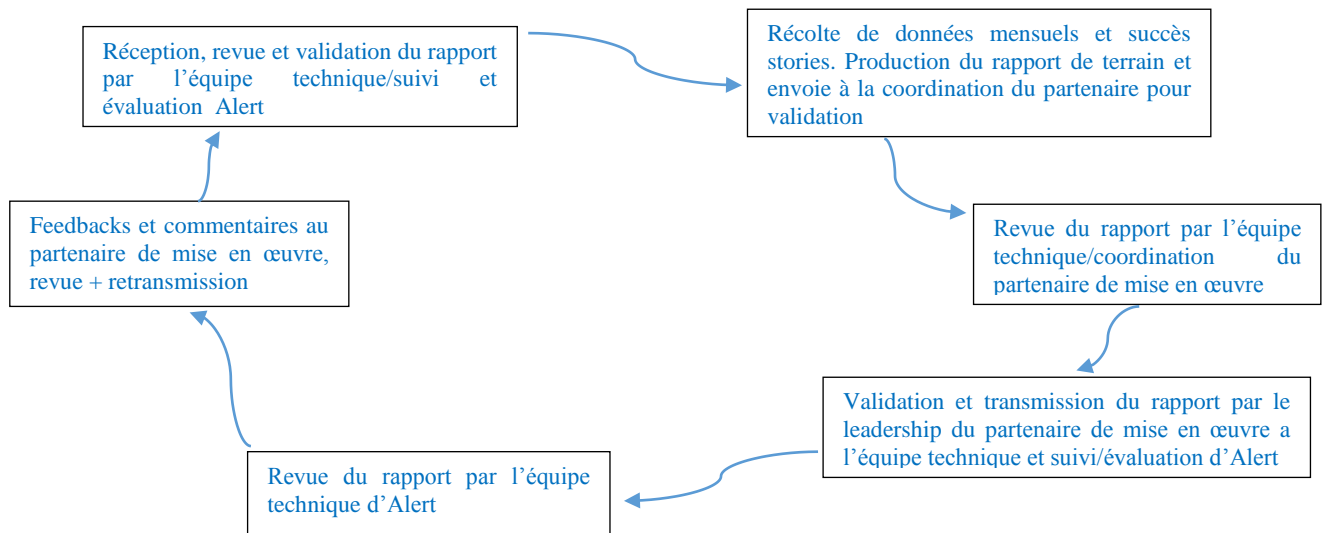


Alert va jouer le rôle de lead du Consortium. Par le biais du Coordonnateur/trice du projet, une réunion de coordination sera organisée mensuellement à Uvira et impliquera les coordonnateurs de chaque organisation, pour se rassurer de la bonne démarche des activités. Des ateliers techniques de planification et rapportage seront organisés sur une base mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle. Pour assurer un bon leadership du projet, une rencontre trimestrielle des leaders de chaque organisation membre du Consortium sera organisée. L'équipe de coordination du projet aura l'occasion de présenter l'état d'avancement des activités, les succès, les leçons apprises ainsi que les défis. Le leadership du Consortium s'engagera à soutenir le projet en prenant des décisions stratégiques. Le comité de pilotage



au niveau provincial se réunira trimestriellement aussi dans le cadre du groupe consultatif et présentera les avancées, les défis et les stratégies du projet aux autorités provinciales, au STAREC/UAS.

Un circuit de rapportage sera conçu, validé et partagé pour l'ensemble des membres du Consortium. L'organigramme de rapportage évitera le retard et la confusion dans la transmission des rapports mais surtout permettra l'utilisation de données fiables.



2. Présentation de la stratégie de coordination 1) avec les sections de la MONUSCO

Alert est un partenaire clé de l'ISSSS et participe à des ateliers de coordination avec la MONUSCO, STAREC, les agences de l'ONU et d'autres ONG locales et internationales afin de soutenir la mise en œuvre effective de la stratégie de stabilisation. Ce projet répond aux objectifs de la stratégie de stabilisation aussi bien que les objectifs du Plan Provincial de stabilisation (et son plan d'action) pour le Sud-Kivu. Alert et ses partenaires travaillent en collaboration avec les autorités gouvernementales de la province et associent régulièrement les autorités aux activités des projets. Pour ce projet également, l'engagement du Gouvernement (provincial et national) relève d'une grande priorité et les autorités locales, provinciales et nationales seront invitées aux activités qui les concernent. Alert et ses partenaires comptent sur les 'bonnes offices' de la MONUSCO, du gouvernement provincial et du STAREC, pour obtenir leur assistance si des blocages se font ressentir dans la mise en œuvre du projet. L'UAS sera le point focal principal pour le projet au sein de la MONUSCO, mais une collaboration étroite sera aussi établie avec la section DDR, les affaires civiles, l'UNPOL et la section genre, concernant respectivement le processus de démobilisation, désarmement et réintégration, le renforcement des capacités des acteurs de la sécurité dans la ZP et l'harmonisation de la stratégie d'appui aux comités locaux de sécurité et les aspects genre du projet. Des réunions de partage de leçons apprises sont également prévu avec toutes les sections pertinentes de la MONUSCO (, affaires politiques, section genre, DDR, UAS), où des liens de collaboration seront exploré. STAREC et le Ministère du Plan de la province (ainsi qu'UAS) participent au comité technique de stabilisation et Alert viendra régulièrement leur faire rapport sur l'évolution du projet et soulèvera toute question nécessitant un appui politique de leur part. Le consortium sous le lead d'Alert renforcera la coordination du projet avec MONUSCO. Les sections substantives de la MONUSCO seront invitées à prendre part entière dans toutes les étapes de l'intervention et pendant toute la période d'exécution du Projet. Le consortium à travers la communication d'Alert impliquera la MONUSCO dans le lancement officiel du projet sous le haut patronage du Gouvernement. Les différentes sections de la MONUSCO seront invitées et participeront dans certaines activités de planification et formation, que cela soit sur des thèmes de commun intérêt ou pour une planification conjointe. UAS servira de point focal pour cette coordination. Les résultats des recherches menées seront présentés aux sections de la MONUSCO, et un échange d'analyse sociopolitique sera encouragé autant que possible.

Les données de l'étude de base seront enfin rapportées et partagées avec les parties prenantes au projet, dont le Groupe Consultatif, l'UAS, le STAREC, le « Peacebuilding Fund » et les autres



intervenants. Des indicateurs de stabilisation seront déterminés et validés en collaboration avec l'équipe S&E de l'UAS. En plus, des « Everyday Peace Indicators » seront collectés auprès des bénéficiaires et feront l'objet de collecte au début, à mi-parcours et à la fin du projet et serviront à informer la stratégie de l'UAS/STAREC dans le cadre de la stabilisation.

et 2) avec les autres projets de stabilisation (financés par le FCS ou alignés) mis en œuvre dans la zone prioritaire. (maximum 2 pages).

Le Consortium formé d'Alert et ses 9 organisations locales partenaires mettra en œuvre le projet en coordination avec les autres projets de stabilisation en cours d'exécution ou en démarrage qui sont financés par le FCS ou alignés à la stratégie de stabilisation de la zone prioritaire.

Une (i) identification/mapping des acteurs intervenants dans le domaine de la stabilisation et consolidation de la paix dans la zone prioritaire du projet a été menée par le consortium et sera remise à jour durant la phase de démarrage du projet. Cette étape a permis de connaître les intervenants dans les différents domaines, leurs projets et la nature des activités, la durée de vie de ces projets, les localités d'intervention, les groupes bénéficiaires et groupes cibles ainsi que leurs bailleurs. Alert et ses partenaires entretiendront une étroite collaboration et synergie avec ces intervenants formés pour la plupart des ONGs locales, les ONGIs comme Search For Common Ground et IRC (avec qui nous avons des étroits liens), les Agences Onusiennes comme UN habitat et IOM.

Le consortium s'appuiera sur l'expérience et les initiatives menées par ces partenaires stratégiques (notamment IOM et Search for Common Ground dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité) pour maximiser l'impact de son action et l'utilisation des ressources disponibles.

Le ST assurera la coordination avec les autres intervenants dans la stabilisation, notamment IRC/SFCG/ZOA qui seront financés par l'Ambassade des Pays Bas pour la mise en œuvre d'un projet intégré dans la zone de Luberizi. Un repositionnement géographique de certaines activités prévues par le projet dans la zone de Luberizi est envisageable et sera décidé de manière concertée.

Une participation ponctuelle dans le comité de pilotage du projet par les organisations mettant en œuvre ces projets sera une stratégie qui sera adoptée par le Consortium. Alert se rassurera que ces organisations soient représentées et participent dans les réunions périodiques du comité de pilotage du projet. Le Consortium négociera aussi d'être associé dans les réunions d'apprentissage ou de plaidoyer organisés dans le cadre de leurs projets.

Des groupes de travail thématiques et ou journées d'échanges d'information seront organisés l'aide de l'UAS et en collaboration avec les autres intervenants dans la stabilisation. Ces occasions seront une opportunité pour que les exécutants de ces projets se reconnaissent et renforcent la collaboration, partage entre eux des informations (leçons apprises, succès, bonnes pratiques, défis) sur lesquels il faut capitaliser. Le Consortium Alert et ses partenaires plaidera pour que ces échanges s'organisent périodiquement et de manière rotative.

Alert et ses partenaires se rassureront que les autres intervenants participent dans toutes les étapes importantes du projet notamment : le lancement officiel des activités du projet et à tous les niveaux, la restitution des données et résultats des évaluations (étude de base et évaluation finale), les événements de signature des contrats sociaux entre les communautés, le processus de facilitation du dialogue démocratique, les actions et initiatives de plaidoyer et lobbying, l'élaboration de la stratégie de sortie du projet.

Un groupe consultatif au niveau provincial sera aussi mis en place et se réunira de manière trimestrielle pour discuter sur les avancés du projet, les blocages et réorienter la stratégie d'intervention. Le ST, le STAREC, le Ministère du plan, les points focaux des différents ministères concernées (genre, intérieur, foncier etc..) et les représentants des communautés des zones cibles participeront activement à ce GC. Un atelier de lancement officiel sera également organisé en collaboration avec le STAREC et l'UAS et une stratégie de communication concertée définie dès le début.

Le projet prévoit aussi un fonds de contingence « coordination » pour permettre des visites de suivi sur terrain du comité de pilotage qui sera mis en place pas le ST.



b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Les soumissionnaires doivent mener une analyse de risque approfondi pour prendre en compte tous les éléments qui pourraient empêcher le progrès vers les résultats attendus, sous forme d'une matrice de gestion de risque. L'objectif de cette analyse est d'identifier les risques (externes et internes) et leurs mesures de mitigation. Les soumissionnaires rempliront cette matrice de risques en prenant en compte le contexte au niveau local dans la zone prioritaire, ainsi que les dynamiques au niveau provincial, national et/ou régional. Veuillez identifier au moins cinq à dix risques (il est possible d'identifier plusieurs risques pour un seul résultat).

Il est attendu des organisations qu'elles utilisent le template proposé (voir [l'annexe 3](#)).

ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHESES ET DES STRATEGIES DE MITIGATION

Résultat attendu	Description et conséquences du risque associé au résultat	Probabilité (1 = très improbable, 5 = très probable)	Gravité (1 = faible, 5 = très grave)	Stratégie de mitigation
Objectifs généraux (ISSSS) 1) Renforcer la sécurité des femmes ; des jeunes filles, des jeunes hommes et des hommes dans la ZP « Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga 2) Renforcer la légitimité de l'Etat congolais et de ses institutions dans la ZP	Le conflit violent touche les zones ciblées et cause une augmentation dans le nombre de gens qui fuient la zone. Les opportunités à renforcer la résilience socioéconomique de la population peuvent être négativement affectées par une augmentation de l'instabilité dans la ZP.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> Alert reçoit des mises à jour régulières de l'arbre de sécurité des ONGs, d'UNDSS³⁰ et d'INSO³¹, et nous collectons aussi nos propres informations sécuritaires. Si ce risque dépasse un niveau tolérable, et la mise en œuvre du projet est affecté, Alert coordonnera avec SSU pour la suspension temporaire des activités localisées et affectées. Alert suivra très étroitement les changements dans le contexte sécuritaire et politique.
	Les retards dans l'organisation des	4	4	

³⁰ UNDSS: United Nations Department of Safety and Security

³¹ INSO: International NGO Safety Organization DRC, www.ngosafety.org



<p>3) Renforcer résilience socioéconomique au conflit des populations de la ZP</p>	<p>élections présidentielles peuvent affaiblir la confiance de la population dans la légitimité de l'Etat congolais et de ses institutions</p>			
<p><u>Objectif spécifique 1</u> : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre</p>	<p>Les hommes, les femmes et/ou les jeunes issus de différents groupes ethniques refusent de travailler ensemble et/ou avec les autorités locales dans la mise en œuvre de solution de paix.</p>	<p>2</p>	<p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le processus de dialogue va être un processus communautaire conduit par les membres de communautés, ceci permettra une bonne appropriation des solutions de paix concertées trouvées ; 2. Le projet sera expliqué en détail aux communautés et aux autorités avant le démarrage ; 3. Engager les communautés et les autorités dans la conception des activités. 4. Les résultats de la Recherche Action participative seront validés par les différentes parties prenantes avant de passer à la rédaction des cahiers charges ; 5. Des mini-dialogues seront organisés de manière séparée avec toutes les parties prenantes avant le dialogue.
<p>Résultat 1.1 : Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles</p>	<p>Les autorités traditionnelles et formelles ne s'engagent pas dans le développement des plans d'actions conjoints</p>	<p>3</p>	<p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer le projet en détail aux communautés et aux autorités depuis le début 2. Engager les autorités locales dans le processus de collecte de données d'avant dialogue ; 3. Déterminer et comprendre les intérêts, position et influence de chaque partie prenante en prendre compte. 4. Organiser des réunions séparées avec chaque partie avant des dialogues afin de préparer leurs cahiers de charge pour un dialogue constructif.



<p>Résultat 1.2 Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis</p>	<p>Les membres des communautés refusent de s'impliquer dans le processus de mise en place des mécanismes de résolution et ou les membres de certains groupes ethniques</p>	<p>3</p>	<p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer le projet en détail aux membres des communautés et des différents groupes ethniques en insistant sur l'importance de la représentativité ; 2. Engager les membres des différents groupes ethniques dans la conception des activités. 3. Utiliser la diplomatie et tous les canaux d'influence au niveau local pour engager les membres de différents groupes ethniques.
<p>Résultat 1.3 : Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation</p>	<p>Les acteurs du conflit ne s'engagent pas dans l'identification des solutions de paix collectives</p>	<p>4</p>	<p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer le projet en détail aux acteurs à tous les niveaux à partir du début du projet ; 2. Engager les acteurs et les autorités dans la conception des activités. 3. Déterminer et comprendre les intérêts, position et influence de chaque partie prenante. 4. Organiser des réunions séparées avec chaque partie avant des dialogues afin de préparer leurs cahiers de charge pour un dialogue constructif.



<p>Objectif spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)</p>	<p>Les autorités en charge du foncier refusent de participer au projet.</p> <p>Elles collaborent mais ne partagent pas d'information avec les autres membres de la communauté.</p> <p>Les changements du climat (par exemple changement dans la saison des pluies) exercent des pressions sur la capacité de résilience des communautés aux chocs externes et contribuent à une augmentation des conflits fonciers.</p>	<p>4</p> <p>4</p> <p>2</p>	<p>4</p> <p>3</p> <p>2</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer minutieusement les intentions du projet aux partenaires, aux communautés ainsi qu'aux autorités locales et toutes les parties prenantes ; 2. Impliquer la sous division du cadastre au niveau provincial afin de rendre plus fluide la communication au niveau local 3. Organiser des réunions séparées avec les autorités foncières avant les dialogues avec des autres membres de la communauté. 4. Analyser les risques/menaces du changement climatique dans les analyses de conflit et du contexte pour mieux comprendre les risques, les défis et comment les acteurs du conflit peuvent développer des solutions durables qui tiennent compte de ces changements.
<p>Résultat 2.1 : Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre</p>	<p>Les grands propriétaires de terres refusent de collaborer avec le projet ;</p> <p>Les autorités en charge du foncier refusent de participer au projet.</p>	<p>3</p> <p>4</p>	<p>3</p> <p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer minutieusement les intentions du projet aux partenaires, aux communautés, autorités locales ainsi qu'aux grands propriétaires de terre de la ZP et toutes les parties prenantes ; 2. Impliquer la sous division du cadastre au niveau provincial afin de rendre plus fluide la communication au niveau local
<p>Résultat 2.2 : La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les organismes compétents</p>	<p>Des changements dans le personnel au niveau des autorités et institutions foncières causent des retards dans le processus de développement et application d'un plan de gestion entre les communautés et l'État.</p>	<p>2</p>	<p>4</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager le personnel étatique sortant à inviter leurs successeurs aux réunions pour assurer une transition facile et une remise/reprise efficace. 2. Inviter les chefs aux réunions et les encourager à institutionnaliser les changements et les recommandations issues des dialogues et autres forums.



Résultat 2.3 Un cadre réglementaire du foncier est développé	<p>Les autorités en charge du foncier refusent de participer au projet.</p> <p>Des changements dans le personnel au niveau des autorités et institutions foncières causent des retards dans le processus de développement et application d'un plan de gestion entre les communautés et l'État.</p>	4 2	4 4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expliquer minutieusement les intentions du projet aux partenaires, aux communautés, autorités locales ainsi qu'aux grands propriétaires de terre de la ZP et toutes les parties prenantes ; 2. Impliquer la sous division du cadastre au niveau provincial afin de rendre plus fluide la communication au niveau local 3. Encourager le personnel étatique sortant à inviter leurs successeurs aux réunions pour assurer une transition facile et une remise/reprise efficace. 4. Inviter les chefs aux réunions et les encourager à institutionnaliser les changements et les recommandations issues des dialogues et autres forums.
<u>Objectif spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée</u>	<p>Des changements à répétition des autorités en charge de la sécurité dans les zones du projet</p> <p>Changement du contexte sécuritaire ou apparition des conflits violents dans la ZP</p>	4 4	3 4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager les autorités militaires ou policières sortant à inviter leurs successeurs aux réunions pour assurer une transition facile et une remise/reprise efficace. 2. Inviter les chefs aux réunions et les encourager à institutionnaliser les changements et les recommandations issues des différentes assises. 3. Plaidoyer au niveau provincial sur l'évolution du contexte sécuritaire dans ZP
Résultat 3.1 : Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité	Les tensions électorales minent la confiance des communautés envers les autorités et ses institutions.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre très étroitement les changements dans le contexte sécuritaire et politique. 2. Organiser des réunions séparées pour les leaders des communautés et les représentants des forces



				<p>sécurités avant que les tensions puissent se déclencher.</p> <p>3. Si la mise en œuvre du projet est affectée, Alert coordonnera avec SSU pour la suspension temporaire des activités affectées.</p>
<p>Résultat 3.2 : Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaire et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre</p>	<p>Les individus les plus influent parmi les autorités politico-administratives, territoriales, provinciales et nationales et le commandement de la PNC qui pourraient soutenir et appuyer les changements souhaite dans la ZP sont trop occupés avec les changements dans le contexte et les tensions électorales pour participer activement dans le projet et s'engager véritablement.</p>	3	3	<p>1. Suivre très étroitement les changements dans le contexte sécuritaire et politique et analyser l'impact sur les activités du projet.</p> <p>2. Expliquer minutieusement les intentions du projet aux autorités et sécuriser leurs soutiens pour le projet dès le début.</p> <p>3. Impliquer les autorités dans la mise en œuvre des activités.</p>
<p>Résultat 3.3 : Les groupes armés sont sensibilisés</p>	<p>Les chefs des groupes armés refusent de collaborer avec le projet</p>	4	4	<p>1. Expliquer minutieusement les intentions du projet aux groupes armés de la ZP depuis le début du projet ;</p>
	<p>Le contexte sécuritaire ne permet pas aux équipes du projet d'atteindre les groupes armés</p>	4	4	<p>2. Utiliser les medias locaux pour sensibiliser les groupes armés ;</p>
<p><u>Objectif spécifique 4</u> : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée</p>	<p>Beaucoup des jeunes ciblées quittent la région à cause des conflits ou à la recherche du travail dans les centres urbains de la sous-région.</p>	2	2	<p>1. Suivre les changements dans le contexte concernant les groupes cibles et leurs besoins</p> <p>2. Si la mise en œuvre du projet est affectée, Alert coordonnera avec SSU pour la revoir la stratégie d'intervention.</p>



Résultat 4.1 : Réinsertion économique des jeunes à risques assuré	Beaucoup des jeunes ciblées quittent la région à cause des conflits ou à la recherche du travail dans les centres urbains de la sous-région	2	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre les changements dans le contexte concernant les groupes cibles et leurs besoins 2. Si la mise en œuvre du projet est affectée, Alert coordonnera avec SSU pour la revoir la stratégie d'intervention. 3. Implique les jeunes dans le choix des activités économiques durables et appropriées au contexte au début du projet
	Des changements du contexte qui affectent les secteurs économiques identifiés comme rentable pour les jeunes	2	3	
Résultat 4.2 : Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	A cause d'une augmentation des tensions électorales, plus de jeunes rejoignent les groupes armés et il y a un manque de confiance entre les jeunes de différentes communautés.	3	3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre les changements dans le contexte concernant la démographie des gens qui participent dans les activités du projet. 2. Organiser des réunions avec les jeunes les plus vulnérables au recrutement des groupes armés et analyser avec eux les facteurs qui contribuent à cette décision. Organiser des réunions de plaidoyer avec des leaders des communautés afin d'encourager des réponses qui adressent ces facteurs. 3. Si la mise en œuvre du projet est affectée, Alert coordonnera avec SSU pour la suspension temporaire des activités affectées.
<u>Objectif spécifique 5</u> : Niveau VSBG réduit dans les zones prioritaires	Une augmentation du conflit entre groupes armés et FARDC cause une augmentation des cas de VSBG dans les zones prioritaires.	3	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre le nombre des femmes et des hommes qui participent dans les activités du projet sous objectif 5. 2. Référer des gens touchés par le VSBG qui participent dans les activités du projet aux organisations qui peuvent leurs donner l'appui médical et psychologique dont ils/elles ont besoin. 3. Suivre le nombre de cas de SGBV à travers la



				« score card » communautaire et les rapports des observateurs de paix et produire des analyses à transmettre aux autorités compétentes
Résultat 5.1 : Prévalence réduite des normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG	Une augmentation du conflit affecte négativement les pratiques, coutumes et normes sociales à l'égard des femmes	3	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre les changements dans les attitudes et comportements dans les communautés ciblées du projet à l'égard des femmes. 2. Organiser des réunions avec des groupes mixtes dans les communautés pour discuter des changements et des facteurs clés qui contribuent négativement aux pratiques et normes discriminatoires afin de les adresser.
Résultat 5.2 : Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG	Une augmentation du conflit affecte négativement les pratiques, coutumes et normes sociales à l'égard des femmes et contribue à l'augmentation des cas de SGBV	3	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Suivre les changements dans les attitudes et comportements dans les communautés ciblées du projet à l'égard des femmes. 2. Organiser des réunions avec des groupes mixtes dans les communautés pour discuter des changements et des facteurs clés qui contribuent négativement aux pratiques et normes discriminatoires afin de les adresser.



c) Suivi et évaluation

Le cadre logique détaillé

Sur la base de la description présentée dans la section III.a ci-dessus, le PMO développera un cadre logique détaillé et harmonisé (modèle fourni en annexe 4) comme expliqué dans l'annexe 6 (Guide au processus d'harmonisation). Ce cadre logique contiendra les produits des résultats et sera harmonisé près que possible avec celui de l'ISSSS (fournit en annexe 5). Le but de cet exercice est d'expliquer :

- 1) Comment les activités et les produits proposés par le projet contribuent à atteindre les différents résultats du CL au niveau du projet.*
- 2) En termes de S&E, comment les résultats du projet contribuent à atteindre les résultats du CL de l'ISSSS ; pour comprendre quelles données au niveau du projet impliquent des changements dans la ZP ; pour comprendre quelles données collectées par la Cellule S&E peuvent être partagées avec le projet pour contribuer à son propre système de S&E ; pour comprendre quelles données collectées par le projet peuvent être partagées avec la Cellule S&E pour contribuer au système de S&E de l'ISSSS.*

Annexe 6 (Guide au processus d'harmonisation) du présent document explique en détail comment les PMO sont appelés à développer un cadre logique plus détaillé qui est étroitement aligné sur celui de l'ISSSS. Les PMO identifieront d'abord les résultats en commun entre le CL projet et le CL ISSSS ; ils établiront les correspondances au niveau des indicateurs à fin de pouvoir mesurer les résultats en commun (CL projet et CL ISSSS) de la même façon ; ils utiliseront le modèle du CL fourni en annexe 4 pour présenter le CL projet.

Au terme du processus AAP la cellule S&E du Secrétariat technique du FCS travaillera avec l'organisation ou les organisations sélectionnées, pour fournir un appui technique et finaliser le cadre logique harmonisé du projet.



ANNEXE 4: CADRE LOGIQUE

Résultats projet	Indicateurs ISSSS correspondants (Num. Réf)	Indicateurs projet	Données de référence	Cibles par année	Cibles globales	Sources de vérification
Objectif spécifique 1. Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre	n/a	Indicateur 1.a % d'acteurs du conflit, les hommes et les femmes qui rapportent avoir participé activement à la recherche de solutions concertées et avoir influencé positivement le processus de dialogue	A déterminer lors de l'étude de base	Année 1 (A1) : 30% Année 2 (A2) : 60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	1.2.1_i (a)	*Indicateur 1.b % des hommes, % femmes, % des jeunes hommes % des jeunes femmes, % différents groupes ethniques qui participent dans les plateformes de dialogues	0	A1 : % hommes :25%; % femmes :25% % jeunes hommes :25%, % jeunes femmes :25%; # différents groupes ethniques : minimum 4 A2: Idem	25% par catégorie et minimum 4 groupes ethniques	Résultats collecte de données avec l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
	1.2.1_i (b)	*Indicateur 1.c % des participantes de dialogue qui rapportent qu'ils sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles	0	A1 : 40% A2 : 70%	70%	Résultats collecte de données avec l'outil DC-15 - Enquête de



						l'EEST Baseline et évaluation finale
	1.2.1_(d)	*Indicateur 1.d # d'études de cas dans lesquelles des participants aux plateformes de dialogue qui font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus	0	A1 : 5 A2 : 5	10	Histoires de succès Baseline, mi-parcours et évaluation finale.
Résultat 1.1 Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles	1.1.1_i	Indicateur 1.1.a # plans d'action conjoints "inclusifs" et "sensibles au genre" mise en place par le comité de suivi (# de contrats sociaux stipules par les acteurs du conflit dans la ZP)	0	A1:4 A2:8	8	Rapports activités des comités de suivi Rapport Rap;
	1.2.1_(d)	Indicateur 1.1.b % des acteurs aux conflits qui participent activement dans le processus de la RAP	0	A1: 60%	60%	Résultats de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
Produit 1.1.1 Le processus de dialogue est inclusif et participatif.	1.1_iii	Indicateur 1.1.1.a % d'hommes et de femmes "totalement d'accord"/"d'accord" sur le fait que les processus de stabilisation locaux affrontent les questions les plus pertinentes pour eux (noté sur 5, ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	A déterminer lors de l'étude de base	A1: 30% A2: 60%	60%	Rapport de l'enquête de perception conduite par HHI, Baseline, mi-parcours et Evaluation finale



	b 1.2.1_i (a)	Indicateur 1.1.1. b Inclusivité : Représentation équilibrée (jugée appropriée) dans la composition des mécanismes de supervision/platformes de dialogue (c.-à-d. est-ce que les hommes, femmes, jeunes hommes, jeunes femmes de différents groupes ethniques et ceux ayant une vision opposée des questions de stabilisation sont représentés)	0	25 % par catégorie et un minimum de 4 groupes ethniques	25 % par catégorie et un minimum de 4 groupes ethniques	Résultats de la collecte de données de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
	1.2.1_i (b)	Indicateur 1.1.1.c Espace sûr : Mesure dans laquelle les participant(e)s1 dans les mécanismes de supervision/platformes de dialogue se sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles (noté sur 5)	0	A1:30% A2:60%	60%	Résultats de la collecte de données de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
	1.2.1_i (c)	Indicateur 1.1.1.d Apprentissage : Mesure dans laquelle les points de vue participant(e)s1 sur les questions traitées dans les plateformes de dialogue ont changé après avoir entendu/cherché à comprendre d'autres points de vue (noté sur 5)	0	A1:30% A2:60%	60%	Résultats de la collecte de données de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
	1.2.1_(d)	Indicateur 1.1.1.e Bonne foi : Mesure dans laquelle les participant(e)s1 perçoivent le processus de dialogue comme étant mené de bonne foi (c.-à-d. que tous les participants font preuve d'intégrité en partageant leurs connaissances et attitudes, espoirs/agendas vis-à-vis du processus) (noté sur 5)	0	A1:30% A2:60%	60%	Résultats de la collecte de données de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST



	1.2.1_i (d)	Indicateur 1.1.1.f Habilitation : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation (évalué par rapport aux trois dimensions de l'habilitation politique : conscience (les participants sont capables de décrire précisément les processus de stabilisation qu'ils supervisent et les parties prenantes impliquées dans une réponse descriptive) ; assurance et compétence (fréquence à laquelle les participants adressent directement les acteurs étatiques/élus sur la stabilisation et n'ont pas d'inquiétude à demander que des questions soient soulevées pour leur compte) ; effectivité et durabilité (là où des acteurs élus/étatiques ne prennent pas leurs responsabilités, mesure dans laquelle les participants sont à l'aise pour le signaler)	0	Dans les trois dimensions: A1:30% A2:60%	60%	Résultats de la collecte de données de l'outil DC-15 - Enquête de l'EEST
Produit 1.1.2 Les communautés cibles ont des connaissances accrues sur le dialogue démocratique	n/a	Indicateur 1.1.2.a % de membres de communautés cibles qui disent être impliqué dans le processus de recherche action participative	A déterminer lors de l'étude de base	A1:15% A2:30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 1.1.2.b % de membres de communautés qui disent connaître le contenu de contrats sociaux signés dans leurs communautés respectives	A déterminer lors de l'étude de base	A1:15% A2:30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet



Resultat 1.2 Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis	1.2.1_i	Indicateur 1.2.a. Nombre de mécanismes de supervision/plateformes de dialogue "opérationnels" dans les zones prioritaires (# de structures communautaires mises en place ou redynamisées)	0	A1: 19 A2: 0	19	Rapport de la mise en place et ou redynamisation des structures locales de paix ;
	n/a	Indicateur 1.2.b # de conflits identifiés et résolus par les structures communautaires de paix	A déterminer lors de l'étude de base	A déterminer après l'étude de base	A déterminer après l'étude de base	Copies d'actes de compromis, rapport des membres de structures de paix.
	n/a	Indicateur 1.2.c % de membres des communautés cibles qui disent recourir aux structures locales de paix pour résoudre leurs différends	A déterminer lors de l'étude de base	A1:30% A2:60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 1.2.1 Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue comme méthodologie de résolution pacifique des différends	n/a	Indicateur 1.2.1.a # des membres des structures de paix, des structures étatiques formés sur les thématiques clés de la résolution de conflit.	0	A1: 425 A2:425	850	Rapport de formation, liste de présence, module de formation,
	n/a	Indicateur 1.2.1.b % index de connaissance théorique et pratique des membres des structures de paix et étatiques sur les thématiques clés	A déterminer après index initial	A1: 30% A2: 60%	60%	Rapport de l'index de connaissance théorique et pratique.



	n/a	Indicateur 1.2.1.c # d'émissions radios produites et diffusées sur la résolution pacifique des conflits	0	A déterminer	A déterminer	Copies cds émissions, rapport activités
	n/a	Indicateur 1.2.1.d % des membres des communautés ciblées qui rapportent que les émissions du radio ont un impact positif sur les relations inter communautaires et peuvent donner un exemple	A déterminer après l'étude de base	A1:30% A2:60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Résultat 1.3 Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation	1_ii	Indicateur 1.3.a Acteurs clefs de la stabilisation déclarent leur soutien et leur confiance envers la stratégie de stabilisation et de sécurité dans leur localité (évalué sur une échelle de notation par rapport à des critères prédéfinis) (ventilé par acteur et sous-zone prioritaire)	A déterminer après réception de données de la part de EEST	déterminer après réception de données de la part de EEST	déterminer après réception de données de la part de EEST	Rapport de collecte de données d'EEST
Produit 1.3.1 Sensibilités accrues des acteurs clés (niveau communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation	n/a	Indicateur 1.3.1.a % des acteurs aux conflits issus des groupes ethniques différents qui participent activement au processus de dialogue communautaire.	A déterminer lors de l'étude de base	A déterminer lors de l'étude de base	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
		Indicateur 1.3.1.b # de forums provinciaux, nationaux et régionaux organisés pour identifier et sensibiliser les acteurs aux conflits	0	A1:0 A2:3	3	Rapports d'activités; Rapport forum provinciaux et nationaux ;



Objectif spécifique 2. Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)	4.2.2_i	Indicateur 2.a % de conflits liés à la terre ou aux ressources naturelles résolus par rapport aux conflits en cours par les structures locales de paix	0	A1:20% A2:50%	50%	Actes de compromis; listes de conflits identifiés et ceux résolus, rapport activités et ceux des structures
	4.2.2_ii	Indicateur 2.b % % d'hommes et femmes déclarant avoir plus d'accès à la terre et aux ressources naturelles à la fin du projet qu'avant.	A déterminer après l'étude de base	A1:30% A2:60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	3_i	Indicateur 2.c % d'augmentation des membres des communautés qui rapportent être satisfait de la gouvernance foncière au niveau local d'ici à la fin du projet.	A déterminer après l'étude de base	A1:10% A2:20%	20%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Résultat 2.1 Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre	n/a	Indicateur 2.1.a # de bonnes pratiques identifiées localement et mise en œuvre dans le cadre du projet	0	A1: 2 exemples A2: 2 exemples	4	Rapport d'activités



	3.1.1_i	Indicateur 2.1.b % d'hommes et femmes "d'accord" ou "totalement d'accord" avec l'affirmation : "les agents étatiques font une bonne performance" par rapport le traitement de leurs conflits fonciers a) "[Les agents étatiques] ont les compétences requises pour fournir de bons services foncières b) "[Les agents étatiques] traitent leurs cas rapidement et efficacement c) "[Les agents étatiques] traitent tous les groupes ethniques de la même manière d) "[Les agents étatiques] travaillent sur chaque cas sans le paiement d' "encouragements"	A déterminer après l'étude de base	A1:25% A2:50%	50%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 2.1.1 Des mécanismes de coordination sont créés et opérationnels	3.2.1_i.	Indicateur 2.1.1.a# de mécanismes de supervision/plateformes de dialogue nouveaux entre les éleveurs et agriculteurs fonctionnant dans les zones prioritaires	0	A1:20 A2:0	20	Rapport d'activités
	n/a	Indicateur 2.1.1.b % des membres des groupes d'agriculteurs et éleveurs qui intègrent les structures locales de paix.	0%	A1:10% A2:10%	10%	Rapport de mise en place des structures de paix.



Résultat 2.2 La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes	3.1.1_i	Indicateur 2.2.a % d'hommes et femmes "d'accord" ou "totalement d'accord" avec l'affirmation : "les agents étatiques font une bonne performance" par rapport le traitement de leurs conflits fonciers a) "[Les agents étatiques] ont les compétences requises pour fournir de bons services foncières b) "[Les agents étatiques] traitent leurs cas rapidement et efficacement c) "[Les agents étatiques] traitent tous les groupes ethniques de la même manière d) "[Les agents étatiques] travaillent sur chaque cas sans le paiement d' "encouragements"	A déterminer après l'étude de base	A1:25% A2:50%	50%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 2.2.b % des membres des communautés qui connaissent le plan de gestion foncière produit dans le cadre du projet.	0	A1:30% A2:60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 2.2.1 Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs/éleveurs sur les thématiques du fonciers sont améliorées	n/a	Indicateur 2.2.1.a % augmentation des capacités des membres des structures agri/éleveurs, les agents étatiques sur les thématiques clés de renforcement.	0	A1:30% A2:60%	60%	Rapport de l'étude CAP
Produit 2.2.2 Les membres des communautés cibles ont des connaissances	n/a	Indicateur 2.2.2.a # membres des communautés cibles formées sur leurs droits d'accès à la terre	0	A1: 100/site A2: 100/site	200/site	Liste de présence, rapport formation,



accrues de leurs droits pour ce qui concerne les droits fonciers						module de formation, photos,
	n/a	Indicateur 2.2.2.b # de campagne de sensibilisation sur le droit d'accès à la terre organisées	0	A1: 1/site A2: 1/site	2/site	Rapport d'activités, photos, histoires de succès.
	n/a	Indicateur 2.2.2.c % des hommes et des femmes qui rapportent qu'ils ont un 'bonne connaissances' de leurs droits fonciers	A déterminer après l'étude de base	A1:20 % A2:40 %	40%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 2.2.3 La qualité des services fonciers de l'état est amélioré	4.1.3_ii	Indicateur 2.2.3.a : % d'hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes si pertinent) dans les groupes à risque déclarant qu'ils sont conscients et sauraient comment accéder aux services fonciers	A déterminer après l'étude de base	A1:20% A2:40%	40%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 2.2.3.b # de cellules techniques étatiques foncières équipées	0	A1:4 A2:0	4	Rapports d'activités, Photos
	n/a	Indicateur 2.2.3.c % augmentation des capacités des membres des services étatiques sur les thématiques clés de renforcement.	0	A1:30% A2:60%	60%	Résultats de l'étude CAP
Résultat 2.3 Un cadre réglementaire du foncier est développé	n/a	Indicateur 2.3.a # de cellules techniques étatiques foncières équipées	0	A1:4 A2:0	4	Rapports d'activités, Photos



	n/a	Indicateur 2.3.b # de cartes foncières produites et affichées	0	A1:0 A2:1	1	Copie électronique de la carte
Produit.2.3.1 L'appui à la réforme foncière au niveau national et à la promulgation des édits provinciaux assuré	n/a	Indicateur 2.3.1.a # de campagne de plaidoyer sur la mise en place d'un édit provincial reconnaissant et sécurisant la mise en place des droits fonciers locaux	0	A1:1 A2:1	2	Rapport d'activités
	n/a	Indicateur 2.3.1.b # d'édits provinciaux promulgués sur la sécurisation foncière pour ZP	0	A1:0 A2:1	1	Copie de l'édit promulgué
	n/a	Indicateur 2.3.2.a # de campagne de sensibilisation au niveau sur les problèmes fonciers dans la ZP pour faire avancer la réforme de la loi foncière	0	A1:0 A2:2	2	Rapport d'activités, photos, histoires de succès.
Objectif spécifique 3 Gouvernance sécuritaire renforcée	a 3_ii	Indicateur 3.a # de points d'accès aux services par millier d'habitants	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 3.b % de membres des communautés qui disent que la gouvernance sécuritaire s'est améliorée.	A déterminer après l'étude de base	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet



	n/a	Indicateur 3.c % de réduction de cas d'incidents sécuritaires dans les ZP	A déterminer après l'étude de base	A1 : 10% A2 : 20%	20%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet, Rapport d'activités, témoignages et sources partagés par les autorités locaux et les chefs locaux
Résultat 3.1 Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité	2.2	Indicateur 3.1.a % des membres des communautés qui rapportant un niveau général de confiance envers les FARDC en réponse aux questions : a) "De manière générale, diriez-vous que la plupart des FARDC sont dignes de confiance - ou - que vous ne pouvez être trop prudent dans vos rapports avec elles?" ; b) "Dans quelle mesure feriez-vous confiance à un membre des FARDC que vous rencontrez pour la première fois? Dans les ZPs	A déterminer après l'étude de base	A1:15% A2:30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 3.1.b % d'augmentation d'organisation de réunions d'information tenues en faveur des membres de la communauté sur la situation sécuritaire par les services de sécurités	A déterminer après l'étude de base	A1 : 15% A2 : 30%	30%	Rapport d'activités, photos, histoires de succès, Baseline et évaluation finale



Produit 3.1.1 Qualité améliorée des services de l'état responsable de la sécurité	n/a	Indicateur 3.1.1.a % augmentation du score card dans chaque groupement à la fin d'année sur la qualité de services de sécurité	0	A1 : 10% A2 : 20%	20	Rapport des groupes qui conduisent le score card, Baseline, Evaluation finale.
	n/a	3.1.1.b # de personnes formées sur le genre et les droits humains	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Rapport d'activités, photos, rapport de formations, liste de présence
	2_ii	Indicateur 3.1.1.c . Diminution du % de femmes et hommes rapportant avoir été victime de violence/crime/mauvaise conduite de la part des FARDC/groupes armés au cours des 6 derniers mois (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	A déterminer après étude de base	A1:15% A2:30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	2_iii	Indicateur 3.1.1.d Augmentation % de femmes et d'hommes (là où sont déployées les FARDC) rapportant faire confiance aux FARDC pour la garantie de la sécurité dans les environs (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	A déterminer après étude de base	A1:15% A2:30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	2_iv	Indicateur 3.1.1.e % d'incidents violents (là où sont déployées les FARDC) pour lesquels une réponse appropriée de la part des FARDC est rapportée	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet



	2._v	Indicateur 3.1.1.f [En cas de violence] Les actions/mesures prises par les FARDC (et d'autres acteurs pertinents) pour faire face à la violence	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	A déterminer après étude de base	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Résultat 3.2 Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre	n/a	Indicateur 3.2.a % des membres des communautés qui reconnaissent que des mesures pour mitiger les risques sécuritaires et de protections ont été mises en œuvre	A déterminer après l'étude de base	A1: 25% A2:50%	50%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 3.2.b # d'histoires de succès sur la mise en œuvre des des mesures pour mitiger les risques sécu et de protection	0	A1: 6 A2: 12	12	Copies d'histoires de succès, rapports d'activités
Produit 3.2.1 Des plans d'action concertés entre les représentants des communautés cibles et les forces sécuritaires sont développés.	1.1.1_i	Indicateur 3.2.1.a Nombre de plans d'action conjoints "inclusifs" et "sensibles au genre" approuvés (ventilé par sous-zone prioritaire)	0	A:1 A2:0	1	Copie du plan d'action validé
	n/a	Indicateur 3.2.1.b # de réunions organisées entre les représentants de la communautés et les forces de sécurités	A déterminer après étude de base	A1:4 A2:4	8	Rapport d'activités, photos,
Résultat 3.3 les groupes armés sont sensibilisés	n/a	Indicateur 3.3.1.a # de campagnes de sensibilisation organisées en faveur des groupes armés cibles.	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Rapport d'activités, photos,
Produit 3.3.1 Des campagnes de sensibilisation sont organisées	n/a	Indicateur 3.3.1.b # de groupes armés sensibilisés sur l'importance de la démobilisation et la stabilisation (sur le programme DDRRR)	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Rapports d'activités, photos
	n/a	Indicateur 3.3.1.c # d'émissions radio sur les avancées du programme DDR/DDRRR	0	A1:80 A2:80	160	Copies cds émissions, rapport activités



	n/a	Indicateur 3.3.1.d # des campagnes de sensibilisation sur la détention illégale d'armes	0	A1:1 A2:1	2	Rapports d'activités, photos
Objectif spécifique 4 Cohesion sociale dans la zone prioritaire améliorée	n/a	Indicateur 4.a % d'augmentation des jeunes qui rapportent qu'ils ont plus de confiance de s'engager dans un environnement professionnel	A déterminer après l'étude de base	A1:40% A2:70%	70%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	4_vi	Indicateur 4.b % augmentation d'hommes et femmes d'accord avec la phrase : « les ressources sont distribuées équitablement ».	A déterminer après l'étude de base	A1:10% A2: 20%	20%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Résultat 4.1 Reinsertion socio-économique des jeunes à risques assuré	4.1.3_iii	Indicateur 4.1.a % des hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes) dans les groupes vulnérables déclarent qu'un soutien de qualité a été fourni	A déterminer après l'étude de base	A1 : 30% A2 : 60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	4.1.3_ii	Indicateur 4.1.b % d'hommes et femmes (jeunes filles et jeunes hommes) dans les groupes à risque déclarant qu'ils sont conscients de et sauraient comment accéder aux services de soutien pour l'insertion sociale et économique	A déterminer après étude de base	A1 : 30% A2 : 60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 4.1.c # des jeunes vulnérables (à risque) réinsérer, selon des criteres etablis par Alert avec les partenaires et les communautés locaux.	0	A1: 480 A2: 480	960	Rapport d'activités, photos, listes des jeunes réinsérés



	n/a	Indicateur 4.1.d # de jeunes formés selon les filières ;	0	A1:480 A2: 480	960	Rapport d'activités, photos, listes des jeunes réinsérés
	n/a	Indicateur 4.1.e # de jeunes ayant bénéficiés d'une activité de réinsertion socioéconomique	0	A1:480 A2: 480	960	Rapport d'activités, photos, listes des jeunes réinsérés
Produit 4.1.1 Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique	n/a	Indicateur 4.1.1.a # de personnes alphabétisées et qui finissent le cycle	0	A1:24 par site A2: 24 par site	48 par site	Rapport d'activités, photos, listes de présences aux cours, résultats de fin de cycle.
		Indicateur 4.1.1.b # de jeunes participants aux activités de champs écoles-paysans créés	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Rapport d'activités, photos
	n/a	Indicateur 4.1.1.c # d'activités sportives organisées et réussies en faveur des jeunes à risques	0	A1 : 1 A2 : 1	2	Rapport d'activités, photos,
	n/a	Indicateur 4.1.2.a # de personnes qui bénéficient de l'appui psycho social et counseling	0	A1:64 personnes A2:64 personnes	128 personnes	Rapport d'activités,



Résultat 4.2 Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	4.3_ii	Indicateur 4.2.a % des jeunes qui disent avoir amélioré des interactions quotidiennes/hebdomadaires/mensuelles/aucune avec des membres de la communauté en dehors de leurs propres familles, à travers des activités économiques	A déterminer après l'étude de base	A1 : 40% A2 : 70%	70%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 4.2.1 Confiance intra et inter communautaire accrue	n/a	Indicateur 4.2.1.a # de groupes de dialogues inclusifs sur le genre, la gouvernance et la cohabitation pacifique mis en place	0	A1 : 24 A2 : 24	48	Fiche de mise en place des groupes de dialogue ; Fiche de préparation d'activités
	n/a	Indicateur 4.2.1.b # de séance de discussions sur le genre, la gouvernance et la cohabitation pacifique tenues par les groupes de dialogues	0	A1 : 12 (2 fois par mois pour 6 mois) A2 : 24 (2 fois par mois pour 1 an)	1728	Fiche de préparation des activités de GD
	n/a	Indicateur 4.2.2.a # de jeunes formés sur le leadership cohésif et la gestion	0	100 par groupement	900	Rapports d'activités ; Liste de présence
	n/a	Indicateur 4.2.2.b # de groupes d'intérêt économique formés	0	A1:2 A2:2	4	Rapport d'activités
	n/a	Indicateur 4.2.2.c # de projet pilote de relance économique appuyés par le projet	0	A1 : 3 A2 : 3	6	Rapport d'activités, photos



	n/a	Indicateur 4.2.2.d # de rencontres organisées par le cadre d'échange d'expérience entre les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé	0	A1 : 2 A2 : 2	4	Rapport d'activités, photos
	n/a	Indicateur 4.2.2.e # de visite d'échange organisées dans la sous-région	0	A1 : 1 A2 : 1	2	Rapports d'activités ; Photos ; Histoires de succès
Objectif spécifique 5 Niveau VSBG réduit dans les zones prioritaires	5_ii	Indicateur 5.a % des membres des communautés qui reconnaissent la diminution des cas de violence basées sur le genre dans leur milieu	0	A1 : 20% A2 : 40%	40%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Résultat 5.1 Prevalence des normes sociales nocives qui contribuent à perpétuer les VSBG réduite	5.1_i ©	Indicateur 5.1.a % de diminution d'hommes et femmes considérant que dans certaines circonstances il est acceptable d'être physiquement violé par son/sa conjoint(e) ou partenaire	A déterminer après l'étude de base	A1 : 10% A2 : 20%	Diminution de 20%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 5.1.b % d'augmentation des femmes membres des communautés qui rapportent avoir une bonne connaissance du nouveau 'Code de la Famille'	A déterminer après étude de base	A1 : 20% A2 : 40%	40%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 5.1.1 Connaissances, attitudes, perception sur les VSBG au sein des communautés	n/a	Indicateur 5.1.1.a # Etude CAP sur les mythes et stéréotypes liés au SGBV dans les communautés cibles	0	A1:0 A2:1	1	Rapport étude CAP



cibles améliorées	n/a	Indicateur 5.1.1.b # de campagne de sensibilisation des communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG	0	A1 : 1 A2 : 1	2	Rapport d'activités, Photos.
Résultat 5.2 : Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG	5.1.3_i (b)	Indicateur 5.2.a % des hommes et femmes (en particulière des jeunes hommes et jeunes femmes) qui rapportent : « Je participe à plus des discussions/débats sur des questions d'égalité des sexes et de VSBG » grâce au projet (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	A déterminer après l'étude de base	A1 : 30% A2 : 60%	0,6	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 5.2.b % de travaux ménagers partagés entre les femmes/filles et les hommes/garçons	A déterminer après l'étude de base	A1 : 15% A2 : 30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
	n/a	Indicateur 5.2.c % de décision sur les questions clés d'utilisation des revenus dans le ménage qui sont prises seulement par les hommes	A déterminer après l'étude de base	A1 : 15% A2 : 30%	30%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 5.2.1 les groupes de dialogues sont renforcés	n/a	Indicateur 5.2.1a # de groupe de dialogue mise en place et ou redynamisés	0	A1:20 A2:0	20	Fiche de mise en place des groupes de dialogue ; Fiche de préparation d'activités
	n/a	Indicateur 5.2.1 b % d'augmentation des femmes qui participent activement dans les réunions mensuelles des groupes de dialogue entre le	0	A1 : 20% A2 : 40%	40%	Rapport d'activités des GD



		début et la fin du projet				
	n/a	Indicateur 5.2.1 c # de tribune d'expression populaire organisées	0	A1:2 A2:2	4	Rapports d'activités Photos
Produit 5.2.2 les émissions radio sur le genre sont produites et diffusées	n/a	Indicateur 5.2.2 a # d'émissions radio diffusées sur le genre	0	A 1: 1 émission trimestrielle A2 : 1 émission trimestrielle	8	Cds d'émissions
	n/a	Indicateur 5.2.2 b % des membres des communautés ciblées qui rapportent que les émissions de radio ont un impact positif sur les relations de genre au niveau communautaire	A déterminer après l'étude de base	A1 : 30% A2 : 60%	60%	Baseline, Evaluation mi-parcours et finale du projet
Produit 5.2.3 Formation des partenaires et du groupe consultatif sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre	n/a	Indicateur 5.2.3 a # des staff des partenaires et du groupe consultatif formés	0	A1 : 15 A2 : 15	30	Rapport d'activités, liste de présence
	n/a	Indicateur 5.2.3 b % des participants ont augmenté leur score de la connaissance de la programmation sensible au genre par 30% ou plus dans les pré-poste testes	0	A1 : 60% A2 : 60%	60%	Pré et post test lors de formation



a) **Communication et visibilité de l'I4S/STAREC**

Cette section mettra en évidence la stratégie et les moyens envisagés par le soumissionnaire pour augmenter la connaissance et la visibilité de l'I4S et de l'intervention auprès 1) des organisations de mis en œuvre, 2) des autorités (locales, provinciales et nationales), 3) des bénéficiaires et des communautés ciblées par le projet (maximum 1 pages).

Le projet s'appuiera sur une stratégie de communication claire permettant à la fois, de transmettre les informations appropriées aux acteurs internes et externes du projet, de favoriser un processus de suivi transparent des activités, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs spécifiques du projet. Cette stratégie aura donc à la fois pour but d'informer, de mobiliser et de favoriser les échanges à différents niveaux et vis-à-vis d'un public diversifié. Dans ce cadre, les moyens mis en œuvre seront de différentes natures impliquant, regroupant et/ou mettant en relation des acteurs variés à plusieurs niveaux, partant du principe qu'un processus de dialogue qui repose trop étroitement sur les leaders sans mobilisation plus large des populations à la base risque d'échouer.

C'est dans ce but spécifique que dans la phase de lancement du projet, Alert International ensemble avec ses 9 partenaires locaux, ainsi qu'avec les représentants du Groupe Consultatif, élaborera de manière participative et concertée une véritable stratégie de communication accompagnée de son plan d'action qui sera révisée, mise à jour et enrichie tout au long du projet pour répondre efficacement aux besoins et priorités des zones et populations cibles.

Tous les outils de communication pour faire connaître les avancements du projet, mobiliser les décideurs et la population et faire passer des messages clés seront utilisés. La radio TUNGANE³² sera le principal vecteur de communication et des membres du Groupe Consultatif participeront à des émissions radiophoniques aussi bien sur TUNGANE FM que sur quelques radios nationales (à Kinshasa), afin d'impliquer des acteurs qui sont loin de la ZP mais qui jouent un rôle important dans la stabilisation de la zone et dans la réussite du dialogue démocratique. Alert s'appuiera aussi sur ses partenaires stratégiques, notamment le Mouvement Rien Sans les Femmes et le Réseau Congolais des Artisans de la Paix, pour disséminer à travers leurs pages Facebook et leur compte Twitter les acquis du projet afin de promouvoir une mobilisation et une adhésion plus large de la population. Des brochures et des autres matériels de visibilité seront aussi produits.

Les plateformes d'échange et de dialogue seront aussi des autres instruments important qui seront utilisés pour permettre à la fois de fournir de l'information et de faire passer des messages clés aux cibles appropriés et ce à différentes échelles mais aussi de nourrir et enrichir avec les contributions de tous les acteurs directement impliqués dans le processus de stabilisation de la ZP la stratégie même de communication de ce projet. Enfin, le renforcement des capacités des acteurs locaux notamment en technique de plaidoyer, et l'appui fourni pour la mise en œuvre de leurs actions de plaidoyer sont d'autres moyens sur lesquels s'appuiera la stratégie de communication du projet.

Ces différents moyens combinés permettront une circulation de l'information transparente et inclusive favorisant la redevabilité à tous les niveaux, contribuant ainsi à consolider la paix et à créer les conditions de stabilités souhaitées, tout en assurant un suivi participatif de la mise en œuvre du projet. Cette approche s'inscrit dans une logique similaire à celle prônés par la SPS, faisant de la communication un outil d'information et un moyen d'intervention du projet.

Il est enfin important de souligner qu'International Alert dispose de ressources humaines et techniques nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer appropriée à travers des équipes spécialisés au siège à Londres et une conseillère dédiée à la RDC basée à Kinshasa. Grâce à l'appui technique et à l'accompagnement continu de la conseillère en plaidoyer et communication la stratégie de communication de ce projet sera continuellement revue, affinée et adaptée au fur et à mesure que des changements importants interviendront dans le contexte ou que le besoin se fera sentir de la part de toutes les parties prenantes.

³² Gérée par APDIK et basée à Minenbwe dans les hauts plateaux de Fizi, mais couvrant tous les hauts plateaux d'Uvira et Mwenga



d) Budget (voir fichier excel en pièce jointe : Annexe 7)

L'organisation lead du consortium doit élaborer un budget détaillé et un budget récapitulatif en dollars US et présenter une note narrative explicative, en suivant les instructions présentées dans les lignes directrices budgétaires (voir l'annexe 8).

Il s'agira notamment de :

- 1. Fournir une répartition équilibrée des coûts prévus qui sont nécessaires pour exécuter les activités et atteindre les objectifs du projet, en respectant les ratios et les clés de répartition fixées dans les lignes directrices budgétaires.*
- 2. Utiliser et respecter les modèles de budget du FCS et les conseils fournis.*
- 3. Fournir, dans le **budget détaillé** (voir le canevas en annexe 7), une description narrative synthétique et claire pour chacune des lignes budgétaires (i.e. présentation de l'article budgétaire et de la structure/contenu des coûts budgétisés).*
- 4. Les organisations soumissionnaires présenteront, outre leur budget détaillé, une **note narrative** de présentation et de justification de certains coûts budgétisés. La note narrative comprendra :*
 - a. La liste du personnel (organisations soumissionnaires + organisations locales partenaires) en distinguant le personnel lié aux activités et le personnel de soutien : poste, brève description des rôles et des tâches, lieu d'affectation (+ préciser « disponible » ou « à recruter »).*
 - b. Un listing des financements de l'organisation lead (au niveau national) et une justification des proportions budgétisées pour le personnel budgétisés à temps partiel.*
 - c. M&E : une synthèse de la stratégie de suivi et évaluation, une présentation du budget total alloué au suivi et évaluation (maximum 5% du budget total : voir point 6) et une brève description des ressources budgétisées (personnel, frais de mission, expertise externe, etc.).*
 - d. Une synthèse de la répartition des coûts alloués aux différentes organisations de mise en Espagne (membres des consortiums et organisations locales partenaires y compris).*
 - e. Si l'organisation budgétise un véhicule (voir supra) : une justification narrative (en quoi est-ce indispensable à l'exécution du projet ?) et une explication de l'utilisation qui sera faite du véhicule après projet.*
- 5. Les organisations soumissionnaires présenteront également un **budget récapitulatif** (voir le canevas en annexe 7), structuré sur base des 7 catégories de dépenses suivantes. Personnel et autres employés/ Fournitures, produits de base, matériels/ Equipements, véhicules et mobilier/ Services Contractuels/ Frais de déplacement/ Transferts et subventions/ Frais généraux de fonctionnement et autres couts directs. L'ensemble des coûts présentés dans le budget détaillé doit être intégré dans l'une de ces 7 catégories. En ce qui concerne la ligne budgétaire « personnel », elle inclura l'ensemble des coûts de personnel (personnel liés aux activités et personnel de soutien).*
- 6. Chaque projet doit assurer que 15 pour cent des fonds devrait être consacrée pour répondre aux besoins spécifiques des femmes ou des filles, promouvoir l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes. Cela doit être reflété dans le budget par activité ainsi que la section narrative qui l'accompagne. Un budget qui ne répond pas aux exigences ne sera considéré par le Secrétariat (Pour plus d'informations, voir en annexe 9 « lignes directrices pour l'intégration du genre dans les programmes de stabilisation).*



e. Budget Récapitulatif

CATEGORY	Annee 1	Annee 2	Total	% Total Budget
Personnel et autres employés	420,095	418,629	838,724	12%
Fournitures, produits de base, matériels	228,850	237,050	465,900	7%
Equipements et mobilier	29,400	24,000	53,400	1%
Services Contractuels	153,000	85,000	238,000	3%
Frais de déplacement	175,450	184,550	360,000	5%
Transferts et subventions	2,158,000	2,152,300	4,310,300	62%
Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	137,866	137,866	275,732	4%
Total des Coûts liés au Programme (Total 7 catégories ci-dessous)	3,302,661	3,239,395	6,542,056	93%
Coûts Indirects (max 7%)	231,186	226,758	457,944	7%
GRAND TOTAL	3,533,847	3,466,153	7,000,000	100%

VI. ANNEXES

ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitulé du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
<i>Consortium : IRC – SFCG – ZOA sur financement du Gouvernement</i>		<i>Le projet sera mis en œuvre qu'à partir du 2017 et se réalisera dans la zone suivante : Cité de Sange et</i>	<i>Le projet collaborera avec ce Consortium pour éviter les doublons</i>



Hollandais		Groupement de Luberizi : C'est un projet multisectoriel focalisé sur la sécurité alimentaire/chaine de valeur – réhabilitation d'un canal d'irrigation pour relancer les activités agricoles/économiques des ménages – Composantes du projet : WASH, Résolution conflits Fonciers ; SGBV ; IRC se focalisera sur les aspect SGBV – WASH, ZOA sur les aspects de relance économique et SFCG sur l' accès à la terre, résolution des conflits foncier	et chevauchement dans la zone d'action. Des activités similaires dans une même zone seront réorientées. Une synergie et complémentarité sera respecté à travers des cadres d'échanges et communication régulière
Consortium Alert 14 partenaires locaux- Sud et Nord Kivu – sur financement de SIDA	Tushiriki Wote	Le projet soutient des femmes petites commerçantes transfrontalières, des organisations de la société civile et les membres des groupes de dialogue pour renforcer le pouvoir civique, économique, politique et sociale des femmes à tous les niveaux à travers la connaissance, le réseautage et le plaidoyer	L'intervention bâtera sur les succès de ce projet et s'appuiera sur les groupes de dialogues déjà présents et opérationnels dans la ZP. SOFAD est partenaire dans le deux projets
Alert sur financement de la Commission Européenne	Pamoja kwa Amani	Le projet soutient l'instauration de dialogue pour la paix mené par les acteurs locaux, ainsi que le Réseau Congolais des Artisans de la Paix réunissant 95 acteurs ³³ qui renforce le dialogue, améliore la coordination à travers un forum d'échange et d'action conjoint en permettant d'interagir avec des décideurs politiques internationaux et des hautes instances gouvernementales.	Le projet collaborera avec le Réseau des artisans de la Paix mis en place par Pamoja kwa Amani qui est un acteur important et très influent dans le plaidoyer
BVES	Sensibilisation des élèves dans les écoles du Nord et Sud-Kivu	La campagne vise à apprendre aux enfants leurs droits et la façon de les revendiquer mais aussi les initier à la démocratie. Elle durera 8 mois (Mai – Décembre 2016) et les bénéficiaires sont les élèves de 11 à 18 ans. Elle est en contact avec les autorités scolaires, lancement de la campagne du programme, WCP, distribution des revues dans les écoles, formation des enseignants responsables des écoles, formation des ambassadeurs des droits des enfants, redynamisation ou formation des clubs scolaires des droits des enfants, organisation des votes du héros mondial pour les droits des enfants, organisation de la conférence de presse par les enfants	Vu la durée du projet, Tujenge Pamoja ne collaborera pas directement avec VES mais plutôt bâtera sur ses acquis
UNFPA sur financement d'un fond Multi bailleurs	Projet conjoint de lutte contre l'impunité, d'appui aux victimes de violences basées sur le Genre et d'autonomisation des femmes à l'Est de la RD Congo	Le projet couvre la période 2014 – 2017 et centre ses interventions sur les VSBG (particulièrement les violences sexuelles). Les bénéficiaires sont les victimes de violences sexuelles. Le projet appui des structures en intrants SR, à la supervision, à la PEC des VVS et des IST, au renforcement des capacités des	Le Consortium collaborera avec UNFPA dans la réalisation de l'objectif 5 en s'appuyant sur les structures de lutte contre les VSBG déjà mise en place et en tenant en compte les défis déjà relevés lors des

³³ Provenant de Masisi, Walikale, Kalehe, Rutshuru, ainsi que Goma, Bukavu et Kinshasa



		prestataires, à la prévention du VIH	campagnes de sensibilisation de masse. Des activités conjointes seront menées ensemble avec UNFPA
SAD	Renforcement de la sécurité alimentaire	Le projet couvre la période 2015 – 2016 et focalise ses activités sur les retournés. Le projet appui les activités piscicoles et de pêche en distribution des filets de pêche et moteurs hors-bords aux groupes associatifs de développement	Pour réaliser l'objectif 4, le projet collaborera avec SAD pour tenir en compte les leçons apprises, les défis dans le domaine de la réinsertion socio – économique des jeunes
IRC en partenariat avec GEL	Renforcement des capacités entrepreneuriales selon le programme CEFE (Competency-based Economies through Formation of Entreprises)	Le projet couvre la période 2015 – 2016 et a comme bénéficiaires les membres d'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC). Il vise le renforcement des capacités entrepreneuriales et managériales des membres d'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) dans le territoire de Kabare et Uvira. Les activités se focalisent sur la formation en création et gestion de micro entreprise, montage des plans d'affaire et suivi post formation.	Le projet collaborera avec IRC pour réaliser l'objectif 4. GEL est déjà partenaire d'Alert dans le cadre du projet Tushiriki Wote. Des visites d'échanges avec le projet mise en œuvre par IRC seront organisés en vue d'apprendre le processus de fonctionnement des AVEC, les leçons apprises et les défis en vue de les tenir en considération dans la mise en œuvre de cette approche
CARITAS Espagne en partenariat avec CARITAS Bukavu sur financement d'ECHO	<ol style="list-style-type: none"> 1. Projet de réhabilitation d'un tronçon routier 2. Réponse rapide aux besoins d'urgence 	Le projet couvre la période 2013 – 2016. Les bénéficiaires du projet sont les Réfugiés, Rapatriés, Déplacés internes, Retournés, Population locale, survivants de violences sexuelles. Le projet se focalise sur le monitoring de protection dans les zones isolées. Il offre une assistance aux personnes vivant avec des besoins spécifiques	Le projet a choisi CARITAS Uvira comme partenaire du Consortium. Ce partenaire utilisera son expérience et leçons apprises dans le domaine de la lutte contre les VSBG, la mise en œuvre des initiatives d'intérêt commun offrant l'emploi aux jeunes pour renforcer une cohésion sociale pour réaliser les activités liées à l'objectif 4 et 5
BADU sur financement d'UNMAS	Réponse rapide aux besoins d'urgence	Le projet couvre la période 2013 – 2016 et se focalise sur la prise en charge socioéconomique, sensibilisation et Education dans la plaine de la Ruzizi. Les bénéficiaires et groupes cibles sont victimes de MINES ET Engins Explosifs de Guerres ainsi que Personnes vivant avec Handicaps. Le projet offre une assistance aux personnes vivant avec des besoins spécifiques	Le projet collaborera avec BADU dans la réalisation de l'objectif 4. Les analyses et études de ce projet seront prises en compte dans l'identification des participants aux activités en vue d'assurer la représentativité, la prise en compte du genre et l'inclusion des plus vulnérables dans les initiatives de stabilisation
Congo Handicap sur financement de Chez nous global UK	Résolution/prévention des conflits fonciers	Le projet couvre la période 2015 – 2016 et centre ses interventions sur les personnes handicapées, les communautés, les autorités. Il se focalise sur la résolution/prévention des conflits fonciers	Le projet s'inspirera des leçons apprises de cette intervention dans le cadre de la mise en œuvre de l'objectif 2



REVIVRE	Sensibilisation/Formation sur la culture non violente, Protection des personnes vulnérables	Le projet couvre la période 2015 – 2018. Les bénéficiaires sont les vulnérables, les jeunes, les femmes et les enfants. Le projet se focalise sur la sensibilisation/formation sur la culture non violente, protection des personnes vulnérables (enfants, femmes, personnes en situation d'handicap), campagne de sensibilisation en milieu scolaire pour sortir de la violence	Le projet bâtira sur les leçons apprises du projet lors de l'organisation des activités sur la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire
ASADE	Formation et affectation des moniteurs de protection des enfants et autres vulnérables,	Le projet couvre la période d'une année 2016. Les bénéficiaires sont : Hommes et femmes volontaires de protéger les enfants filles survivantes des violences sexuelles et les autres vulnérables. Le projet se focalise sur le monitoring de protection RI612, Formation des sensibilisateurs et sensibilisations des parents et des enfants à la prévention aux phénomènes d'enrôlements d'enfants aux groupes armés. Les activités consistent à des formations et affectation des moniteurs de protection pour enfants et autres vulnérables capables d'identifier, d'alerter, d'assurer l'hébergement transitoire et de référencer	Le projet bâtira sur les leçons apprises du projet lors de l'organisation des activités de sensibilisation des jeunes à la démobilisation et désarmement
PAF IRC sur financement de DFID	Evaluation et Réponses aux besoins des femmes et filles	L'intervention couvre la période 2013 – 2016 est un projet d'urgence SGBV. Les bénéficiaires sont des personnes déplacées, retournées et familles d'accueil. Le projet se focalise sur l'offre d'un paquet médical, psychosocial, éducation communautaire, réduction des risques à travers les campagnes de plaidoyer (Sauver des vies c'est sauver le futur) et renforcer les compétences de vies des filles adolescentes et adultes	Le Consortium bâtira des alliances et coalitions avec PAF IRC dans les campagnes de plaidoyer orienter dans la lutte contre les VSBG
UNICEF en partenariat avec HEALPHNET TPO et Fondation PANZI	Appui à la prévention, sortie, prise en charge transitoire, réunification familiale et suivi des enfants associé aux forces et groupes armés au Sud-Kivu	Le projet couvre la période d'une année et a comme bénéficiaires les enfants associés aux groupes et forces armés, les communautés, les femmes, enfants SVS. Il se focalise sur la sensibilisation, sortie des EAGFA, prise en charge transitoire dans les FAT, réunification familiale et suivi des enfants associé aux forces et groupes armés au Sud-Kivu, la prévention, sortie des enfants dans les groupes armes	Le consortium travaillera étroitement avec l'UNICEF et tiendra en compte les leçons de ce projet dans la réalisation de l'objectif 4 précisément dans la campagne de sensibilisation des jeunes associés aux groupes armés pour participer à la démobilisation et réinsertion
UNHCR en partenariat avec INTERSOS	Réponse rapide aux besoins d'urgence	Le projet couvre une courte période 2016. Les bénéficiaires sont déplacés internes, retournés, réfugiés, rapatriés, familles d'accueil. Il se focalise sur la protection et offre une assistance aux personnes vivant avec des besoins spécifiques à travers la documentation et référencement des incidents de protection, alerte précoce, analyse des tendances	Le projet échangera avec UNHCR et Intersos pour apprendre de leur intervention et utiliser les bonnes pratiques.



<p><i>TPO en partenariat avec AJAD, ACMJ, RACOPE, MAF, FAT et IDAV sur financement d'UNICEF</i></p>	<p><i>Réponse rapide aux besoins d'urgence</i></p>	<p><i>Le projet a été d'une courte durée 3 mois. Les bénéficiaires et groupes cibles sont ESFGA et autres enfants vulnérables, groupes solidaires des enfants. Le projet s'est focalisé sur processus DDR Enfants (sensibilisation, sortie des enfants, accompagnement psychosocial, recherche et médiation, réunification et réinsertion socio (économique). Il apporte une assistance aux personnes vivant avec des besoins spécifiques</i></p>	<p><i>Le projet prendra en compte les leçons et succès de cette initiative lors de la campagne DDR</i></p>
<p><i>UNHCR en partenariat avec CNR et sur financement Multi Bailleurs</i></p>	<p><i>Promotion de la paix et des communautés inclusives pour un développement durable</i></p>	<p><i>Le projet couvre la période 2016 et a comme bénéficiaires les réfugiés. Il se focalise sur la protection à travers la promotion de la paix, l'accès à la justice, le renforcement des institutions, la réception, mise en place et entretien des centres de transit</i></p>	<p><i>Le projet collaborera avec UNHCR pour bâtir sur les leçons et succès du projet en matière de cohésion sociale</i></p>
<p><i>Banque Mondiale</i></p>	<p><i>Programme Intégré de Croissance Agricole dans la Région des Grands Lacs - Projet Régional</i></p>	<p><i>Programme intégré de développement agricole dans la Région des Grands Lacs, la réhabilitation des voies de communication et la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. L'axe choisi pour l'intervention est le couloir sud : Bukavu-Kalemie</i></p>	<p><i>Le projet prendra contact avec la Banque Mondiale et ses partenaires de mise en œuvre pour mieux comprendre les activités du programme, qu'aujourd'hui ne sont pas encore très claires et voir de quelle manière des synergies pourront être établies surtout dans le cadre du 4eme et 5eme objectif.</i></p>



ANNEXE 2 : PLAN DE TRAVAIL

PRODUITS	CALENDRIER								RESPONSABLE	
	Annee 1				Annee 2					
	Q 1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4		
Objective spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre										
Résultat 1.1 : Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles										
Produit 1.1.1 : Le processus de dialogue est inclusif, participatif										
Activité 1.1.1 a Identification et formation des chercheurs RAP										International Alert
Activité 1.1.1 b Collecte de données RAP (paiement chercheurs)										International Alert
Activité 1.1.1 c Organisation des mini-dialogues										International Alert
Activité 1.1.1 d Organisation des dialogues communautaires										International Alert
Activité 1.1.1 e Revue des initiatives de dialogue précédentes et capitalisation des acquis										International Alert
Activité 1.1.1 f Fonds flexibles										International Alert
Produit 1.1.2 Les communautés cibles ont des connaissances accrues sur le dialogue démocratique										
Activité 1.1.2 a Forum communautaires ou Restitutions										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Activité 1.1.2 b Emissions radio pour la restitution										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Activité 1.1.2 c Mise en place de comité de Suivi										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Activité 1.1.2 d Formation comité de Suivi										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Activité 1.1.2 e Réunions du comité de Suivi										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Activité 1.1.2 f Mise en place d'un groupe consultatif au niveau provincial avec UAS/STAREC et autres intervenants dans la stabilisation pour suivre les avancées des projets de stabilisation dans la zone prioritaire										International Alert
Activité 1.1.2 g Festival de la Paix										SVH, ADEPAE, SOFAD, RIO
Résultat 1.2 : Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis										



Produit 1.2.1 Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue démocratique										
Activité 1.2.1 a Cartographie des structures communautaires										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 b Mise en place et ou redynamisation des structures locales paix										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 c Formation des membres de structures locales de paix (Plusieurs thématiques)										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 d Fonds de pérennisation structures communautaires										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 e Mise en place des groupes consultatifs au niveau de groupement										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 f Réunions des groupes consultatifs										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Activité 1.2.1 g Echange d'expérience entre les structures de paix										RIO, SVH, ADEPAE, SOFAD
Résultat 1.3 : Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation										
Produit 1.3.1 Sensibilités accrues des acteurs clés (niveau communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation										
Activité 1.3.1 a Analyse approfondie du contexte et des acteurs de conflit, des enjeux et des litiges, des entrepreneurs du conflit et de leurs intérêts.										International Alert
Activité 1.3.1 b Forums Provinciaux/Nationaux et Régionaux pour l'identification des entrepreneurs du conflit										International Alert
Activité 1.3.1 c Ateliers d'échange et de mise en contact entre les acteurs du conflit et les entrepreneurs du conflit										International Alert
Objective spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)										
Résultat 2.1 : Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre										
Produit 2.1.1 Des structures de coordination entre les agriculteurs et éleveurs, mécanismes de coordination sont créés et opérationnelles										
Activité 2.1.1 a Intégration des agri/éleveurs dans les structures locales de paix.										IFDP
Activité 2.1.1 b Renforcement des capacités des membres des comités agriculteurs/éleveurs en : transformation des conflits, approche sensible au genre, droit foncier/coutumier										IFDP



Activité 2.1.1 c Création d'une plateforme/mécanisme de coordination entre services fonciers publiques/structures communautaires de paix et équipes de reconnaissance des droits fonciers (issues des structures communautaires) Mise en place de la plateforme										IFDP
Activité 2.1.1 d Réunions régulières de la plateforme pour la production d'un plan d'aménagement et gestion du territoire										IFDP
Activité 2.1.1 e Fonds flexibles pour la mise en œuvre des plans d'action										IFDP
Résultat 2.2 : La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les organismes compétents										
Produit 2.2.1 Les capacités des agents de l'état pour la mise en œuvre des plans concertés sont améliorées										
Activité 2.2.1 a Appui technique et renforcement des capacités des services étatiques d'appui et encadrement										IFDP
Activité 2.2.1 b Sélectionner, recruter localement et former les techniciens en appui aux ER à la collecte, traitement et disponibilisation des données socio juridiques et topo en utilisant les outils appropriés qui serviront à la fois à alimenter le processus de certification par les 3 Chefferies et le Secteur d'Itombwe et la production des cartes foncières										IFDP
Activité 2.2.1 d Mettre en place et équiper les infrastructures foncières (services fonciers locaux au niveau des Chefferies et Secteurs et des cellules techniques au niveau des Groupements)										IFDP
Activité 2.2.1 e Réaliser les travaux de reconnaissance sociale et juridique des droits fonciers										IFDP
Produit 2.2.2 Les membres des communautés cibles ont des connaissances accrues de leurs droits pour ce qui concerne les droits fonciers										
Activité 2.2.2 a Diagnostic participatif sur les droits, les actes, acteurs des domaines fonciers dans les zones ciblées.										IFDP
Activité 2.2.2 b Constituer et renforcer les capacités des équipes de reconnaissance (ER) à partir des structures communautaires de paix existantes										IFDP



Activité 2.2.2 c Organiser des réunions de sensibilisation, et d'explication du processus de sécurisation auprès de tous les acteurs concernés									IFDP
Activité 2.2.2 d Sensibilisation et formation des communautés sur leurs droits et obligations									IFDP
Produit 2.2.3 La qualité des services fonciers de l'état est amélioré									
Activité 2.2.3 a Score card communautaire sur la qualité des services fonciers étatiques et coutumiers									IFDP
Activité 2.2.3 b Organiser les visites d'échange d'expérience au Burundi et Rwanda par les approches et pratiques de sécurisation des Droits foncier et sur la transformation des conflits									IFDP
Activité 2.2.3 c Organiser des consultations locale et provinciale avec la société civile, la communauté locale, institution de recherche, pouvoir public, secteur privé et les organisations paysans pour alimenter l'élaboration du document de politique foncière.									IFDP
Activité 2.2.3 d Enquêtes parcellaires et produire des cartes foncières									IFDP
Activité 2.2.3 e Etablir des dialogues et partenariats entre les grands propriétaires fonciers et les petits producteurs (contrats plus durable) (Synergie avec pilier 4, agriculture pour la paix) :									IFDP
Activité 2.2.3 f Production des cartes foncières numérisées spatialisant les différents droits et les acteurs fonciers reconnus									IFDP
Activité 2.2.3 g Vulgariser les cartes et plans produits à travers des foras communautaires de manière participative et inclusive (administration foncière et services compétentes de l'Etat)									IFDP
Activité 2.2.3 h Vulgarisation de la nomenclature des taxes et autres lois et textes réglementaires									IFDP
Résultat 2.3 Un cadre réglementaire du foncier est développé									
Produit.2.3.1 L'appui à la réforme foncière au niveau national et à la promulgation des édits provinciaux est assuré									



Activité 2.3.1 a Campagnes de sensibilisation: actions collectives d'information, de mobilisation et de plaidoyer fondées sur les bonnes pratiques identifiées localement (ex : Edit sur la transhumance).										IFDP
Activité 2.3.1 b Etude de capitalisation des approches et solutions innovantes pour la résolution des conflits foncier										International Alert
Activité 2.3.1 c Renforcer les initiatives juridiques et institutionnelles au niveau local, provincial et national au regard du processus de réforme en cours en RDC										IFDP
Activité 2.3.1 d Mener des actions de plaidoyer au niveau national par rapport au processus de réforme foncière en cours en RDC sur base des résultats de consultations										IFDP
Objective spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée										
Résultat 3.1 : Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité										
Produit 3.1.1 Qualité améliorée des services de l'état responsable de la sécurité										
Activité 3.1.1 a Analyse de contexte régulière, participative et inclusive des risques sécuritaires										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.1.1 b Score card communautaire sur la qualité des services sécuritaires										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.1.1 c Cartographie participative des zones à risque sécuritaire élevé et de protection										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.1.1 d Partage de la cartographie auprès des acteurs concernés au niveau territorial provincial, national										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.1.1 e Etat de lieu de la parité et du genre au sein des forces et services de sécurité										International Alert
Activité 3.1.1 f Production d'un Plan d'Action et de Renforcement de la Sécurité dans la ZP										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.1.1 g Fonds Flexible pour la mise en place d'un plan d'action										International Alert
Résultat 3.2 : Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifié collectivement par les agents sécuritaire et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre										
Produit 3.2.1 Des plans d'action concertés entre les représentants des communautés cibles et les forces sécuritaires sont développés.										



Activité 3.2.1 a Organiser des échanges réguliers entre autorités politico-administratives locales/territoriales/provinciales/nationales et le commandement de la PNC										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.2.1 b Validation du Plan d'Action: Réunion au niveau territorial, Provincial et national pour la validation du Plan d'Action et prise d'engagements										International Alert
Activité 3.2.1 c Activités de plaidoyer pour la mise en application du Plan d'action par les autorités provinciale/nationales et le commandement de la PNC										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.2.1 d Echanges d'expériences entre autorités sécuritaires de frontière au Rwanda, Burundi et RDC										International Alert
Activité 3.2.1 f Renforcement des capacités des acteurs de la sécurité en collaboration avec les autres intervenants dans ce domaine et dans la ZP										International Alert
Résultat 3.3 : Les groupes armés sont sensibilisés										
Produit 3.3.1 Des campagnes de sensibilisation sont organisées à travers les médias										
Activité 3.3.1 a Sensibilisation ad hoc des groupes armés pour leur démobilisation et réintégration										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Activité 3.3.1 b Emissions radios sur les avancées du programme DDR et évolutions de la situation sécuritaire dans la zone prioritaire										ADEPAE, SVH, RIO, SOFAD
Objective spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée										
Résultat 4.1 : Réinsertion économique des jeunes à risques assuré										
Produit 4.1.1 Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique										
Activité 4.1.1 a Identification des jeunes issus des différentes communautés										APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 b Appui psycho social, counseling et alphabétisation										APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 c Organisation d'activités sportives et culturelles pour renforcer la cohésion sociale										APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA



Activité 4.1.1 d Groupes de dialogues sur le genre et leadership, genre et transformation pacifique des conflits et de sociothérapie									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 e Etude du marché et des filières rentables pour les jeunes									International Alert/IITA
Activité 4.1.1 f Renforcement des capacités des accompagnateurs des jeunes par IITA									International Alert/IITA
Activité 4.1.1 g Renforcement des capacités professionnelles selon les filières identifiées									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 h Réhabilitation des routes de dessertes agricoles par l'approche HIMO									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 i Constitution des AVEC et formation de leurs membres									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 j Kit de réinsertion socio-économique par filière porteuse									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.1.1 k Fonds flexible pour la mise en place de points de vente ou transformation de produits agro-pastoraux									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Résultat 4.2 : Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés									
Produit 4.2.1 Confiance intra et inter communautaire accrue									
Activité 4.2.1 a Identification des jeunes issus des différentes communautés									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.2.1 b Formation des jeunes en leadership cohésif, gestion d'entreprise, développement organisationnel, marketing, taxation									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.2.1 c Identification et évaluation des initiatives d'intérêt économique									APDIK, UGEAFI, GM, CARITAS UVIRA
Activité 4.2.1 d Appui financier/technique et matériel aux projets pilotes/start up qui visent à promouvoir l'économie locale et la cohésion sociale									International Alert
Activité 4.2.1 e Mise en place d'un cadre d'échange d'expérience et de dialogue entre les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé (FEC, FOPAC etc...)									International Alert



Activité 4.2.1 f Visite d'échange d'expérience avec d'autres initiatives économiques des jeunes dans la sous-région : Rwanda, Burundi, Tanzanie										International Alert
Objectif spécifique 5 : Niveau VSBG réduit dans les zones prioritaires										
Résultat 5.1 : Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite										
Produit 5.1.1 Connaissances, attitudes, perception sur les VSBG au sein des communautés cibles améliorées										
Activité 5.1.1 a RAP sur les violences basées sur le genre faites aux femmes dans la zone du projet (causes, acteurs, facteurs favorisants...)										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 b Etude CAP (comportements, attitudes. Pratiques)										International Alert
Activité 5.1.1 c Restitution des résultats de la recherche et de l'étude CAP aux communautés et aux autorités de la zone prioritaire										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 d Elaboration d'un plan d'action axé sur les violences faites à la femme valide par le niveau provincial/national										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 e Activités de plaidoyer pour l'inclusion de recommandations issues du plan d'actions dans le PDL des ETD										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 f Campagne de sensibilisation communautaire sur les droits de la femme et contre les VSBG										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 g Vulgarisation du Nouveau Code de la Famille										SOFAD, APDIK
Activité 5.1.1 h Organisation des séances de sensibilisation dans les écoles, universités, églises										SOFAD, APDIK
Résultat 5.2 : Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG										
Produit 5.2.1 Les groupes de dialogues sont renforcés										
Activité 5.2.1 a Mise en place et/ou Renforcement des Groupes de Dialogue										SOFAD, APDIK
Activité 5.2.1 b Réunion mensuelle des Groupes de Dialogue sur les différentes thématiques liées au genre										SOFAD, APDIK



Activité 5.2.1 c Renforcement de capacité des autorités locales sur différents thèmes liés au genre										SOFAD, APDIK
Activité 5.2.1 d Tribune d'expression populaire des jeunes sur le genre										SOFAD, APDIK
Activité 5.2.1 e Plaidoyer pour la participation de la femme dans les postes de prise de décision										SOFAD, APDIK
Produit 5.2.2 Les émissions radio sur le genre sont produites et diffusées										
Activité 5.2.2 a Emissions radios sur les questions de genre										SOFAD, APDIK
Produit 5.2.3 Formation des partenaires et du groupe consultatif sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre										
Activité 5.2.3 a Formation des partenaires et du groupe consultatif sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre										International Alert